

Un jour, à la fin de longs échanges sur les Mouvements Sociaux en Afrique, un chercheur a voulu comprendre d' où nous venait cette force à défier la mort et les emprisonnements. Était-ce une folie? Qu'est ce qui motive cette ardeur contestataire? Nous avons parlé des jeunes en prison dans les deux Congo (Carbonne Béni et compagnie), au Togo (Foly Satchivi), aux Comores..., de ceux qui sont morts ou exilés et de ceux qui restent et qui ont choisi de se battre quels que soient les risques. Sur le coup, je lui avais répondu ceci : C'est juste que nous avons parié qu'une Afrique debout est possible et accessible à notre génération et que ça vaut la coup de se mobiliser pour. En réalité sa question connote une perception de l'activisme réduite fatalement à la contestation. Cette idée est déjà figée. Au-delà du fait que les activistes n'intéressent souvent les médias que lors des manifestations de remise en cause des régimes dictatoriaux, cette image résulte d'un long processus qui a commencé depuis les indépendances. Les grands leaders qui ont eu une vision pour le continent autre que celles tracées ailleurs par les puissances occidentales ont été confinés dans le rôle de réactionnaires contestataires. À ce titre d'ailleurs, Bertrand Badie explique dans son ouvrage *Quand le Sud réinvente le monde que les «les vieilles puissances coloniales ont étouffé l'utopie naissante qui était celle du panafricanisme, qui était la visée des grands hommes de l'indépendance africaine, comme Kwamé Nkrumah, Patrice Lumumba ou Nnamdi Azikiwe.»* Ils ont été au bout du compte «condamnés à être des contestataires d'un ordre politique, économique et culturel injuste», sans jamais avoir l'opportunité de structurer et de porter jusqu'à terme leur projet de transformation nécessaire pour cette Afrique fortement traumatisée par la colonisation. Quand ils n'ont pas été assassinés.

Aujourd'hui, notre génération est confrontée aux mêmes problèmes et nous devons inventer nos propres réponses. Comment formuler et articuler un projet capable d'amener les peuples africains vers l'épanouissement dans un quotidien qui ne permet pas de rêver? Comment la jeunesse africaine qui ploie dans le sous-emploi et l'absence de formation, qui a faim et soif, qui ne se soigne pas, peut-elle arriver à formuler autre chose que la contestation de cet ordre injuste dans lequel elle est maintenue par ses propres gouvernants en complicité avec des puissances impérialistes de tout genre? Que ces prédateurs soient des états ou des entreprises multinationales. Souvent ces deux réseaux mafieux entretiennent le réseau clientéliste et instrumentalise les différences afin de mieux conserver le système de pillage des ressources et de corruption. Mais tout cela ne peut pas constituer un fatalisme. Nous ne pouvons pas accepter, pour autant cette position de «damnés de la terre» comme s'il s'agissait d'un verdict définitif. Ce système a plongé l'Afrique dans un si profond abîme, qu'il nous faudra un travail rigoureux sur les imaginaires pour nous sortir de cette «grande nuit». C'est pourquoi, ces leaders de type nouveau s'engagent et essaient chaque jour de faire bouger les lignes en risquant leur vie.

Mais cet engagement suffit-il ou faut-il rentrer dans les rangs, comme le souhaitent certains? Dans les colonnes de ces partis politiques existants qui perpétuent dans le fond le même ordre fait de mimétisme maladroit et de suivisme? Faut-il sortir de ce face à face avec l'ancien colon et inventer un récit alternatif qui s'inscrit dans une historicité propre à l'Afrique pour assurer l'épanouissement de ses peuples? Au lendemain des indépendances, les Afriques ont beaucoup souffert du paternalisme colonial, d'aucuns l'ont combattu à l'aide de camaraderie communiste ou socialiste, sévèrement critiqué par Franz Fanon. Césaire dira d'ailleurs que le paternalisme colonial est la même chose que la camaraderie communiste. Faut-il aujourd'hui éviter ces pièges?

L'Université Populaire de l'Engagement Citoyen (UPEC) tente de poser ces débats en initiant un cadre où un universalisme peut être pensé par les acteurs africains et ses diasporas en essayant de s'inscrire dans son histoire propre.

Au-delà des questions de solidarité entre les mouvements citoyens, d'apprentissage de leurs propres expériences et de mutualisation, l'UPEC fait intervenir des penseurs contemporains pour interroger notre passé récent et le mettre en perspective. Initiée par les Mouvements Citoyens africains, elle se veut une école, un incubateur où des leaders interagissent et envisagent le changement avec la conscience claire d'un destin commun. Comprendre déjà cette communauté de destin est un grand pas. Avoir le sens de la responsabilité de se mettre ensemble pour discuter des futurs possibles dans le seul but de soulager les populations et de les sortir de l'impasse est un autre grand pas dans la marche du continent.

De ce point de vue, l'UPEC a été un grand succès. Elle a rassemblé les africains divisés par la colonisation, les religions et les barrières ethniques. Anglophone, francophone, arabophone, lusophone ont interagit en parlant le langage commun de l'espoir. Ils ont pu transcender les conjonctures actuelles qui ne permettent pas de rêver pour scruter et faire avancer les questions panafricaines.

L'UPEC est l'agenda des mouvements sociaux africains. L'initiative est née du constat qu'il manquait dans l'espace public africain un rendez-vous où parler de nos problèmes et de nos mouvements et se projeter dans «des utopies actives». Que reste-il d'une semaine ensemble? Beaucoup de rencontres et de découvertes, une vitalité regagnée, de l'espoir, le sentiment de ne pas être seul-e. La sensation étrange d'avoir vécu un moment historique, pourtant conscients, que seule l'histoire saura...

Ce livret en garde la trace. Le temps d'une rencontre, plus de cinquante mouvements de plus trente pays se sont rassemblés. Ils se sont racontés les uns aux autres, ils ont suivi des ateliers de formation, ils ont chanté, ils ont monté un concert, ils ont initié la plateforme Afrikki, ils ont pris des engagements. Afin d'en restituer la trace, nous avons choisi de transcrire les présentations d'un certain nombre d'entre nous. Impossible d'être exhaustif à ce premier stade mais ce recueil de paroles permet de dresser un certain panorama de nos mouvements et de la recherche les concernant. Merci à tous les amis qui se penchent sur ces questions.



SOMMAIRE



MOUVEMENTS CITOYENS : QUI S'ENGAGE ET POURQUOI?

L'histoire des mouvements sociaux africains, des indépendances à nos jours - DR. ZACHARIAH MAMPILLY.....	6
En Aucun Cas : Gnassimbé ou le mal togolais - FOLY SATCHIVI.....	8
Luttes africaines d'hier à aujourd'hui : nos victoires et nos défaites - DR. SAÏD ABASS AHAMED.....	10
Mouvement de la 3ème Voie : Résistance, insularité et et précarité aux Comores - NADIA TOURQUI.....	14
Y'En A Marre et le "Sorpasse" Africain? - HAMIDOU ANNE.....	16

MOUVEMENTS CITOYENS : AVENIR DE LA DÉMOCRATIE EN AFRIQUE

Les défis de la mobilisation en Afrique - JASON K. STEARNS.....	20
Lucha : La lutte non-violente dans un contexte répressif - EUNICE EUTAKA, BIENVENU MATUMO.....	22
Filimbi : Notre naissance, c'est la répression - SERGE MAYAMBA.....	26
Luaty : Angola, le visage des citoyens sans nom.....	27
Ras le bol : La résistance citoyenne - MARTIAL PANUCCI, GUERSCHOM GOBOUANG ET CHARLIN KINOANI.....	28
Traits - Sindumudja, Khadja Nin - Une 5ème vie trépidante.....	29
Iyina : Engagement citoyen et défis de la gouvernance au Tchad - BERTRAND SOLLOH, KAINA NADJO, CROQUE MORT.....	32

MOUVEMENTS CITOYENS : AFRIQUE RÉ-INVENTÉE

Sofas de la république : La naissance d'un sofa - MASTER SOUMY.....	34
Our Destiny : Politique ou apolitique? le bug des mouvements citoyens - VALSERO.....	35
Panafricanisme et mémoire - CLAUDY SIAR.....	38
Rhodes Must Fall, Fees Must Fall : À l'assaut des imaginaires de l'apartheid - CHUMANI MAXWELE, INAM KALU.....	40
Entretien avec Dr. Ayak Alak, Ana Taban - «Nous avons créé pour les jeunes un environnement où ils peuvent s'exprimer et prendre des initiatives».....	42

MOUVEMENTS CITOYENS : UTOPIES AFRICAINES

Réinventer la politique et ses imaginaires - FELWINE SARR.....	48
Mouvements sociaux et avenir de la démocratie en Afrique - PASCAL K. KAMBALE.....	54
Entretien avec Abdoulaye Diallo - "L'UPEC est un incubateur où se forment les dirigeants de demain".....	56
Balai Citoyen : Le Balai Citoyen ou le retour de «l'homme intègre» - SOULEYMANE OUEDRAOGO, FATOUMATA SOURATIE, CHEIKHNA YARANONGORE.....	58
Traits - Ndingi Guthiku: Le rossignol de l'unité.....	60
De Londres à Dakar, l'UPEC nous rappelle la première conférence Panafricaine - BAMBA N'DIAYE.....	62
Africa Unité - Quand nous serons ensemble... - TIKEN JAH FAKOLY.....	67

AZIMIYO LA DAKAR



Directeur de publication : Fadel Barro
Chef de production : Barbara Delhez
Rédactrice en Chef et Directrice Artistique : Gaëlle Le Roy
Infographie et Mise en Page : Karine N'Diaye
Rédacteurs : Barbara Delhez - Bamba Ndiaye - Fadel Barro - Gaëlle Le Roy
Contribution : Hamidou Anne
Photographie : Atougou Manga - Gaëlle Le Roy - Mamadou Gomis - Nazir Cissé
Traduction : Gwenola Desplats - Karine N'Diaye
Iconographie :
Issa Samb, dit Joe Ouakam,
Alem, LA-Venir
2017 Laboratoire Agit'Art, Galerie Le manège.
Barthélémy Togo,
A book is my hope,
2018 Dak'Art Off, les 4 vents
Laurent Valera,
Lumières de sirènes
2014
Sacré Cœur 3 VDN ext, villa 10516, DAKAR
E : info@upec-2018.org T : +22177 656 53 89



Cette revue a été réalisée avec le soutien de la FONDATION HEINRICK BÖLL

L'HISTOIRE DES MOUVEMENTS CITOYENS, DES INDÉPENDANCES À NOS JOURS



Le point de départ pour toute discussion sur l'histoire de la protestation africaine est de se demander : «*Que font les mouvements citoyens?*».

Les mouvements citoyens sont étudiés dans les marges de l'histoire de l'Afrique. Alors que les partis politiques ou les leaders charismatiques y occupent une place centrale. Mais je voudrais suggérer que les mouvements citoyens, qui sont l'expression authentique de la volonté des peuples, devraient dorénavant occuper cette place.

Pour comprendre leur rôle, il est utile de comprendre comment l'histoire elle-même fonctionne. Lorsqu'on regarde le passé, le progrès historique est souvent présenté comme évolutif. Les faits historiques génèrent un récit narratif en rassemblant des événements et des actions politiques distincts, de sorte qu'ils apparaissent inévitables. Mais la politique fonctionne rarement de manière linéaire. Elle se caractérise au contraire par des ruptures transformatrices, qui peuvent provoquer des changements politiques dramatiques dans lesquels ce qui était autrefois considéré comme impossible devient soudainement inévitable, ou ébranle et annule même toute forme de progrès.

C'est ici que les mouvements citoyens jouent leur plus grand rôle. Ils réussissent quand ils s'engagent dans une «pensée utopique». En d'autres termes, le rôle du militant est de rendre l'impossible inévitable.

Ils imaginent et ils proposent une vision alternative de ce qui est possible, au-delà des structures politiques existantes, faisant en sorte qu'elle apparaisse naturelle. En Afrique, ils ont joué un rôle central dans la «liberté de penser», comme le dit Michael Neocosmos. Ou comme Steven Biko : «*Changez la façon dont les gens pensent et les choses ne seront plus jamais les mêmes.*» Historiquement, nous pouvons voir ces dynamiques lors des deux premières grandes vagues de protestations africaines. La première vague s'est déroulée au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale, alors que le monde contestait le système injuste de la domination coloniale européenne. En Afrique, deux personnalités centrales ont débattu du rôle des mouvements sociaux dans la décolonisation. Pour Kwame Nkrumah, le grand dirigeant de la lutte pour l'indépendance du Ghana, le peuple existait pour donner une légitimité et fournir des chiffres au parti politique. Il considérait que l'objectif de l'indépendance ne pouvait être atteint que par un parti politique fort et unifié qu'il dirigerait et qui mènerait des actions non violentes. Les limites de ce modèle ne seraient prises en compte qu'après la prise de pouvoir par le parti politique. Pour Frantz Fanon, la centralisation du parti politique par Nkrumah reproduirait inévitablement les pathologies de dominations similaires à celles qui caractérisaient la domination coloniale. Il a questionné ainsi l'affirmation de Nkrumah selon laquelle la libération nationale conduirait nécessairement à la libération individuelle. Si l'on ne libère pas en premier lieu la conscience des opprimés, que ce soit par des moyens violents ou non violents, l'indépendance africaine ne servira que les intérêts des élites du parti. Les masses devraient au contraire être au centre de toute lutte de libération. Comme le dit Fanon, «*le lumpenprolétariat, cette horde d'hommes affamés... constitue l'une des forces les plus spontanées et les plus radicalement révolutionnaires*». Les arguments de Fanon n'ont pas réussi à changer le caractère de la plupart des luttes d'indépendance africaines qui sont demeurées des actions centrées sur le parti.

Mais sa mise en garde s'est révélée visionnaire, les pays africains indépendants, dont le Ghana, étant tombés dans l'autocratie et la règle du parti unique.

Bien que le chemin de Nkrumah ait assuré l'indépendance de la plupart des États africains entre 1955 et 1974, le mode de lutte pour la libération nationale n'a guère contribué à améliorer les conditions de vie de la plupart des peuples africains.

Trop souvent, «le peuple» était considéré comme l'ennemi du progrès plutôt que comme base d'un nouvel ordre démocratique. Comme l'explique le grand leader féministe nigérian, Funmilayo Ransome Kuti, la libération exige la pleine participation des citoyens individuels, sans lesquels tout projet nationaliste est voué à l'échec : «*Le mot citoyenneté...semble très simple mais il comporte une très grande responsabilité... C'est quand vous faites remarquer que vous existez, et quand vous apportez votre propre contribution au bien-être et au progrès de [votre nation] que vous devez être reconnu en tant que citoyen*».

Dans les années 1980, seuls trois pays africains ressemblaient à une société démocratique, même dans sa forme la plus limitée. Ces autocraties militarisées ont échoué à subvenir aux besoins de leurs populations et ont été affaiblies par la compétition entre les États-Unis et l'Union Soviétique lors de la guerre froide. Les programmes d'ajustement structurel imposés aux États africains par les institutions financières internationales ont compromis encore davantage la forme limitée de souveraineté qui était pourtant la grande promesse de l'ère de l'indépendance. Manquant de légitimité populaire et trop faibles pour contester les traitements injustes infligés par la communauté internationale, les gouvernements africains sont entrés dans une période de crise qui a déclenché la deuxième grande vague de protestations africaines.

Au milieu des années 1980, des mouvements sociaux ont émergé dans divers pays africains du continent. Contestant les programmes d'austérité agressifs imposés par le FMI et la Banque Mondiale, ainsi que par leurs propres gouvernements illégitimes, ces mouvements populaires ont rassemblé une grande partie de la population; les partis d'opposition, les syndicats, les étudiants, les femmes et les paysans. Pendant une courte période, plusieurs pays ont lancé des Conférences Nationales Souveraines au cours desquelles les peuples africains ont cherché à réécrire leurs propres constitutions de manière à ce qu'elles soient centrées sur les intérêts des populations. Mais bien que prometteuses, ces conventions ont été récupérées par les élites politiques qui ont soutenu que le seul changement nécessaire était d'introduire des élections multipartites. Leur argument était que grâce aux élections, la libération individuelle serait enfin acquise. Ils avaient tort. En 2007, selon Freedom House, il y avait 20 démocraties africaines avec 40 pays organisant des élections.

L'Afrique était apparemment plus libre que jamais. Mais l'introduction d'élections multipartites n'a guère contribué à améliorer les conditions de vie de la majorité des Africains. Au lieu de cela, les élites politiques circulaient d'un parti à l'autre tandis que les élections elles-mêmes étaient couramment manipulées par le parti au pouvoir. L'idée que les élections suffisaient à provoquer un changement transformateur a conduit à une profonde désillusion à l'égard de l'idée même de démocratie. Depuis 2007, de nombreux pays africains ont même abandonné la prétention de tenir des élections libres et équitables.

Je pense que l'échec vient du fait que les élections ne sont pas synonymes de démocratie. La démocratie est un processus et non un événement. Le respect de deux principes fondamentaux qui doivent façonner la relation entre l'État et la société est fondamental pour consolider la démocratie : le droit à la liberté de réunion et le droit à la liberté d'expression. Ce sont les besoins fondamentaux de tout mouvement social pour fonctionner et tout gouvernement qui organise des élections tout en limitant la protestation ne mérite pas d'être qualifié de démocratique.

De plus, considérer la démocratie comme le fait de tenir des élections multipartites limite la portée des possibilités politiques. Les élections consistent à travailler au sein du système plutôt que de transformer le système lui-même, objectif de nombreux mouvements sociaux. C'est un défi essentiel pour tout mouvement social. L'État tentera toujours d'absorber les puissantes énergies du mouvement afin de désamorcer sa politique. Être récupéré par l'État en soutenant un parti politique ou accepter des nominations dans les administrations étatiques compromet le rôle perturbateur que tous les mouvements sociaux doivent jouer pour être efficaces. La troisième vague de protestations africaines, qui est en cours actuellement, a commencé au milieu des années 2000 en Éthiopie. Elle a donné lieu à de grandes manifestations populaires dans toutes les régions d'Afrique. Depuis 2005, il y a eu des manifestations dans plus de 40 pays africains, y compris ce que l'on a appelé le «*Printemps arabe*».

Souvent déclenchés par des crises électorales ou des crises économiques, nombre de ces mouvements ont rapidement évolué vers des critiques plus larges du système politique et économique. Alors que certains mouvements, comme ceux du Sénégal, du Burkina Faso et de la Tunisie, ont connu un succès considérable, d'autres ont été violemment réprimés par les gouvernements africains. **Il est néanmoins trop tôt pour juger de leurs effets à long terme. Même si les victoires immédiates et éclatantes ont été peu nombreuses, leur impact plus large sur la conscience des Africains, et même du monde, ne doit pas être sous-estimé.** En réfléchissant sérieusement à de nouvelles façons d'appréhender la signification de la liberté, ils sont en passe de provoquer la troisième transformation majeure de la vie africaine moderne. Si la première vague engendrait la décolonisation et la seconde introduisait des élections, c'est la troisième vague qui fait en sorte que ces conditions ne soient pas pures formalités. Au contraire, la vraie liberté doit affranchir tous les Africains de leurs maux économiques, politiques et sociaux.

Alors que l'ambition de vos mouvements est grande, les défis le sont également. Je terminerai par trois questions majeures auxquelles tous les mouvements citoyens devront répondre s'ils veulent réussir.

Premièrement, les mouvements citoyens ne peuvent pas répondre uniquement aux besoins des classes urbaines privilégiées. Ils doivent s'étendre au-delà des organisations formelles de la société civile (ONG) et inclure les plus marginalisées afin de créer un véritable mouvement de masse. Ce n'est que par l'incorporation de tous les tronçons de la société qu'un mouvement peut créer une force et défier l'État. La question est de savoir comment fédérer la société civile avec l'ensemble de la population afin de créer un véritable mouvement de masse. En d'autres termes, les mouvements citoyens d'aujourd'hui excluent-ils les autres groupes marginalisés (femmes, LGBTQIA, handicapés, etc.)? Au lieu de représenter un groupe restreint de la population, le pouvoir des mouvements sociaux résulte de leur capacité à établir des liens entre les différentes formes de contestation, ce qui pourra mettre en évidence la manière dont les structures oppressives pénètrent dans tous les aspects de la vie sociale. Comme l'explique Amina Mama, «*s'identifier à la fois comme féministe et africaine est un acte de*

résistance... Aucune institution n'existe en dehors des sociétés, toutes sont imprégnées de relations de pouvoir patriarcales, tous sont donc des formes de contestations légitimes».

Deuxièmement, historiquement l'Afrique était divisée entre villes multiethniques et zones rurales ethniquement plus restreintes. Bien que les populations africaines se soient de plus en plus déplacées vers les zones urbaines, la majorité de la population demeure toujours dans les campagnes. Pour être viable, tout mouvement doit aller au-delà des zones urbaines afin d'inclure les populations rurales négligées de l'Afrique. Cependant, les conditions de vie dans les espaces urbains et ruraux restent très différentes. La question est donc de savoir comment un mouvement citoyen peut coordonner un programme national qui représente à la fois ce qui est urbain et ce qui est rural.

Pour Nkrumah, ceci pouvait se faire uniquement à travers un parti politique hiérarchisé. Mais nous avons tous été témoins des limites de la politique des partis et nombre de vos mouvements ont choisi d'opérer en dehors du domaine électoral restreint pour de bonnes raisons. Les mouvements citoyens peuvent-ils réussir s'ils manquent d'organisation formelle et s'ils rejettent les partis politiques? La clé est de reconnaître le parti comme un simple outil, facilement récupéré pour servir les intérêts des puissants. Ils ne sont pas le seul véhicule de la démocratisation et peuvent trop souvent détourner l'attention des autres aspects de la démocratie dont les mouvements sociaux ont besoin. Comme le dit Fred Bauma de Lucha : «Le défi consiste à amener de plus en plus de personnes à comprendre que nous avons tous ces gens au sommet du pouvoir, mais que nous sommes la base de la démocratie et que nous devons jouer notre rôle. Sinon, nous aurons des institutions, mais nous n'aurons jamais de démocratie».

Pour conclure, nous devons revenir à la question fondamentale de ce que signifie la liberté en Afrique aujourd'hui. Comme je l'ai dit au début, le rôle des mouvements sociaux est d'imaginer un avenir alternatif, qui peut sembler impossible mais qui finit par devenir inévitable. La question que vous devez vous poser est donc de savoir quelles visions politiques les mouvements sociaux africains conçoivent-ils pour l'avenir? C'est une question basique mais essentielle, reconnue depuis longtemps par les plus grands intellectuels africains. Je laisse la parole à Thomas Sankara : «*Il a fallu les fous d'hier pour qu'aujourd'hui nous puissions agir avec une extrême clarté. Je veux être un de ces fous. Nous devons oser inventer l'avenir.*»



Zachariah Mampilly
POLITOLOGUE, VASSAR COLLEGE, NY

GNASSIMBÉ OU LE MAL TOGOLAIS

Foly Satchivi :

“Ici, je ne me considère pas seulement comme le porte-parole du mouvement En Aucun Cas, mais je me considère surtout comme le porte-parole de tous ceux qui cherchent à se libérer de 53 ans de règne de la famille Gnassingbé. Je me considère comme le porte-parole de tous ces opprimés, de tous ces exploités, de tous les villageois qui boivent la même eau que les animaux. Aujourd’hui je suis le porte-parole de tous ces paysans qui cultivent la terre mais qui sont incapables de se payer une sandale. Je suis aussi le porte-parole de tous ces étudiants qui réclament de meilleures conditions de vie. Je suis le porte-parole de tous ces médecins et enseignants, actuellement en lutte dans mon pays qui demandent de meilleures conditions de travail et de vie. Je suis le porte-parole de tous ces messieurs qui se plaignent de la mauvaise gouvernance de M. Faure Gnassingbé. Je parle au nom de tous ceux qui souffrent dans leur for intérieur, contraints à l’exil politique, à un exil douloureux, séparés de leur famille, ils ont leurs projets pour leur pays mais aujourd’hui ils ne peuvent plus retourner dans leur pays.

Je suis également le porte-parole de tous ceux qui ont perdu la vie pour que le Togo puisse se libérer. Les morts ne parlent pas, mais ils parlent au Togo.

Mon pays, le Togo, est indépendant normalement depuis le 27 avril 1958, mais le père de l’indépendance, Sylvanus Olympio, s’est dit qu’il n’était pas encore prêt pour proclamer l’indépendance et qu’il fallait attendre encore 2 ans aux côtés des Français, le temps de se préparer pour mieux diriger les choses. C’est ce qui a fait que ce n’est que le 27 avril 1960 que l’indépendance a été proclamée. Le père de l’indépendance était un panafricain au même titre que Kwame Nkrumah. Il avait dit depuis 1960 qu’il fallait changer le Franc CFA. Le jour où il s’apprêtait même à changer le Franc CFA, où il a voulu changer de monnaie pour le Togo, on l’a tué. Gnassingbé Eyadema a revendiqué cet assassinat. À partir de 1967, Eyadema prend le pouvoir par un coup d’état et dirige le Togo comme si c’était son champ. Personne n’était autorisé à dire le contraire de ce qu’il pensait, sinon vous mourriez. Des milliers de personnes ont été tuées sous son règne.

Mon oncle maternel a été enlevé devant sa maison. Depuis 1990 on ne l’a jamais retrouvé. Mon père a été tué par Eyadema. Ils l’ont empoisonné. Vous comprenez donc que je suis né dans l’injustice car je n’avais qu’un an quand mon père est décédé.

En 1990, après la conférence de la Baule, un vent démocratique a soufflé sur le Togo. Piloté par des étudiants un 5 octobre 1990, les populations se sont révoltées pour exprimer leur désir de changement. Elles ont obtenu de participer à la conférence nationale souveraine. Après cette conférence on pensait normalement que notre pays ne serait plus dirigé par un Eyadema. Mais triste sort. Nous avons voté une constitution en 1992 pour limiter à deux les mandats présidentiels. Il y a eu des élections législatives, l’opposition les avait remportées. Mais Eyadema a réussi à diviser l’opposition et imposer son premier ministre, Edem Kodjo en violant l’esprit de la Constitution et du régime parlementaire en vigueur.



En 1999, il y a eu une seconde élection, il l’a volé : on était en train de proclamer les résultats quand soudain, le général d’armée Seyi Memene a fait irruption et a enfermé tout le monde. Il a convoqué la presse à la mairie centrale de Lomé et proclamé les résultats : Gnassingbé Eyadema gagnant. (...) Eyadema avait promis en 2002, il avait juré et même écrit noir sur blanc devant Jacques Chirac, qu’il n’allait pas se représenter en 2003, conformément à la loi qui fixe le nombre de mandat à deux. Tout le monde l’avait cru. Mais le 31 décembre 2002, nous sommes un pays chrétien, pendant que tout le monde est à l’église, Eyadema convoque ses députés pour modifier la constitution et se permettre des mandats renouvelables. En 2003, Eyadema organise sa réélection. Mais en 2005, il meurt. Faure Gnassingbé est alors ministre des équipements ruraux. La nuit de la mort d’Eyadema le 5 février 2005, le président de l’Assemblée nationale qui devait assurer l’intérim est envoyé en mission en France. Une fois sur place il a reçu l’interdiction de retourner sur le territoire. Avec la complicité de l’armée, le ministre Faure Gnassingbé devient député alors qu’il

était suppléant. Puis il est élu Président de l’Assemblée Nationale pour devenir de fait l’héritier de son père dictateur en assurant la vacance du pouvoir. Quand les populations ont voulu s’insurger, Faure Gnassingbé a fait tuer 1000 personnes selon le rapport de la ligue togolaise des droits de l’Homme, et 500 personnes selon le rapport de l’ONU. Ils avaient distribué des machettes aux gens de son ethnie pour s’opposer aux manifestants. En réalité, le pays était divisé par les appartenances ethniques. Le pouvoir manipule et instrumentalise ses différences pour se maintenir, même au prix de semer les germes d’une guerre civile. Finalement Faure Gnassingbé a contenu le pays après avoir tué 1000 personnes et se maintient au pouvoir après des élections frauduleuses. Le 19 août 2017, un grand vent sans précédent a soufflé sur le Togo. Des manifestations éclatent dans toutes les villes. Dans 15 pays de la diaspora il y avait des manifestations, pour demander le départ de la dictature. Un million de personnes est sorti à Lomé, des milliers de personnes sont sortis à l’intérieur du pays. Dans cette contestation les femmes sont devant comme nulle part ailleurs. Aujourd’hui, il est impératif de poursuivre l’éducation des masses qui

tardent à comprendre les enjeux de la lutte. Certain n’ont connu que la dictature, d’autres défendent le Président sous le seul prétexte ethnique, ils ont peur de vengeances si un autre régime arrivait. Le pouvoir travaille sur ces peurs et les amplifie. Je pense qu’il faut un grand travail de sensibilisation et de formation pour rassurer les gens et consolider l’unité nationale.

Mais je pense qu’il faut véritablement leur expliquer que nous ne sommes pas en réalité contre Faure Gnassingbé parce qu’il est Gnassingbé, mais parce qu’il gère mal les choses...

EN AUCUN CAS
TOGO



Après sa participation à l’Université Populaire de l’Engagement Citoyen, Foly Satchivi a été arrêté et emprisonné par le régime de Faure Gnassingbé. Son seul tort est d’exprimer son désaccord et de militer pour un Togo plus démocratique et plus juste.

LUTTES AFRICAINES D'HIER À AUJOURD'HUI : NOS VICTOIRES ET NOS DÉFAITES

Imaginons l'Afrique avec Thomas Sankara vivant,

Imaginons l'Afrique avec Lumumba vivant,

Imaginons l'Afrique avec Ruben Um Nyobé vivant,

Imaginons l'Afrique avec Kwame Nkrumah vivant,

Imaginons l'Afrique avec Steve Biko vivant,

Imaginons l'Afrique avec Ali Soilihi



Que serions-nous devenus si Sankara, Lumumba, ou Ruben avaient vécus? Les trajectoires historiques du continent se sont construites sur des accidents. L'histoire prend une direction par ce qu'un événement dramatique est survenu et nous a déviés de nos combats et de nos luttes. Comment se fait-il que l'élite porteuse de projet politique en faveur d'un continent digne et respectueux de tous ait été mise en difficulté? Je ne veux pas parler de défaite parce que je pense qu'on n'a pas complètement perdu. Je veux plutôt rappeler que dans chaque défaite se trouve une victoire et dans chaque victoire une défaite.

L'objet de cette contribution est de revenir brièvement sur les luttes africaines depuis les indépendances, de façon à saisir les fondements de l'élan vital de libération du continent africain. En visitant ce passé glorieux nous cherchons à mettre en perspective les combats menés au sortir des indépendances avec les mouvements citoyens actuels. Depuis 2011 et la naissance du mouvement Y'En A Marre une secousse silencieuse parcourt le continent. Comme à l'époque coloniale, les forces de résistances se réorganisent et se préparent à l'affrontement final pour préserver leurs privilèges. Une différence est fondamentale avec les luttes des pères fondateurs : les luttes actuelles s'opèrent au sein de la famille, les jeunes de Filimbi, Balai Citoyen, et autres ne luttent pas pour se débarrasser d'un étranger. Aujourd'hui nous sommes dans un combat du parricide ou du fratricide, le combat porte sur le refus des violations des Droits de l'Homme, des violations de la constitution et des changements intempêtes des constitutions.

Les nôtres sont à la manœuvre et les combats des nouveaux mouvements s'opèrent dans la recherche d'une alternative au statu quo. Ces luttes ont été rendues possible car avant nous d'autres ont fait le sacrifice suprême pour nous débarrasser du colon. L'Antillais du FLN nous rappelle que chaque génération doit dans une relative opacité, identifier sa mission, l'accomplir ou la trahir. Dans la filiation des luttes passées, il va de soi que nous sommes la continuation des martyrs du maquis Camerounais, du fondateur du PAIGC, du père de la conscience noire. Dans cette perspective, il convient ainsi de relativiser ce que l'on peut appeler victoire et ce que l'on peut appeler défaite. Le projet de libération totale du continent est presque achevé, pratiquement le continent est libre. Maintenant c'est à nous de porter un autre projet. Nous devons nous libérer de nous-mêmes, de nos pères et frères.

Maintenant quel est notre projet à nous? Que voulons-nous faire? Que devons-nous achever pour être les dignes héritiers du capitaine?

Trois idées méritent notre attention.

La première idée fondamentale est que la solidarité a été et reste le moteur des luttes sur le continent. En conséquence les mouvements sociaux du moment ne peuvent s'épanouir sans solidarité transcontinentale.

Je vais revenir sur nos luttes et nos victoires pour sortir de ce que quelqu'un appelait la grande nuit. Période que beaucoup d'entre nous ignorent totalement puisque nous n'étions pas des sujets.



Lutter pour le changement dans une société revient à un effort de réflexion et de discipline sur soi et sur les autres. Cet effort de réflexion stratégique ne semble pas avoir été opéré. Nous perpétuons les erreurs de nos prédécesseurs qui trop souvent ont dispersé les efforts et se sont révélés incapables d'articuler un dialogue profond entre la pensée et l'action militante.

Cet impensé des mouvements sociaux risque de créer des militants temporaires séduits par l'engagement immédiat sans pénétrer le corps social pour le modifier de l'intérieur.

Enfin, la dernière idée doit être de formuler quelques recommandations aux mouvements en lutte. Un vrai militant est un militant vivant. Que faire lorsqu'un régime se met à broyer ses propres enfants? Quel héroïsme dans le suicide? Lorsqu'un régime tue les siens, la seule option viable est de mettre de côté les réserves de vies pour bâtir l'avenir. En effet dès l'instant où un régime s'attaque à la vie des siens, les stratégies alternatives ne peuvent opérer dans le pays. C'est la raison pour laquelle nous avons autant de Président anciens exilés..

VICTOIRE OU DÉFAITE : LA SOLIDARITÉ RESTE LE MOTEUR DES LUTTES SUR LE CONTINENT

Certes il y a eu des défaites, certes ils ont tué Sankara, Cabral... Lumumba, on l'a découpé en petits morceaux, et on l'a dissous dans la soude pour ne pas qu'il y ait de lieu de pèlerinage. Mais malgré cela, Lumumba n'est pas mort. Ailleurs, sur le continent et hors du continent des gens continuent à l'honorer. Si vous passez à Bissau, Cabral est partout présent. Les luttes victorieuses qui ont libéré le continent du joug colonial l'ont été grâce à un effort collectif du combat. Les premiers États devenus indépendants ont offert une solidarité continentale aux autres pour mieux mener la libération totale. La Tanzanie de Julius Nyerere a donné des passeports diplomatiques à l'ensemble des dirigeants de l'ANC. Il n'y a pas d'ANC sans le soutien inconditionnel de Kenneth Kaunda de la Zambie. On ne peut pas comprendre le silence du gouvernement de l'ANC au pouvoir en Afrique du Sud à l'égard de l'ancien Président Robert Mugabe sans le soutien qu'il a apporté à l'ANC.

Lumumba est aussi devenu ce qu'il est car des indépendantistes kenyans en transit à Kinshasa pour se rendre à Accra ont entendu parler de son combat et ont décidé de lui trouver un billet pour qu'il les accompagne. Lors de son voyage à Accra, il a passé du temps avec Frantz Omar Fanon, avec tous les indépendantistes du moment et cela lui a ouvert une perspective complètement différente des luttes de libération. A son retour à Kinshasa il envisageait la lutte dans une dynamique continentale. Il a également pris conscience que le Plan Van Bilsen, qui prévoyait la fin de la colonie Belge au Congo pouvait être hâté car la roue de la décolonisation ne pouvait plus se ralentir. Une fois devenu continentale la lutte des indépendances ne pouvait plus se mener de manière confidentielle.

Une nouvelle façon de lutter a pris forme. Des empires ont plié et des jeunes États ont vu le jour par une solidarité continentale sans faille. Des luttes individuelles impossibles sont devenues collectivement possibles. David a gagné contre Goliath grâce à la mutualisation de maigres moyens contre l'Empire. La solidarité actuelle doit être universelle, des gens luttent en Amérique pour l'accès à la terre, d'autres luttent en Asie pour l'accès aux médicaments disponibles mais protégés par les multinationales pharmaceutiques... Nous devons mettre nos luttes en solidarités avec eux. Mutualiser nos énergies, capitaliser nos expériences et apprendre de l'Europe de l'Est, c'est à ce prix que nos luttes du moment seront victorieuses. Nul ne peut seul triompher d'un régime de trente-six ans, encore moins obtenir une réforme agraire digne. Les accords de pêche avec l'Union Européenne sont léonins, que dire des accords miniers? Ces luttes demandent une expertise pointue et une réflexion poussée. Nulle lutte n'est possible sans une pensée profonde du sens de la lutte et de sa portée. Quel est son ancrage sociologique?

PENSER LES LUTTES POUR UN CHANGEMENT PARTAGÉ.

Peut-on dire réellement que Lumumba et ses compagnons avaient une ossature de combat partagé? Est-ce que le capitaine et son frère Blaise avaient un avis partagé sur le sens de la Révolution du Faso? Aujourd'hui Albert Lithuli, Mandela, Walter Sizulu, Oliver Thambo, Govan Mbeki sont tous morts, pourtant la charte de la Liberté qui est le document fondateur de l'ANC existe toujours. Il existe une constante dans les nouveaux mouvements sociaux actuels. Très peu parmi ces derniers possèdent un manifeste, une déclaration, un document écrit qui reprend les fondements de la lutte et ses objectifs. Cette discipline nous fait défaut, la lutte ne s'improvise pas. Si le capitaine avait les mêmes objectifs que ses bourreaux, le régime post-octobre 1987 ne se serait pas réclamé de la correction de la révolution de Thomas.

Quand on a dit qu'Alger était la Mecque des luttes africaines, il n'y avait pas que les concerts, il n'y avait pas que les conférences et les lectures. Il y avait aussi un travail idéologique important et je pense que nous avons manqué cet effort. Pour le moment nous nous réclamons des pères des indépendances, mais ils ont investi dans les idées, ils ont pris très au sérieux les activités de l'esprit.

Dans ce sens nous sommes au début. Sur quoi devrait porter notre prochaine université? Sommes-nous d'accord? Quel est l'objectif pour lequel beaucoup d'entre nous sommes prêts à mourir? Que voulons-nous? Nos luttes doivent être multiples car très souvent nous les réduisons à la politique, au sens de la conquête et de l'accès au pouvoir. Dans ce combat nous sommes et resterons toujours perdants. Au Burkina Faso, la rue et le peuple ont chassé l'auteur du fratricide et ses anciens alliés ont récupéré le pouvoir, de sorte que très souvent l'ancien régime se reconvertit, toujours pour récupérer les fruits de la lutte. Il est un devoir catégorique de multiplier les raisons de la lutte et la politique politicienne est parfois indispensable pour chasser un assassin, un meurtrier. Mais nous devons, dans la mesure du possible, ne pas nous mobiliser contre mais plutôt en faveur de. Devenir une force de proposition est vital pour la pérennité des mouvements sociaux africains. Il nous faut lutter pour l'éducation, lutter pour et avec les agriculteurs et les pêcheurs, pour l'autosuffisance alimentaire. Nous devons lutter pour la dignité et le respect des faibles et des minorités. Pour beaucoup la lutte revient à remplacer un tyran, cela serait une erreur grave de penser qu'il suffit de remplacer celui assis sur le trône pour que tout change. Le changement que nous voulons implique une éducation de masse, une implication de la majorité et une méthode. Notre combat demeure d'entraîner le plus grand nombre à saisir les enjeux, comprendre les rapports de domination, l'équilibre de l'économie du centre et de la périphérie. Ce genre de combat se mène avec des concerts et des musiciens indispensables à la convivialité de la lutte, mais exige également de la sérénité, de la discipline, je dirais même un effort ascétique.

L'Université Populaire de l'Engagement Citoyen doit rester une université d'enseignement de l'histoire des luttes pour le progrès sur le continent. Une université qui mettra au centre de ses enseignements

une approche stratégique et holistique de ce qui préoccupe les Africains. Certes chaque contexte présente des particularismes. Toutefois, la pauvreté, l'injustice, le non-respect des normes fondamentales, tout cela se retrouve sur le continent. Dans certains endroits la faim est prégnante. Ailleurs c'est la question de la scolarisation des plus jeunes. La tâche est immense et nous ne pouvons pas tout faire. Ces luttes doivent être hiérarchisées, mises en priorité...

UN VRAI MILITANT EST UN MILITANT VIVANT : QUELQUES RECOMMANDATIONS À LA JEUNESSE ENGAGÉE

Que serait le continent avec Ruben Um Nyobé, Thomas Sankara, Lumumba, Steven Bicko, Ali Soilihi vivants? On ne refait pas l'histoire, toutefois, il est certain que ces gens ont marqué nos imaginaires, ont produit des rêves et ont levé des générations entières aspirant aux changements.

L'Afrique a produit trop de martyrs et trop de sang a été versé. Nous devons mettre un terme à la longue liste des martyrs pour la liberté et le progrès du continent.

Nous continuerons à honorer ceux qui sont tombés pour la cause. Nous refusons que d'autres jouent les kamikazes. Lorsqu'un régime politique commence à sacrifier ses propres enfants, il se condamne lui-même. La seule chose sensée à faire lorsque la violence brute et gratuite est lâchée, il faut mettre à l'abri les réserves de vies pour bâtir le futur. Ils ne peuvent pas tous nous tuer et si nous ne voulons pas remplacer un tyran par un autre, il faut réfléchir à l'après tyrannie. Les Africains ne cessent de dire qu'aussi longue que soit la nuit le jour se lèvera. Il faut être de ceux qui bâtiront l'avenir. Se replier n'est pas signe de lâcheté. Au contraire, prendre un repli stratégique c'est la sagesse de reconnaître que nul ne peut rien faire face à la violence aveugle de l'état tyrannique et assassin.

Le courage ne se mesure pas au suicide.

La longue lutte pour le changement sur le continent est une problématique historique, permanente et future. Des nouvelles formes de mobilisations sont de manière irrévversible à l'œuvre sur le continent. Aux deux Congo, au Togo et dans plusieurs pays du continent, trop d'activistes sont encore en prison. Leurs seuls torts, dire pacifiquement que nous aspirons à mieux, nous méritons mieux. Comment alors mieux s'organiser pour obtenir des résultats tangibles. La maladie congénitale qui guette les mouvements sociaux est l'entrée en politique. Chacun de nous a le droit et le devoir de s'intéresser aux affaires de la cité. Cependant, la crédibilité des mouvements sociaux demeure dans leurs capacités à refuser collectivement l'appel des politiques. Il est légitime qu'arrivés à un certain âge, certains d'entre nous désirent entrer dans l'arène politique et solliciter le suffrage populaire. Cependant cela doit être un choix réfléchi et individuel. Différentes expériences tendent à montrer que ceux qui ont fait le chemin l'ont amèrement regretté.

La seconde maladie qui guette les activistes est de devenir des professionnels du militantisme de salon. A nouveau, il faut nous interroger, combien pesons-nous et quel est notre ancrage populaire? Il ne peut y avoir de changement sans la masse. L'urgence de penser les mouvements sociaux de l'intérieur demeure la priorité première. Pris dans l'étau de la répression et la survie nous avons délégué cette mission première et vitale pour notre devenir. Il est impératif de parvenir à une vision endogène du changement. L'Azimiyo de Dakar reste un acte fondateur. Il était trop succinct et il nous revient de l'approfondir. Que voulons-nous et comment nous organiser? Cette tâche ne peut être ni déléguée, ni reportée. Il nous faut nous mettre à l'œuvre.

Said Abass Ahamed

PHD, SCIENCES POLITIQUE, DIRECTEUR DE THINKING AFRICA

La charte de la liberté a été adoptée le 26 juin 1955 à Kliptown lors d'un congrès qui réunissait tous ceux qui se battaient pour l'abolition du système de l'apartheid : l'ANC, le Congrès indien, le Congrès métis, le congrès des démocrates blancs et le Congrès des syndicats.



L A C H A R T E D E L A L I B E R T E

Nous, peuples d'Afrique du Sud, proclamons afin que nul ne l'ignore dans notre pays comme dans le monde entier :

L'Afrique du Sud appartient à tous ceux qui y vivent, aux Blancs comme aux Noirs, et aucun gouvernement n'est justifié à prétendre exercer l'autorité s'il ne la tient de la volonté de tous ;
Notre peuple a été privé, par une forme de gouvernement fondée sur l'injustice et l'inégalité, de son droit naturel à la terre, à la liberté et à la paix ; Notre pays ne sera jamais ni prospère ni libre tant que tous nos peuples ne vivront pas dans la fraternité, ne jouiront pas de droits égaux, et que les mêmes possibilités ne leur seront pas données ;
Seul un État démocratique fondé sur la volonté de tous peut assurer à tous, sans distinction de race, de couleur, de sexe ou de croyance, les droits qui leur reviennent de par leur naissance ;
C'est pourquoi nous, peuples de l'Afrique du Sud, Blancs aussi bien que Noirs, réunis comme des égaux, des compatriotes et des frères, adoptons cette Charte de la liberté. Et nous nous engageons à lutter ensemble, en ne ménageant ni notre énergie ni notre courage, jusqu'à ce que nous ayons obtenu les changements démocratiques inscrits dans cette Charte.

LE GOUVERNEMENT DOIT APPARTENIR AU PEUPLE !
Toute personne doit avoir le droit de voter et d'être éligible à tout organe législatif ;
Toute personne doit avoir le droit de prendre part à la gestion des affaires publiques de son pays ;
Les droits doivent être égaux pour tous, sans distinction de race, de couleur ou de sexe.

LA TERRE DOIT ÊTRE PARTAGÉE ENTRE CEUX QUI LA TRAVAILLENT !
Il convient d'abolir les restrictions à la propriété foncière imposées pour des raisons d'ordre racial et la totalité des terres doit faire l'objet d'une redistribution entre ceux qui la travaillent afin que disparaissent la famine et la pénurie de terre ;
L'État doit venir en aide aux paysans en leur fournissant des instruments aratoires, des semences, des tracteurs et en construisant des barrages pour assurer la conservation du sol ainsi que prêter assistance aux cultivateurs ;
Le droit de circuler librement doit être garanti à tous ceux qui travaillent la terre ;
Tous doivent jouir du même droit de s'installer sur la terre là où ils le désirent ;
Nul ne doit être dépossédé de son bétail, et le travail forcé, comme les fermes-prisons, doivent être abolis.

TOUS DOIVENT ÊTRE ÉGAUX DEVANT LA LOI !
Nul ne doit être emprisonné, déporté ou voir sa liberté restreinte sans que sa cause ait été équitablement entendue ;
Nul ne doit être condamné sur l'ordre d'un fonctionnaire du gouvernement ;
Les tribunaux doivent être composés d'éléments représentatifs de tous les éléments de la population ;
Nul ne doit être emprisonné si ce n'est pour un crime sérieux contre le peuple ; l'emprisonnement doit viser au redressement de l'individu, ce ne doit pas être une mesure de vengeance ;
Toute personne doit pouvoir entrer sur un pied d'égalité dans la police et dans l'armée lesquelles doivent servir et protéger le peuple ;
Toute loi qui prévoit une distinction fondée sur la race, la couleur ou les convictions doit être abrogée.

LES DROITS DE L'HOMME DOIVENT ÊTRE LES MÊMES POUR TOUS !
La loi doit garantir à tous le droit à la liberté d'expression, le droit de s'organiser, le

droit à la liberté de réunion, le droit de publier, de prêcher, de pratiquer le culte et aussi de donner à leurs enfants l'éducation de leur choix ;
La loi doit protéger le domicile privé contre les descentes de police ;
Toute personne doit pouvoir se déplacer librement de la campagne vers la ville, d'une province à l'autre, et pouvoir quitter l'Afrique du Sud pour l'étranger.
Les lois relatives aux laissez-passer et autorisations et toutes autres lois limitant la liberté de déplacement doivent être abrogées.

LE TRAVAIL ET LA SÉCURITÉ DOIVENT ÊTRE ASSURÉS !
Quiconque travaille doit être libre de fonder avec d'autres des syndicats, d'être les membres du bureau de ces syndicats et de conclure des accords sur les salaires avec les employeurs ;
L'État doit reconnaître, parallèlement au devoir qu'a toute personne de travailler, son droit au travail et à toutes indemnités en cas de chômage ;
Tous les conseils consultatifs, conseils ou autres organes au pouvoir de la minorité doivent être remplacés par des organismes démocratiques d'administration autonome.

TOUS LES GROUPES NATIONAUX DOIVENT JOUIR DE DROITS ÉGAUX !
Tous les groupes nationaux comme toutes les races doivent être sur un pied d'égalité, aussi bien dans les administrations de l'État que dans les tribunaux ou les écoles ;
Le droit de parler leur langue maternelle et de développer leur culture et leurs coutumes traditionnelles doit être le même pour tous ;
La loi doit protéger tous les groupes nationaux contre les insultes à leur race et à leur liberté nationale ;
Prêcher ou pratiquer la discrimination ou le mépris sur la base de la nationalité, de la race ou de la couleur sera un crime passible de la loi ;
Toutes lois et mesures d'apartheid doivent être abrogées.

LE PEUPLE DOIT ÊTRE RETABLI DANS SON DROIT AU PATRIMOINE NATIONAL !
La richesse nationale de notre pays, patrimoine de tous les Sud-Africains, doit être rendue au peuple ;
La propriété des richesses minérales que recèle le sol, ainsi que celle des banques et des industries à caractère de monopole, doivent être transférées à la communauté ;
Pour contribuer au bien-être public, il convient d'exercer un contrôle sur toutes les autres industries et sur le commerce ;
Tous doivent jouir du même droit d'exercer un commerce là où ils le désirent, de se livrer à des activités industrielles ou d'adopter tout métier, manuel ou non, comme toute profession.
Hommes et femmes de toutes races doivent recevoir un salaire égal à travail égal ;
La semaine de travail sera de quarante heures ; tous les travailleurs bénéficieront d'un salaire minimum national garanti, de congés annuels payés et de congés de maternité à plein salaire ;
Les mineurs, les domestiques, les ouvriers de ferme et les fonctionnaires jouiront des mêmes droits que tous les autres travailleurs ;
Le travail des enfants, le travail dans les camps, le système du *tot* et l'emploi de main-d'œuvre sous contrat doivent être abolis.

L'INSTRUCTION ET CULTURE DOIVENT ÊTRE ACCESSIBLES À TOUS !
Le gouvernement doit découvrir, développer et encourager les talents nationaux en vue d'enrichir notre vie culturelle ;

Toute personne doit avoir accès aux richesses culturelles de l'humanité par l'échange de livres, d'idées et par les libres contacts avec d'autres pays ;
L'éducation doit viser à enseigner à la jeunesse l'amour de sa patrie et de sa culture nationale, ainsi que le respect de la fraternité humaine, de la liberté et de la paix ;
L'instruction doit être gratuite, obligatoire, universelle et égale pour tous les enfants ;
Les études supérieures et la formation technique doivent être accessibles à tous grâce à des allocations de l'État et à des bourses attribuées selon le mérite ;
Il doit être mis fin à l'analphabétisme chez les adultes par la mise en œuvre d'un plan national d'éducation des masses ;
Les maîtres doivent jouir de tous les droits des autres citoyens ;
Dans la vie culturelle, dans les sports et dans l'éducation, toute distinction fondée sur la couleur doit être abolie.

ON DOIT CRÉER DES LOGEMENTS, ASSURER LE CONFORT ET LA SÉCURITÉ !
Toute personne doit avoir le droit d'habiter là où il lui plaît, d'être décemment logée et d'élever sa famille dans le confort et la sécurité ;
Les logements inhabités doivent être mis à la disposition du peuple ;
On doit faire baisser les loyers et les prix ;
Il doit y avoir abondance de nourriture et nul ne doit plus connaître la faim ;
L'État doit organiser un service de santé préventif ;
Toute personne doit pouvoir bénéficier de soins médicaux et hospitaliers gratuits ; les mères et les jeunes enfants doivent avoir droit à des soins particuliers ;
On fera disparaître les taudis et l'on édifiera de nouvelles constructions dans les banlieues, où les transports, les routes, l'éclairage, les terrains de jeux, les crèches et les centres sociaux seront à la disposition de tous ;
L'État prendra soin des vieillards, des orphelins, des invalides et des malades ;
Toute personne a droit au repos, aux loisirs et aux distractions ;
Les quartiers indigènes-clos et les ghettos doivent être supprimés et toutes les lois qui dispersent les familles doivent être abrogées ;
L'Union sud-africaine doit être un État pleinement indépendant qui respecte les droits et la souveraineté de toutes les nations.

LA PAIX ET L'AMITIÉ DOIVENT RÉGNER !
Tous les efforts de l'Union sud-africaine doivent tendre au maintien de la paix dans le monde et au règlement de tous les différends internationaux par voie de négociation – et non par la guerre ;
La paix et l'unité parmi nous doivent être assurées par l'égalité des droits, des possibilités et du statut de tous ;
Les habitants des protectorats du Bassoutoland, du Betchouanaland et du Swaziland doivent être libres de décider eux-mêmes de leur sort ;
Le droit de tous les peuples de l'Afrique à l'indépendance et à l'autonomie doit être reconnu et doit être à la base d'une collaboration étroite ;
Et maintenant, que tous ceux qui aiment leur peuple et leur patrie disent avec nous : ces droits, nous allons, durant toute notre vie, lutter côte à côte pour les obtenir, jusqu'à ce que nous ayons conquis notre liberté.

Adopté au Congrès du Peuple, Kliptown, Afrique du Sud, le 26 juin 1955

Sur la base de ces principes, l'ANC a soumis en 1961 des propositions constitutionnelles au peuple sud-africain. Elles ont été discutées.



RÉSISTANCE, INSULARITÉ ET PRÉCARITÉ LE MOUVEMENT DE LA 3ÈME VOIE AUX COMORES

Nadia Tourqui :

“Les Comores, si je devais résumer, c'est le paradis sur terre. Malheureusement, les politiques en ont fait un enfer. Les Comores sont constituées d'un archipel de quatre îles avec un fort potentiel touristique, environnemental, agricole, halieutique, culturel. Nous avons tout ce qu'il faut pour être heureux. Nous sommes dans un emplacement bio-stratégique magnifique. Nous avons une diaspora très active, pour 100 000 habitants dans nos îles, nous en avons à peu près 400 000 dans la diaspora, ce qui constitue une force assez importante. C'est un pays où tout est à faire, il faut construire des bâtiments, des écoles. Il y a de quoi créer de l'emploi sur les 20 à 30 prochaines années.

Mais qu'est-ce qui ne va pas dans ce pays indépendant depuis plus de 43 ans? Il souffre encore d'une indépendance inachevée. Il souffre d'une instabilité politique. Sur 43 ans de vie politique, nous avons eu à peine 15 ans de stabilité. Nous sommes soumis à des menaces de conflits religieux. Nous sommes un pays musulman où aujourd'hui on est en train de monter un conflit entre les sunnites et les chiites. Au sein même des sunnites, il y a plusieurs écoles. Du fait de la faiblesse de l'État il y a une prolifération de réseaux mafieux et terroristes qui volent au-dessus de nos îles. De plus en plus, se développe l'insécurité.

UNE INDÉPENDANCE INACHEVÉE

Je pense que dans tous nos pays ce terme «d'indépendance inachevée» est récurrent. Nous sommes indépendants, mais nous ne le sommes pas vraiment car il y a le CFA, car il y a une ingérence. Mais nous en plus de tout cela,

il y a carrément une partie de notre territoire qui est occupée par la France. Sur nos quatre îles, bien que nous soyons indépendants depuis le 6 juillet 1975, par un coup de passe-passe juridique, la France a décidé de garder une île.

À l'issue du référendum pour l'autodétermination des peuples des Comores, le peuple a voté «OUI» à 95% dans l'ensemble de l'archipel. Ils ont tripatouillé île par île les résultats des votes, et ils ont trouvé qu'à Mayotte c'était 65% de «NON». Et c'est sur cette base, qui ne repose sur rien, que la France a décidé de garder Mayotte. C'est comme si quand le Sénégal a pris son indépendance, on avait décidé que la Casamance reste française et que 20 ans après on instaure un visa. Les Sénégalais ne peuvent donc plus aller en Casamance, il faut d'abord qu'ils aillent à l'Ambassade de France de Dakar pour demander un visa pour aller en Casamance. C'est ce qui se passe chez moi depuis 1995. Les Comores sont constituées de quatre îles, mais la quatrième est occupée par la France et elle est devenue un département français depuis 2001. Aujourd'hui, les Comoriens qui vont chez eux à Mayotte sont qualifiés de migrants clandestins. Il y a des refoulements de ces migrants, qu'on essaye de nous renvoyer. Comme la France a fait de Mayotte une oasis de développement, Mayotte est devenu un appel d'air pour les populations qui souffrent sur les autres îles des Comores, pour aller chercher un emploi, la santé, l'éducation... Il y a tout un trafic clandestin qui s'est développé d'Anjouan aux Comores jusqu'à Mayotte, séparés seulement de 70 km. Et lorsque ces bateaux arrivent, la police des frontières françaises les renvoie, mais garde les enfants car selon leur droit, ils n'ont pas le droit d'expulser les mineurs. Mais il n'y a pas non plus de prise en charge de ces mineurs. Et cela fait 23 ans que cela dure. Ils sont devenus les «Chégués», terme lingala qui désigne les enfants de la rue. Ils marchent à l'alcool, à la drogue, au larcin et puis un beau jour, car la police est dépassée par les événements, elle décide de les expulser aux Comores, puisqu'ils sont Comoriens et majeurs. Cette insécurité créée est alors importée aux Comores. Ces traversées ont provoqué plus de 20 000 morts en 20 ans, car il y a beaucoup d'embarcations de fortune et aucune mesure de sécurité assurée. Au-delà de ça, c'est toute l'organisation de l'archipel qui est menée à partir de Mayotte.

La situation de Mayotte pose plusieurs questions :

D'abord, quelle est la valeur du droit international aujourd'hui? Selon la résolution qui a créé les Comores, elles forment un archipel de quatre îles. Aux Nations Unies, nous sommes considérés comme un archipel de quatre îles. 43 ans après, la France s'est installée, en a fait un département. Alors évidemment c'est les Comores contre la France, quel poids peut-on avoir? À quoi servent toutes ces organisations internationales, régionales pour la défense de petits pays comme nous, lorsque nous sommes confrontés à un abus de pouvoir et à une violation du droit qui est incontestable?

UNE QUESTION SÉMANTIQUE

À partir de quand considère-t-on que quelqu'un est migrant alors qu'il est chez lui? Pour les Français, les comoriens sont des migrants à Mayotte. Pour nous c'est un déplacement de populations à l'intérieur de notre territoire. Tout simplement.



CRISE SÉPARATISTE ET CONSTITUTION DE 2001

La crise séparatiste est l'un des résultats de cette situation d'annexion de Mayotte. Du fait d'avoir créé ce différentiel de développement entre les îles avec les programmes d'ajustements structurels, nous en avons tous subis les conséquences dans les années 90, la pauvreté a augmenté, les secteurs sociaux ont été sacrifiés. À partir de là, des contestations ont commencé à se faire par la population. Et quelle a été la solution miracle trouvée par certains d'entre nous? C'est de se dire : «Tiens! Si on se séparait de ces îles qui ne nous apportent rien et si on se rapprochait de cette autre, qui a peut-être fait le bon choix en 1975 de rester dans la France». Évidemment tout cela a été instrumentalisé. On a eu les preuves par ailleurs qu'il y a eu des réseaux d'extrême-droite français qui étaient présents à Mayotte et qui entretenaient cette illusion qu'une île des Comores pouvait devenir française. On a utilisé la pauvreté et le désespoir des populations pour continuer ce que l'on appelle une œuvre de balkanisation de notre pays, car si les Comores n'existent plus en tant qu'entité, qui va réclamer le retour de Mayotte? Personne. Donc cette œuvre suit son chemin, elle n'est pas encore finie et cela fait partie des combats que le collectif la 3ème Voie s'est approprié.

CRISE SÉPARATISTE AU DÉBUT DES ANNÉES 2000 ET SÉCESSION D'ANJOUAN

Pendant quatre ans, une médiation a été menée sous l'égide de l'Union Africaine. Elle est considérée aujourd'hui comme l'un des succès de l'Union Africaine. Il faut le souligner car elle n'en a pas beaucoup. Grâce à cette médiation, nous avons réussi à avoir les accords

de Fomboni, qui ont donné naissance à une nouvelle constitution. La revendication principale des sécessionnistes était que l'île de la Grande Comore s'était approprié tous les pouvoirs et toutes les richesses, tous les financements au détriment des autres îles délaissées. Je ne vais pas rentrer plus dans les détails, car c'est une autre instrumentalisation. Cette nouvelle constitution a apporté la présidence tournante, chaque île avait son tour pour présider l'ensemble de l'Union des Comores. Chaque île avait la possibilité, tous les quatre ans et maintenant cinq ans, de présider les Comores, pour soi-disant arriver à un développement harmonieux et équilibré de toutes les îles. Cela a été la période de stabilité de 15 ans. Pendant 15 ans, on a eu trois Présidents, donc chaque île a dirigé le pays. Mais ce qui s'est passé, c'est que chaque Président qui est venu s'est dit : «c'est moi qui ait le gâteau, je vais le manger tout seul avec mes frères et mes cousins» et au bout de 15 ans, il n'y avait plus de stabilité car chacun attendait son tour pour avoir sa part du gâteau. Il n'y a eu aucun développement. Au bout de quinze ans, la société civile s'est organisée. Cela fait 43 ans que nous allons fêter notre indépendance et on ne sait pas ce qu'on a gagné de cette indépendance, on ne sait pas où on va, il est dirigé par des voyous. Il faut que l'on réfléchisse pour sortir de ces difficultés.

2015 - APPEL DE LA SOCIÉTÉ CIVILE À UN BILAN DES 40 ANS D'INDÉPENDANCE

2015 : c'était les 40 ans d'anniversaire, les lancements de l'appel pour les fameuses assises nationales, qui devaient régler nos problèmes, mais personne n'a entendu ce cri. L'année suivante il devait y avoir des élections et ceux qui voulaient leur part du gâteau se sont dit : on ne va pas faire des assises maintenant, si ça se trouve on

va changer de constitution, on n'aura pas notre place, alors que l'année prochaine, on est assuré de gagner ces élections. C'est ce qui s'est passé. Les élections ont eu lieu et ce Président, tout éclairé qu'il est, a décidé de finalement faire les assises nationales. Certains ont suivi. Mais on s'est très vite rendu compte que c'était une instrumentalisation du projet de dialogue national. Le Président en avait besoin pour lui-même introduire son projet de révision constitutionnelle, dans lequel il compte s'octroyer le pouvoir au moins pour les dix prochaines années. Donc là, on ne parle plus de cette fameuse présidence tournante tous les cinq ans. Imposer son projet n'apporte aucune solution aux problèmes des Comoriens, mais va juste satisfaire des egos personnels et des besoins de richesses personnelles.

2018 - NAISSANCE DU COLLECTIF DE LA 3ÈME VOIE

Là on s'est dit, il faut que ceux qui ont encore à cœur de sauver ce pays se rassemblent. Le collectif 3ème Voie est donc tout récent et existe depuis février 2018. Nous avons lancé plusieurs appels à la société civile, aux partis politiques. Nous avons essayé de rencontrer les autorités. Certains nous ont reçus et écoutés puis nous ont dit : c'est bien gentil, mais on a déjà notre projet et on avance. Le référendum est prévu le 30 juillet prochain*, soit dans quelques jours. Depuis la fin des assises, il y a une atmosphère de répression contre tous ceux qui s'opposent à ce projet de référendum. Répression, intimidation, menace, surtout envers les personnes qui essayent d'alerter. La difficulté du collectif est aujourd'hui de mobiliser dans cette atmosphère de répression, mais aussi de précarité, puisque le gouvernement distribue beaucoup d'argent également pour faire taire.

ATTENTES DE L'UPEC

On compte beaucoup sur cette Université pour apprendre de ceux qui ont des mouvements depuis plus longtemps que nous, mais aussi pour échanger et sortir de l'isolement, car les Comores ne sont pas sous les feux des projecteurs et très honnêtement peu de gens connaissent cette histoire."

Y'EN A MARRE ET LE «SORPASSO» AFRICAIN?



Il y a un désaveu vis-à-vis de la classe politique africaine tant elle est corrompue, interchangeable et peu soucieuse du devenir des populations. Autant au sein des pouvoirs qui s'éternisent que pour les oppositions dont les leaders restent aussi (trop) très longtemps à la tête de leur formations politiques avec le seul but d'arriver à goûter eux aussi aux délices du pouvoir.

Notre élite politique est déconnectée du réel voire en déphasage avec les idéaux de transformation sociale et sociétale. Ceux qui sont au pouvoir orientent leurs efforts vers un objectif unique de captation des richesses qui découlent de leur position. Et les opposants, en dédiant leur vie à la seule conquête du pouvoir, ont passé tellement de temps à s'opposer qu'ils ne savent plus construire, générer une offre de transformation crédible.

Face à cette impasse, il y a une offre alternative qui naît. Celle-ci est formulée par des jeunes africaines qui d'abord à l'échelle des pays peut se transformer en une internationale révolutionnaire avec laquelle il faudra compter dans les prochaines années.

Y'En A Marre, Filimbi, Lucha, Balai Citoyen offrent une bouée à tous ceux qui désespéraient de l'action politique classique pour trouver une forme d'engagement capable d'offrir un horizon émancipateur.

La première édition de l'UPEC de Dakar s'inscrit durablement dans un agenda de tissage de liens entre mouvements politiques citoyens pour transformer le destin du continent. Cette rencontre génère deux symboles. D'abord le choix de Dakar est une prime au rôle d'avant-garde démocratique que notre pays joue jusque-là. Ensuite, Y'En A Marre accueille ses mouvements frères qu'il a contribué à faire naître par l'exemplarité de la démarche novatrice que fut sa création. En 2011, quand Y'En A Marre a émergé, l'objet fut curieux car porté par un autre type de citoyen jusque-là méconnu dans l'espace public : il s'agissait de jeunes issus de la culture urbaine pour la plupart et avec un discours tranché, différent et consistant axé sur le refus d'avaliser une troisième candidature inconstitutionnelle d'Abdoulaye Wade.

La grogne de ces « jeunes rappers » selon le verdict populaire secouait un pouvoir que les politiciens classiques avaient du mal à combattre au regard de la similarité du discours et des méthodes avec le parti au pouvoir.

L'usage d'un discours différent la systématisation des actions de rue (marches, concerts, sit-in), le canal original de la musique rap a séduit des pans de la jeunesse qui ont adhéré à cette organisation de type nouveau.

Le succès de la naissance aux premières salves de Y'En A Marre a aussi été possible eu égard à l'incompréhension que ce type de mouvement a suscité vis-à-vis du pouvoir d'Abdoulaye Wade alors focalisé sur son opposition classique. Mais il n'était pas le seul, l'opposition n'a pas non plus vu qu'elle était en train d'être contournée par des jeunes issus du peuple. Une ligne de crête s'était tracée que Y'En A Marre a empruntée.

Il y a eu pour Y'En A Marre un avant et un après 23 juin 2011.

Le recul sur la réforme constitutionnelle d'Abdoulaye Wade face à la mobilisation populaire a été une victoire manifeste des forces de l'opposition, mais aussi du camp alternatif que représentait Y'En A Marre. La répression sauvage du régime d'Abdoulaye Wade, notamment lors de la mobilisation historique du 23 juin 2011 contre un énième changement de la constitution, n'a pu venir à bout du mouvement. Mais elle lui a même conféré une stature et une aura internationale d'une opinion publique qui s'interrogeait sur la nature de ce mouvement qui commençait à bénéficier de rhizomes partout dans le pays. Première victoire majeure de la main nue contre l'arme à feu.

Cette déconvenue symbolique d'Aboulaye Wade dans sa volonté d'imposer son fils à la tête du pays s'est poursuivie naturellement vers sa défaite électorale du 25 mars 2012.

Durant laquelle Y'En A Marre a fait campagne aux côtés du candidat de l'opposition au second tour. Le mouvement s'est déplacé de sa posture d'origine de veille citoyenne pour se mettre dans une entreprise de «co-conquête» électorale.

À partir de cette élection, Y'En A Marre a été tenaillé entre deux postures. Soit, le mouvement reste dans une position de veille citoyenne avec son côté pur et confortable du fait de l'absence de toute participation à un bilan de gouvernement. Soit, le mouvement participait à l'action publique au gouvernement ou à l'assemblée. Y'En A Marre a fait le choix de rester dans la pureté idéologique et politique. Cette décision a été une erreur, pour ma part. Ayant malgré tout participé à une bataille politique qui a abouti à un changement majeur dans notre pays, le mouvement n'a pas voulu du pouvoir et s'est trompé.

Car il est impossible de changer le système de l'extérieur par des salves de militantisme (comme lors du référendum de 2016) ou par des déclarations d'intention quelles que soient leur pertinence et leur franchise.

Y'En A Marre n'a pas voulu se salir les mains alors que le mouvement eut été plus utile à l'Assemblée Nationale, dans les conseils municipaux, les Départements ministériels afin d'imposer de l'intérieur une façon différente et honnête de faire de la politique. Le souci des mouvements révolutionnaires est souvent de ne jamais titiller la limite de l'action publique, mais d'en rester à une posture de facilité doctrinale très honnête certes, mais dont l'efficacité dans la vie des gens est moindre. Le camp progressiste africain que souhaitent représenter les mouvements citoyens africains doivent vouloir du pouvoir et aller à sa conquête afin de l'incarner un jour. Il est urgent de débarrasser nos pays de cette caste de politiciens afin d'apporter des changements structurels qui métamorphoseront radicalement le cours de l'histoire en Afrique.

Lors des législatives en Espagne en 2016, les militants de Podemos ont utilisé le mot « sorpasso » pour expliquer leur volonté de doubler la gauche classique et de devenir la première force progressiste dans le pays. Ils y ont échoué de peu.

A quand un Sorpasso africain pour offrir un choix aux électeurs las de devoir choisir entre des gens qui sont idéologiquement, moralement, politiquement similaires ?



Hamidou Anne

DOCTORANT EN SCIENCES POLITIQUES, UGB, SAINT LOUIS



GUERRIERS POUR LA LIBERTÉ!

L'artiste photographe Mamadou Gomis s'intéresse très tôt aux mouvements citoyens et aux activistes engagés. Il a photographié Y'En A Marre dès ses débuts en 2011 au Sénégal, il est l'initiateur de l'exposition «*Chronique d'une révolte*» en 2012 à Dakar.

Les «*Guerriers pour la liberté*», c'est ainsi qu'il nomme les activistes panafricains.

«*Devant la caméra pas de sourire. On reste ferme et on se laisse prendre en photo : poignée de main ferme, bras levés ou visage fermé, regard perforant.*»

Gomis y trouve un «*concept du sourire absent*» qui dévoile l'ardeur de la citoyenneté et exprime une dénonciation et un mécontentement absolu contre la politique de certains dirigeants africains.

Le photographe met ainsi l'art contemporain au service des mutations des sociétés des Afriques.

LES DÉFIS DE LA MOBILISATION EN AFRIQUE

Tout d'abord, je tiens à vous remercier de m'avoir donné l'occasion de venir vous parler et d'apprendre de vous aujourd'hui. Je ne pense pas exagérer quand je dis que je pense que votre approche – mobilisation populaire, action politique et éducation civique – sera essentielle à tout progrès sur le continent. Je n'étais pas beaucoup plus âgé que beaucoup d'entre vous dans cette salle lorsque j'ai quitté l'université et que je suis allé travailler pour une organisation locale de défense des droits de l'homme à Bukavu, dans l'est de la République Démocratique du Congo. À l'époque, j'étais jeune, idéaliste et je pensais que le militantisme des droits de l'homme pouvait aider à résoudre la guerre qui faisait rage à l'est du Congo. Mais nos moyens étaient limités : le système judiciaire local était décrépit et corrompu et nous avons passé la plus grande partie de notre temps à plaider pour que des gouvernements étrangers – dont certains étaient ceux-là mêmes qui avaient mis le Congo dans le désordre – agissent, tandis que nous cherchions en même temps des fonds auprès de fondations et d'organismes d'aide occidentaux.

Ce modèle n'était pas parfait, alors j'ai passé les années suivantes à travailler pour des groupes de réflexion et des instituts de recherche internationaux, pensant que le problème venait de l'indifférence du reste du monde, qu'on adoptait les mauvaises réponses, les mauvaises approches. Et, bien que les gouvernements étrangers aggravent souvent le problème, voire sont la cause du problème de pays tel que le Congo, et que ce type d'activisme soit nécessaire, je me suis rendu compte que ce n'était pas le cœur de la bataille. Un ambassadeur américain à Kinshasa me l'a d'ailleurs dit très franchement : *«Nous ne pouvons pas faire faire aux Congolais ce qu'ils ne veulent pas faire.»* Alors que nous devons lutter pour créer un environnement international favorable à l'émancipation des Congolais, nous ne pouvons pas compter sur d'autres pays ou d'autres gouvernements pour libérer les Congolais. Mais à quoi ressemble ce mouvement de libération? Aujourd'hui, je tiens à souligner deux aspects de cette lutte en puisant dans mes propres recherches en République Démocratique du Congo. Premièrement, nous ne pouvons pas séparer la lutte de la société qui l'entoure. Les mouvements sociaux sont façonnés par la société, alors même qu'ils façonnent eux-mêmes la société. Deuxièmement, la libération politique doit pouvoir proposer une autre réalité, elle doit imaginer et formuler ce qui a été promis et ce qu'elle veut atteindre, pas seulement critiquer le système actuel.

Les mouvements sociaux doivent donc être rétrospectifs et réalistes, et comprendre la société qu'ils s'efforcent de réformer. Ils doivent également être armés d'une boule de cristal et d'une lourde dose d'idéalisme.

LES DÉFIS DE LA MOBILISATION

Une mobilisation réussie comporte trois éléments : une vision, des réseaux et des opportunités. Je vais d'abord parler de la vision, de ce que j'ai appelé ci-dessus la capacité d'envisager une terre promise. Les émotions, les symboles et les normes sont des éléments importants du succès d'un mouvement. La vision d'un mouvement doit résonner, il faut formuler une réalité alternative qui dépasse la critique. Définir un cadre devient un champ de bataille stratégique, lancé dans les médias à travers des mots, des actions et des images. L'écrivain kenyan Ngugi wa Thiong'o a déclaré : *«La lutte fait de nous ce que nous sommes. Dans la lutte, est notre histoire, notre langue et notre être.»* Un exemple récent de ceci -- mais aussi des défis que cela pose -- est le film Black Panther. La beauté de ce film était sa représentation majestueuse d'une société africaine digne, entièrement émancipée et visuellement époustouflante. On a pu voir à quel point les gens du monde entier, en particulier les personnes d'ascendance africaine, étaient enthousiastes face au contre-pied des stéréotypes sur les noirs.

Mais les prévisions sont compliquées et profondément politiques. Devrions-nous envisager une terre promise, dans laquelle le pouvoir est détenu par des dynasties autoritaires dirigées – apparemment – par des hommes, dans lequel les femmes, aussi impressionnantes soient-elles, sont confinées à des rôles secondaires? Et, ce qui est peut-être plus important encore, et contrairement aux Black Panthers des États-Unis des années 1960, les dirigeants du Wakanda ont initialement refusé d'être solidaires envers les peuples d'ascendance africaine ailleurs dans le monde, n'acceptant qu'à la fin de fournir des dons de bienfaisance et des programmes d'aide aux personnes dans le besoin. Est-ce l'image que nous voulons projeter? De toute évidence, aucun d'entre nous ici n'ira manifester en parlant du Wakanda, mais nous devons être en mesure d'exprimer une vision positive du changement que nous réclamons, pas seulement en critiquant les dirigeants ou proclamant des objectifs abstraits, mais en peignant de couleurs vives et éclatantes l'image d'un avenir différent.

Par exemple, dans la vision de la politique au Congo, l'image même des personnalités publiques, est entachée de corruption. Le leadership public et la moralité se sont dégradés, de l'image des dirigeants du pays, jusqu'à la consommation du pays, et jusqu'aux musiciens obsédés par leur réputation. La politique est devenue un gros mot – si vous essayez d'introduire des conflits inutiles dans une situation, les gens diront souvent : *«Pourquoi tu amènes la politique là-dedans?»* C'est pourquoi le type d'actions récemment entreprises par LUCHA dans les villes du pays, le salongo – les efforts de nettoyage publics, le nettoyage des ordures dans les caniveaux et les rues – sont si importants. C'est la preuve qu'il existe une manière différente de faire de la politique, un dévouement au bien commun. Les images des militants de LUCHA arrêtés, ou emprisonnés, comme le cas de Fred Bauma, enfermé pendant 17 mois, protestant à sa sortie dans les rues contre les abus du gouvernement, en disent long. Ce symbolisme est encore plus important que de pouvoir mobiliser dix mille personnes dans les rues. Toutefois, dans les années à venir, à mesure que le mouvement évoluera, une grande partie de son travail sera liée à la question de la vision. En Afrique aujourd'hui, il s'agit d'une guerre silencieuse d'idéologies en cours, rarement articulée mais toujours sous-jacente. Cherchons-nous une Afrique libérale, promue par des personnalités comme Aliko Dangote, dans laquelle nous demandons un État efficace, favorable aux affaires et respectueux des droits de l'homme, qui ne remet pas fondamentalement en cause les inégalités structurelles dont les sociétés ont héritées? Ou est-ce que le modèle est celui des combattants de la liberté économique en Afrique du Sud, qui privilégie la distribution de la richesse, si nécessaire, en expropriant les terres et les biens des élites? Ou devrions-nous suivre les traces des gouvernements rwandais ou éthiopiens, dont les dirigeants autoritaires ont présidé à une période de croissance économique aux dépens du pluralisme politique? De toute évidence, il existe de nombreuses variantes de ces visions, mais il sera impossible pour les mouvements sociaux de mobiliser leurs communautés sans articuler leur vision d'une société juste. L'autre défi est celui des réseaux. Vous ne pouvez pas mobiliser dans le vide; vous devez compter sur les relations, sur la confiance. Ailleurs, les églises, les organisations d'étudiants ou les coopératives de paysans ont constitué le fondement des mouvements sociaux et de la mobilisation. La mobilisation des réseaux est un problème fondamental dans une grande partie de l'Afrique. Par exemple, au Congo, depuis l'époque coloniale, les gouvernements ont décidé de démanteler toutes les organisations susceptibles de leur demander de rendre des comptes. Une tradition de longue date a été d'utiliser l'ethnicité comme moyen de diviser pour régner, de cultiver des réseaux fondés sur l'ethnicité – après tout, en l'absence de morale publique, l'ethnicité est l'une des seules structures morales qui semble offrir un sens – et de les opposer les uns aux autres. Pendant trente-deux ans de régime de Mobutu Sese Seko puis sous les deux présidences de Kabila, des efforts concertés ont été déployés pour coopter et réprimer les syndicats, les organisations étudiantes et les diverses églises et groupes religieux à travers le pays.

Depuis le début des années 90, les organisations internationales ont également apporté un soutien important au secteur associatif, mais les donateurs étrangers ont une approche différente de celle des mouvements sociaux : ils ne veulent pas prendre de risques, sont peu enclins à prendre part à des activités jugées politiques et sont foncièrement contre le fait de rendre des comptes à la population locale. Bien que ces financements aient contribué à créer une société civile dynamique qui documente les violations des droits de l'homme, qui offre une éducation civique et une aide humanitaire, ils ont également occupé l'espace, aspiré des énergies et talents qui auraient pu servir à une action civique plus combative et politique. La mobilisation est peut-être aujourd'hui l'une des plus grandes batailles pour LUCHA en tant que mouvement social. Une manifestation organisée par LUCHA réunit rarement plus de quelques centaines de personnes, et le nombre de membres à travers le pays se compte en quelques milliers de personnes – en comparaison, le plus grand syndicat sud-africain, le CO-SATU, compte environ 2 millions de membres, et l'église catholique du Congo a des millions de fidèles. Mais il s'agit d'un défi ambigu : à mesure que le mouvement grandit, il devient de plus en plus difficile de promouvoir la cohésion et la discipline et d'empêcher la cooptation et l'infiltration. Enfin, les mouvements ont besoin d'opportunités politiques.

Le succès d'un mouvement dépendra de l'ouverture du système politique, des clivages entre les élites, de la force de l'État et des tendances économiques.

Par exemple, le mouvement des droits civiques aux États-Unis a tiré profit de la migration des Afro-Américains du Sud rural vers les villes du Sud et du Nord, créant de nouvelles demandes et de nouvelles alliances au sein du système politique, et la proposition hypocrite de Jim Crow présentait une solution simple et claire pour les alliances nées dans les églises noires, les groupes d'étudiants et les organisations civiques. Cependant, il est devenu beaucoup plus difficile aujourd'hui pour un mouvement social américain de s'attaquer au problème plus diffus, plus complexe, mais extrêmement pernicieux du racisme structurel omni-présent dans le milieu du travail, l'éducation, le logement et le système judiciaire. Le déclin du travail et la fragmentation du paysage médiatique ont également été des obstacles à une mobilisation soutenue, même si les réseaux sociaux ont également offert de nouvelles opportunités.

Au Congo, les opportunités pour appeler à la mobilisation sont complexes. D'un côté, «l'opportunité», si vous voulez la définir, se présente clairement ici sous la forme d'un gouvernement très impopulaire qui viole ses propres lois, face à un peuple profondément attaché aux idéaux constitutionnels. C'est également l'une des sociétés les plus inégalitaires d'Afrique, où l'économie nationale a plus que triplé au cours des quinze dernières années, mais où seule une petite fraction de l'élite a pu accumuler l'essentiel de cette manne. En revanche, la fragmentation de la société congolaise pose un énorme problème. Plus de 140 partis politiques sont enregistrés au Congo, et il existe plusieurs centaines de journaux et de stations de radio, et des dizaines de sites d'informations en ligne. Au sein même du régime au pouvoir, il existe plusieurs factions, dont certaines pourraient éventuellement s'exclure du gouvernement pour rejoindre l'opposition. Mais le gouvernement a régné par la faiblesse et la division, en veillant à ce qu'aucun autre groupe ne soit suffisamment puissant pour défier les quelques personnes au pouvoir. Ceci est important pour plusieurs raisons : si la société locale est trop concentrée sur des querelles partisans paroissiales, ou des batailles contre des dirigeants locaux ou des questions sectaires, il sera difficile de mobiliser un grand nombre de personnes autour d'un vaste programme de transformation. Le mouvement sera perdu dans les clivages qui existent entre les partis politiques, les groupes ethniques et les préoccupations locales. Deuxièmement, le succès de la mobilisation dépend d'un équilibre entre pression locale et scissions parmi les élites. Au Burkina Faso, le

souèvement populaire de 2014 a réussi après que l'armée eut réagi à la pression populaire en forçant Blaise Compaoré à quitter le pouvoir ; au Sénégal, Y'en a Marre s'est allié à l'opposition pour organiser des manifestations et éviter un nouveau mandat d'Abdoulaye Wade. Face à une élite politique unifiée et cohésive, il est extrêmement difficile pour les mouvements sociaux de réussir. Dans le cas du Congo, avec une opposition aussi radicalement fragmentée, il est difficile de trouver des alliés capables de faire la différence contre le régime.

REGARDONS VERS L'AVENIR

Quelle vision devriez-vous formuler dans votre lutte pour une société plus juste? À quoi ressemble la terre promise? Quelle forme l'État et l'économie auront-ils? Quel rôle les chefs coutumiers et les traditions devraient-ils jouer dans cette société? Quelle importance devriez-vous accorder à l'émancipation des femmes et aux droits de la communauté LGBT? Le deuxième défi est celui de l'organisation : votre modèle est-il charismatique, personnalisé et hiérarchisé? Même parmi vous, il existe évidemment des différences à cet égard – Y'En A Marre et Balai Citoyen sont tous deux portés par des musiciens, tandis que LUCHA adopte une approche très horizontale et dépersonnalisée en matière d'organisation. De plus, quelle attention accordons-nous à la représentation géographique, ethnique et de genre? La majorité des dirigeants de la plupart des organisations représentées à l'UPEC – Madagascar étant une exception formidable – est dirigée principalement par des hommes. Et enfin, quels combats devriez-vous mener, et avec quelles tactiques? Devriez-vous donner la priorité aux mutilations génitales féminines ou aux élections, à la réforme agraire ou à la conservation des territoires, à l'exploitation de sociétés multinationales ou à la corruption locale? Dans l'urgence du moment, ce sont des questions passionnantes. Inutile de vous dire que toutes ces luttes ont un coût, puisque vous remettez en cause des systèmes d'exploitation et de contrôle profondément enracinés. Mais comme le disait Martin Luther King : *«Nous devons passer de l'indécision à l'action. Commençons maintenant. Consacrons-nous de nouveau à la lutte, longue et acharnée, mais belle, pour construire un monde nouveau.»*



Jason K. Stearns
ANALYSTE POLITIQUE, PROFESSEUR, NYU

LA LUTTE NON-VIOLENTE DANS UN CONTEXTE RÉPRESSIF, L'EXEMPLE DE LA LUCHA EN R.D.C.



Eunice Eutaka - Bienvenu Matumo :

GENÈSE DE LA LUCHA

De manière générale, les Africains et plus spécifiquement les Congolais ont toujours lutté depuis l'époque coloniale pour l'indépendance, pour jouir de leur liberté. Ce combat continue toujours en RDC. La RDC a connu différents changements non démocratiques des régimes depuis l'indépendance, inaugurés par un coup d'État de Mobutu, qui a décapité le premier processus démocratique qui émergeait de l'indépendance. Ce coup d'État condamna le peuple Congolais à 32 ans de dictature caractérisée par le bradage massif des ressources, les répressions des droits et des libertés. Ce régime prit fin à la suite de la rébellion armée menée par Laurent Désiré Kabila - dont le fils est l'actuel président de la RDC. Loin de mettre fin à la dictature et d'inaugurer une nouvelle ère, ce nouveau régime perpétua une ère de cycles de violences armées et un régime dictatorial mêlant la répression des citoyens, la prédation et d'atournement des richesses, malgré certaines expériences électorales porteuses d'espoirs, mais qui se révélèrent chaotiques. Un système qui n'eût finalement rien à envier au précédent. Dix-sept ans après son accession au pouvoir à la suite de la mort de son père, le Président Joseph Kabila a perpétué ce même pouvoir de prédation qui nie la liberté de ses concitoyens, maintient la population dans l'extrême pauvreté, est incapable de créer l'emploi pour les jeunes, de garantir l'accès aux besoins sociaux de base par la population et surtout d'apporter des solutions à des problèmes sécuritaires criants depuis désormais plus de deux décennies. C'est dans ce contexte qu'est née la LUCHA. Le mouvement citoyen «Lutte pour le Changement» (LUCHA) est né en 2012 à Goma. Il se revendique non-violent et non-partisan et entend se différencier des «mouvements» contestataires précédents qui ont lutté avec violences ou à travers des guerres pour obtenir des résultats différents, empreints de justice et d'apaisement.

LA VISION DE LUCHA

LUCHA ne souhaite aucunement conquérir le pouvoir, mais s'attache à créer un Congo Nouveau, caractérisé par des valeurs éthiques et humaines. Un Congo fait de prospérité, de justice sociale véhiculé par le respect de la dignité humaine. La mission des Luchéens et Luchéennes vise à révolutionner le citoyen Congolais dans la construction de sa conscience collective.

Il s'agit d'éveiller la conscience des citoyens congolais, afin qu'ils puissent assumer leur pouvoir citoyen, en veillant à ce que les dirigeants soient redevables envers la population.

À la question «Je suis un citoyen, que me demande la citoyenneté ?» LUCHA répond «Respecter et faire respecter les lois justes.»

MODE DE FONCTIONNEMENT

La première section est née à Goma, à l'Est du Congo. Aujourd'hui, la LUCHA dénombre 15 sections réparties dans les différentes villes de la RDC, et plusieurs nouvelles dont celles de la diaspora. En 6 ans d'actions, la LUCHA a constaté une certaine prise de conscience et une montée des exigences du peuple congolais vis-à-vis de ses mandatés, qui veulent une redevabilité grâce à une meilleure connaissance de ses droits.

Les modes d'actions de la LUCHA ont comme principe la non-violence et la dignité. Son leadership se veut horizontal, basé sur l'idée que chaque individu doit être responsable de sa participation dans les actions du mouvement. Les décisions se prennent de manière collégiale, et souvent par voie de consensus.

La LUCHA a mis en place des cellules thématiques et opérationnelles et des sections géographiques (chaque entité territoriale représente une section).

Le financement de LUCHA repose sur les cotisations des militants et sympathisants (financement participatif). Si les besoins excèdent les ressources, alors un appel public à la mobilisation est lancé, par exemple pour payer un avocat, déplacer un militant en danger etc. LUCHA met en place une approche qui permet à n'importe quel citoyen d'agir avec ses moyens.

Au travers de ses actions directes non-violentes sur des thématiques sociales ou politiques (marches, sit-in, villes mortes, salongo qui consiste à assainir l'environnement), ses communications, ses mémos, ses dénonciations influencent la vie sociale et les décisions politiques des gouvernants.

REPRESSION

La Lucha subit deux types de répression :

La répression institutionnelle exercée par les forces publiques.

Les militants qui mènent leurs actions subissent une réelle répression, parfois sanglante avec des arrestations arbitraires, notamment celle de Fred Bauma, qui a passé plus d'une année en détention ou encore l'arrestation des frères de Y EN A MARRE. Les différentes manifestations organisées par la LUCHA depuis 2012 ont été systématiquement réprimées, et finissent bien souvent par des arrestations suivies de condamnations des militants. La Lucha fait également face à d'autres défis tels que les menaces et intimidations, la diabolisation dans les médias publics par le gouvernement, et même d'assassinats comme celui de Luc Nkulula. Cette répression est exercée par les services de sécurité (police et agence nationale de renseignement).

La répression familiale : certains militants subissent de fortes pressions, voire des harcèlements de la part de leur famille, comme des étudiants qui sont contraints de quitter la Lucha sous peine que leurs parents ne payent plus les frais académiques.

La répression se fait également ressentir dans les milieux étudiant, religieux et professionnel avec des cas d'exclusion et de licenciement dans les entreprises privées.

Néanmoins la Lucha a réussi à conscientiser les familles et même à les engager dans la lutte, ce qui permet de porter le combat jusqu'au plus haut niveau.

Réprimer jusqu'à assassiner des militants, comme ce fut le cas avec Luc Nkulula, prouve que le pouvoir a compris que les militants de Lucha ne reculent pas face aux arrestations.

LE FRONT POUR L'ALTERNANCE POLITIQUE EN 2018

La situation politique au Congo suit un processus électoral en cours, mais ce processus n'est pas crédible. Il est accompagné de beaucoup d'irrégularités : le fichier électoral est corrompu, la machine à voter que la CENI* veut imposer malgré des nombreux défis est contestée aussi bien par l'opposition que la Société civile, l'espace politique est restreint, l'opposition est réprimée. **Si l'UPEC se tenait au Congo, tout le monde aurait été arrêté. Beaucoup sont contraints à l'exil, certains dans la salle ici sont interdits d'entrée au Congo. Il y a un système de répression qui est organisé pour étouffer la démocratie.**

Kabila a renoncé à ses intentions à briguer un troisième mandat après une forte pression du peuple (dont la LUCHA) en ne déposant pas sa candidature. C'est une étape vers la victoire. Cela ne suffit pas, la pression doit continuer afin d'avoir l'alternance politique. La LUCHA va mener des actions fortes pour dégager définitivement Kabila et son système de prédation.

Ce que la Lucha propose pour offrir au peuple des élections crédibles qui lui permettront d'avoir des dirigeants qui seront redevables ; c'est de mettre en place une courte transition sans Kabila qui permette de libérer les institutions publiques, notamment la CENI, la cour constitutionnelle. Les réformes actuelles au sein des services de sécurité sont menées pour placer des hommes de Kabila prêts à riposter lors des manifestations. Cette transition permettrait d'avoir un processus libre transparent et apaisé où tous les candidats pourront se présenter librement et où la LUCHA pourra effectuer un travail de sensibilisation électorale. Lucha n'a pas l'intention de piloter cette transition et n'a aucune velléité politique, mais souhaite que cette transition soit gérée par un acteur de la société civile et que la CENCO**, par exemple, puisse faciliter le dialogue. La Lucha entend seulement créer un cadre de dialogue pour trouver la personne qui pilotera la transition afin d'aller aux élections de manière apaisée.

La Lucha a notamment mené 2 campagnes pour sensibiliser les citoyens congolais:

UNE HEURE POUR MA PATRIE, campagne de sensibilisation auprès des étudiants.

TÉMOIN DE LA PATRIE, qui s'inspire des témoins de Jéhovah, car les témoins vont vers les gens dans les happenings et c'est une approche qui fonctionne compte tenu de la dispersion de chacun dans ses activités du quotidien.

Le Congo est un vaste pays, avec 9 voisins, une immensité de ressources naturelles, si l'Afrique piétine à décoller c'est parce que le Congo ne décolle pas. Le Congo a besoin de la force de tous pour porter le combat de la démocratie au Congo. La position géostratégique du Congo doit permettre à ce que ces 250 millions d'habitants qui gravitent autour du Congo plus les 80 millions à l'intérieur mènent ce combat et ce serait là le début d'une afro-utopie pour toute l'Afrique.

LUCHA
R.D.C.



Essayant de gagner la province du Kasai contrôlée par ses partisans fin novembre 1960, Lumumba est capturé. De sa prison, il écrit à sa femme Pauline.

Ma compagne chérie,

Je t'écris ces mots sans savoir s'ils te parviendront, quand ils te parviendront et si je serai en vie lorsque tu les liras. Tout au long de ma lutte pour l'indépendance de mon pays, je n'ai jamais douté un seul instant du triomphe final de la cause sacrée à laquelle mes compagnons et moi avons consacré toute notre vie. Mais ce que nous voulions pour notre pays, son droit à une vie honorable, à une dignité sans tache, à une indépendance sans restrictions, le colonialisme belge et ses alliés occidentaux – qui ont trouvé des soutiens directs et indirects, délibérés et non délibérés, parmi certains hauts fonctionnaires des Nations-Unies, cet organisme en qui nous avons placé toute notre confiance lorsque nous avons fait appel à son assistance – ne l'ont jamais voulu.

Ils ont corrompu certains de nos compatriotes, ils ont contribué à déformer la vérité et à souiller notre indépendance. Que pourrai je dire d'autre? Que mort, vivant, libre ou en prison sur ordre des colonialistes, ce n'est pas ma personne qui compte. C'est le Congo, c'est notre pauvre peuple dont on a transformé l'indépendance en une cage d'où l'on nous regarde du dehors, tantôt avec cette compassion bienveillante, tantôt avec joie et plaisir. Mais ma foi restera inébranlable. Je sais et je sens au fond de moi même que tôt ou tard mon peuple se débarrassera de tous ses ennemis intérieurs et extérieurs, qu'il se lèvera comme un seul homme pour dire non au capitalisme dégradant et honteux, et pour reprendre sa dignité sous un soleil pur.

Nous ne sommes pas seuls. L'Afrique, l'Asie et les peuples libres et libérés de tous les coins du monde se trouveront toujours aux côtés de millions de congolais qui n'abandonneront la lutte que le jour où il n'y aura plus de colonisateurs et leurs mercenaires dans notre pays. A mes enfants que je laisse, et que peut-être je ne reverrai plus, je veux qu'on dise que l'avenir du Congo est beau et qu'il attend d'eux, comme il attend de chaque Congolais, d'accomplir la tâche sacrée de la reconstruction de notre indépendance et de notre souveraineté, car sans dignité il n'y a pas de liberté, sans justice il n'y a pas de dignité, et sans indépendance il n'y a pas d'hommes libres.

Ni brutalités, ni sévices, ni tortures ne m'ont jamais amené à demander la grâce, car je préfère mourir la tête haute, la foi inébranlable et la confiance profonde dans la destinée de mon pays, plutôt que vivre dans la soumission et le mépris des principes sacrés. L'histoire dira un jour son mot, mais ce ne sera pas l'histoire qu'on enseignera à Bruxelles, Washington, Paris ou aux Nations Unies, mais celle qu'on enseignera dans les pays affranchis du colonialisme et de ses fantoches. L'Afrique écrira sa propre histoire et elle sera au nord et au sud du Sahara une histoire de gloire et de dignité. Ne me pleure pas, ma compagne. Moi je sais que mon pays, qui souffre tant, saura défendre son indépendance et sa liberté.

Vive le Congo! Vive l'Afrique!

Patrice Lumumba



«NOTRE NAISSANCE, C'EST LA RÉPRESSION»

Serge Mayamba :

“Le 15 mars 2015. C'est la date de lancement de mon organisation Filimbi. Commençons d'abord par le 14 mars. Ce jour-là à Kinshasa s'est tenu un atelier, où nous avons invité des mouvements citoyens plus anciens que nous: Y'En A Marre et Balai Citoyen. On a organisé des échanges d'expériences; les amis du Burkina Faso, du Sénégal partageaient leurs connaissances théoriques et pratiques, et ils venaient aussi découvrir l'expérience congolaise de la lutte. Le 15 mars nous devons tenir une conférence de presse à Macina pour le lancement officiel de Filimbi. Ceux qui ont déjà visité mon pays, la capitale Kinshasa, connaissent savent que Macina est la commune des résistants, la commune des combattants, c'est la commune de ceux qui font bouger les choses à Kinshasa. Il devait se tenir une conférence de presse, mais à notre grande surprise, nous avons vu une cinquantaine de policiers lourdement armés et des agents de l'ANR (l'Agence Nationale de Renseignement). Tout le monde a été arrêté, journalistes, activistes, artistes, jeunes de l'opposition traditionnelle que nous avions tenus à inviter également. Je souligne bien que les forces de l'ordre étaient lourdement armées, et que les agents de sécurité ont arrêté tout le monde, même des passants. Ils les ont emmenés dans un endroit d'abord tenu secret, et le lendemain le ministre de l'information a déclaré que les mouvements citoyens Y'En A Marre et Balai Citoyen étaient venus apprendre aux jeunes congolais des méthodes subversives pour renverser le pouvoir. Pourtant notre objectif n'était pas de renverser Kabila mais de renforcer les capacités des jeunes congolais sur la démocratie avec à la fin un concert populaire. Les services de sécurité ont mis aux arrêts les amis avec qui nous étions à Kinshasa, je parle de Fred Bauma de la Lucha, Yves Makwambala, Fadel Barro, Aliou Sané, l'artiste sénégalais Fou Malade... Le lancement de Filimbi a ainsi commencé par la répression, notre naissance c'est la répression. Et nos amis, compte tenu de la pression de leurs ambassades, compte tenu de la pression internationale, les amis de Y'En A Marre et de Balai Citoyen ont été libérés après quelques jours. Fred Bauma et Yves Makwambala ont fait 17 mois à la prison centrale de Makala. D'autres parmi

les co-fondateurs de Filimbi comme Floribert Anzuluni ont été forcés à l'exil. Mais depuis leur exil, ils ont continué à militer pour le changement, pour la vision que nous avions afin que les choses changent dans notre pays. Que signifie Filimbi? Filimbi c'est un nom, ça signifie sifflet en Swahili, une des quatre grandes langues de la Rdc, avec le Lingala, le Chiluba et le Kikongo. Filimbi est un mouvement citoyen non partisan et non-violent. Nous voulons rappeler à la jeunesse, à la classe politique congolaise que le Congo nous appartient tous, nous voulons faire comprendre à la population le fonctionnement des institutions de l'État. Nous avons la mission de faire comprendre à la population comment et où les décisions doivent se prendre dans notre pays. Nous disons le pays nous appartient à tous, nous rêvons d'un autre Congo, nous rêvons d'un Congo où la population est libre, où la population, les jeunes en particulier, est libre de manifester, où on est libre de réfléchir, on est libre de vivre tout en respectant les lois établies. Nous voyons la constitution comme l'âme de notre pays et que tout citoyen doit vraiment respecter. En 2015, il y a eu une loi, la loi électorale où on a placé un article dans cette loi qui stipulait qu'avant qu'il y ait une élection dans notre pays, il faudrait qu'on passe au recensement. Mais le Congo, avec la superficie que nous avons, avec les infrastructures que nous n'avons pas, avec les nouvelles technologies qui sont impossibles dans notre pays, nous avons vu que pour qu'il ait un recensement, il nous faudrait 20 ans, et pendant ces 20 ans là, Kabila va continuer à être Président de la République. La population, les jeunes en particulier, les étudiants, les artistes, les motards... ont eu à marcher. On a tiré sur la population, on a arrêté beaucoup et aujourd'hui encore des familles ne savent pas ce que sont devenus leurs enfants. Nous savons que le charnier de Maluku, c'est 102 activistes, de jeunes Congolais qui ont manifesté pacifiquement pour dire que nous

ne voulons pas que cette loi passe dans notre pays. Il y a eu le dialogue politique avec Edem Kodjo comme facilitateur. Cela a échoué il était décrié par la société civile. Il y a eu un second dialogue, chapeauté par les évêques catholiques, où il y a eu encore des accords et ces accords stipulaient la même chose, Kabila restait Président de la République, le Premier Ministre venait de l'opposition. Kabila n'a pas respecté l'accord, qui avait pourtant été signé par sa famille politique et par toute la classe politique congolaise, et certains acteurs de la société civile. Filimbi n'a pas pris part à ces deux dialogues. On ne dialogue pas avec un dictateur. Pour nous, le plan c'était de mobiliser la population pour que nous le fassions partir mais, la classe politique en a jugé autrement et on continue à travailler là-dessus. Le 31 décembre 2017, il y a mes amis, mes frères, camarades, compagnons de lutte qui sont arrêtés injustement parce qu'ils sont allés sensibiliser la population afin qu'elle participe à l'action citoyenne organisée par le CLC. Nous avons nos amis qu'on a arrêté, ils ont fait 5 ans à l'ANR sans visite et on ne savait même pas où ils étaient. C'est après pression qu'on a su qu'ils étaient à l'ANR. Nous avons mené des plaidoyers, et aujourd'hui nos amis croupissent à la prison centrale de Makala. Il y a eu la marche du 19 janvier où l'état a réprimé même dans une église et le prêtre a été violenté. Plus tard, lors de la marche pacifique du 25 janvier un activiste a perdu la vie dans une église. Chers amis, dans mon pays la République Démocratique du Congo, mieux vaut mille fois être un criminel qu'être un activiste. Quand vous êtes un activiste, soit vous vous préparez moralement à l'exil, soit vous vous préparez à la prison. Le cas le plus récent est celui de Rossi Tshimanga, un militant, un activiste du Collectif 2016 qui a perdu la vie parce que tout simplement il demandait au régime de respecter l'accord.

FILIMBI
R.D.C.

↳

LE VISAGE DES CITOYENS SANS NOM

Luaty :

“La genèse de notre mouvement en Angola se confond avec celle des mouvements citoyens africains notamment avec le printemps arabe. Nous partageons aussi la philosophie de lutte, ancrée sur la non-violence, la non hiérarchisation et l'outil principal de communication: les réseaux sociaux. Début janvier 2011, un citoyen anonyme lance un appel à un soulèvement populaire pacifique le 7 Mars. Moi, je l'ai ignoré, je n'aime pas suivre les initiatives de quelqu'un qui se cache. Il pouvait bien s'agir d'un piège lancé par l'appareil de sécurité de l'État. C'est la réaction démesurée du gouvernement qui m'a fait changer d'avis, et le 27 Février à une semaine de la manifestation, j'ai profité de mon invitation dans un concert de hip hop pour

appeler les gens à participer. La vidéo a tout de suite circulé sur YouTube et c'était parti pour moi, je m'étais mis sous la pluie et il fallait dorénavant l'assumer. Donc, nous étions le 7 Mars à 13 ou 14 personnes, on a été tous arrêtés (journalistes inclus) et relâchés le lendemain. Ce qui avait été conçu pour servir de leçon aux jeunes en a certes découragé quelques-uns, mais a eu l'effet inverse sur les autres. La peur des autorités armées se diluait. Depuis, nous avons organisé des dizaines de manifestations, réprimées à chaque fois avec beaucoup de violence (ce qui décourageait beaucoup d'autres à rejoindre nos activités). Nous gênions le pouvoir, même en taule nous défions l'autorité des établissements pénitentiaires. Le travail fait à la base nous a valu un grand soutien. La pression était tellement forte sur

le gouvernement qu'il a dû nous relâcher comme on se débarrasse d'une patate chaude. L'image de Dos Santos avait été irrémédiablement entachée. Il est sorti d'une manière gracieuse quand tout le monde s'attendait au pire. En dépit de l'opinion de quelques membres qui ont choisi de s'organiser dans des groupes structurés, nous avons continué à opter par une dynamique organique et nous n'avons même pas de nom. Peu importe où ils vivent en Angola, nous considérons tous ceux qui agissent pour la défense du bien-être commun et qui défient cette culture installée par la force de l'abus du pouvoir comme étant “membres” de ce mouvement, qui ne sont autres que des citoyens en quête active d'un lendemain plus souriant pour leurs enfants.”

ANGOLA



LE RAS LE BOL DE LA RÉSISTANCE CITOYENNE

Martial Panucci
Guerschom Gobouang
Charlin Kinouani :

«La terreur a dépassé les bornes. La terreur a purement et simplement dépassé les bornes. On va vous raconter quelques anecdotes sur la République du Congo Brazzaville. Les 13,14 et 15 août 1963, la République du Congo a été la première nation africaine postcoloniale à faire une révolution pacifique et non violente. Mais plus d'un demi siècle plus tard on a connu 20 ans de dictature, 20 ans de terreur, 20 ans qu'on arrête les gens car ils ont manifesté.

Il y a aujourd'hui 92 prisonniers politiques, selon les chiffres les plus récents. Parmi eux, la plus grande dame du mouvement citoyen Ras le Bol, arrêtée car elle était en train de placarder une affiche sur un mur, inscrivant «non aux procès politiques». Il y a aussi «Franck Dira» et d'autres activistes. En 2 jours, 22 personnes ont été arrêtées, torturées, ou portées disparues. Mais on ne baisse pas les bras, lorsqu'on nous arrête, le mouvement ne doit pas s'arrêter. On peut emprisonner un révolutionnaire, mais on n'emprisonne jamais une révolution. En ce moment on est en train de faire une campagne de sensibilisation pour parler des frères et des sœurs qui ont été arrêtés. Pourquoi la citoyenneté active est la solution face à la dictature.

Nous sommes face à une véritable dictature dans notre pays. L'objectif de notre mouvement c'est justement de répondre aux injustices, aux incarcérations illégales, à la souffrance du peuple auquel il manque à manger dans son assiette, aux manques d'eau et d'électricité, au pillage des ressources de notre pays par un clan, par un gang, qui jusqu'à aujourd'hui est en train de détruire le pays, qui est en train de massacrer toute une population.

Il y a des concepts qui sont propres au Congo. En 1997 il y a eu une guerre civile : 400 000 morts. Des gens qui rentraient d'exil après d'atroces souffrances, ils venaient de la RDC en face, ont traversé et ont été mis dans des containers, scellés et coulés dans le fleuve. Et vous savez ce qu'on nous a dit au procès? «On va faire un procès pédagogique». Il y avait d'un côté les accusés, de l'autre les familles des victimes, on a indemnisé pour les morts et

il n'y eu aucun coupable. Personne n'est allé en prison. C'était un procès pédagogique.

Récemment puisqu'il y a une région du Congo qui avait des vellétés insurrectionnelles, l'état a fait une guerre de prévention en bombardant ses populations. 400 villages ont été rasés, 138 000 personnes déplacées à cause de cette guerre de prévention. La seule raison, c'était de proclamer les résultats de l'élection présidentielle après qu'ils aient modifié la Constitution pour permettre à Denis Sassou Nguesso de se maintenir au pouvoir.

Nous assistons au Congo à des crimes contre l'Humanité, aux pillages des ressources naturelles. La dette publique qui avait été effacé en 2009 s'est reconstituée et en 2017, le Congo est le pays le plus endetté de l'Afrique centrale. On ne parle plus de la corruption, de la mauvaise gestion des ressources du pétrole...

Face à cela, il n'y a qu'une seule solution : que les populations comprennent que la démocratie, c'est le pouvoir du peuple par le peuple et pour le peuple. Ce n'est pas le pouvoir d'une minorité, d'un clan, c'est le pouvoir du peuple. Ce n'est pas le pouvoir de la poignée, pour et par la poignée, c'est le pouvoir du peuple et il faut qu'on se réveille. Depuis quatre ans, Ras le Bol mène des actions de sensibilisation parce qu'on prépare une révolution. La révolution ça se prépare, cela fait quatre ans qu'on est arrêté. Nos membres sont traqués partout, mais cela ne fait que nous renforcer. Finalement ces arrestations n'ont fait que grossir le nombre des membres du Mouvement. Petit à petit les gens commencent à comprendre que ce ne sont pas les arrestations, ce n'est pas comme en 1963 l'armée française qui arrête une révolution. Nous sommes en 2018 on a l'armée congolaise et ils tirent à vue.

Il faut la révolution, il faut une citoyenneté active, il faut la résistance, car nous pensons que la défiance politique est la seule solution face à la situation à laquelle nous sommes confrontés. Parce que si le peuple à la base ne comprend pas, s'il se nourrit mal, car il y a quelqu'un qui ne fait pas son travail ou qui vole l'argent, ce peuple-là ne peut pas contraindre les hommes à diriger, à gouverner comme il se doit. Voilà pourquoi nous pensons que la résistance citoyenne reste la seule solution pour mettre fin à cette dictature

qui dure depuis près de 30 ans. Pour que cela s'arrête nous pensons que nous devons nous engager mais pas de façon violente, de façon pacifique car la révolution armée causera plus de problèmes à la population que la révolution non violente. Le peuple Congolais ne peut jamais sortir de cette situation de dictature qui dure depuis 32 ans si on ne fait pas de résistance citoyenne et pacifique.

Il y a ici dans la salle quelqu'un que j'apprécie particulièrement. Aujourd'hui il vit en exil, il a été ancien coordonnateur adjoint du mouvement, il est membre fondateur du mouvement. Ce jour-là on a fait une marche pacifique pour dire non à la révision de la constitution et lorsqu'on est arrivé en face de la police, il a pris son courage pour aller raisonner le Commissaire Général de la police congolaise. C'est Ludovic.

On est venus à l'UPEC pour une chose et je commencerai par dire merci à tous les mouvements citoyens d'Afrique qui ont réagi lorsque les membres du mouvement citoyen Ras le Bol ont été arrêtés, qui ont posté des messages, qui ont fait des interventions, des conférences. Au-delà de tout cela, il faut que cela devienne la chose la plus normale qui se fasse, il n'y a pas de Congo, il n'y a pas de Congo Kinshasa, il n'y a pas de Sénégal, il n'y a que l'Afrique. Il n'y a pas 52 États, il n'y a que l'Afrique, on est un seul pays. Et au-delà de toutes les frontières lorsqu'un membre, lorsqu'un activiste est menacé dans son pays, il faut que l'on sorte manifester devant son ambassade. Ils ont tous des ambassades chez nous. On en prend acte de la même manière que l'on demande prochainement plus de réactions coordonnées, structurées, organisées pour faire flancher ceux qui injustement arrêtent, torturent, exilent les activistes. Parce que le Congo c'est 342 000 km², si tous les activistes vont en exil, plus personne ne pourra dire à Denis Sassou Nguesso «Faut arrêter, prendre sa retraite et ne pas nous imposer ton fils comme successeur. On est une démocratie, on n'est pas une monarchie».

RAS LE BOL
CONGO



TRAITS...

UNE 5ÈME VIE TRÉPIDANTE

Khadja Nin est membre du Mouvement Sindumudja. A 60 ans, elle considère que son engagement à côté des jeunes africaines est une 5ème vie.

Que fait Khadja Nin dans «ces retrouvailles de l'international des empêcheurs de tourner en rond»? Cela peut paraître inattendu pour ceux qui considèrent que l'activisme est une affaire de cadets renfrognés qui n'ont que de la rage à partager. Va écouter les paroles des chansons de Khadja Nin pour comprendre que son art a toujours nourri un engagement profond pour la justice. Sa musique a toujours sensibilisé et éveillé les consciences.

L'histoire de Khadja Nin, c'est aussi une histoire de rencontres. Celle qui l'a le plus marquée, c'est celle avec Nelson et Winnie Mandela en 2007. Lorsque vous discutez avec elle, les échanges avec ces deux monuments du don de soi reviennent souvent. Nelson l'inspire mais Winnie est le modèle. «Ce qui nous motive, c'est l'amour, pas l'amour romantique, mais l'amour de notre peuple, l'amour de notre patrie et l'amour de notre continent».

Avec les Mandela comme mentors, elle veut désormais dédier sa vie à l'amélioration des conditions de vie de ses concitoyens. Elle se démarque de la musique business devenue «sans âme» et refuse de chanter pour plaire aux producteurs cupides ou de jouer la «girl des boys band». Elle sacrifie alors une carrière au zénith, s'éloigne de l'addictive vie dorée des stars de son rang et se consacre à la vie incertaine du militantisme où les héros du jour sont lapidés le soir sur le bûcher de la calomnie et de la désinformation. «C'est à ce moment-là (rencontre avec Mandela) que j'ai arrêté la musique, car j'ai parlé de l'Afrique dans mes chansons, comme tous les artistes africains qui sont vraiment des éveilleurs de conscience. J'ai arrêté cette musique car je voulais rencontrer cette Afrique et réellement la toucher. Et cette Afrique là, ce n'était pas celle des capitales que je connaissais via la musique, mais l'Afrique villageoise.» Loin de l'Afrique des capitales africaines, ces villes rigides et sans personnalité faites de béton, Khadja Nin s'installe dans un village quelconque en Afrique de l'Ouest. Ici, elle observe et ressent la peine des femmes dont la vie sans lendemain, est à créer à chaque lever du soleil. Ces femmes qui marchent des kilomètres

pour chercher de l'eau pour la famille, qui défient le soleil pour un hypothétique revenu afin de nourrir les enfants. Ces opprimées qui ploient sous le patriarcat minutieusement organisé et savamment entretenu par des croyances et coutumes encore féodales. Khadja veut être «la bouche de ceux qui n'ont point de bouche». Aimé Césaire de Retour au pays natal dirait, «j'ai longtemps erré, je reviens vers la hideur désertées de vos plaies». Khadja Nin est née au Burundi. Elle en parle avec une affection teintée de mélancolie. On sent en elle ce spleen qui habite les femmes et les hommes marqués par le sentiment d'échec face à l'injustice d'un pouvoir dictatorial et raciste, comme le cauchemar qu'est devenu le régime de Nkurunziza.



Pour certains, la peur paralyse alors l'action et ils s'en remettent au ciel. Chez Khadja, ça fouette son ardeur militante et elle devient résistante. *«Le Burundi est un pays minuscule, pauvre et enclavé au cœur de l'Afrique. Depuis que je suis née en 1959, l'histoire du Burundi a été jalonnée par les guerres, jusqu'à ces fameux accords d'Arusha, initiés par Julius Nyerere, Mwalimu et Nelson Mandela et signés en l'an 2000.»*

Ces accords rudement négociés par ces illustres africains deviennent un acquis par le peuple burundais. Jusqu'à ce qu'ils soient violés par un Nkurunziza assoiffé de pouvoir qui choisit de réveiller les démons des différences ethniques pour éteindre ses appétits féroces. Pourtant se rappelle Khadja Nin, *«Nelson Mandela m'a dit, vos accords d'Arusha, c'est votre plus belle victoire, c'est notre plus belle victoire. Venant de Mandela c'était immense.»*

Mais pour la Mama Africa, comme l'appellent affectueusement les jeunes des mouvements citoyens, rien est encore perdu, il faut se battre. *«Aucune pyramide n'a été construite par le sommet, elle est construite à la base»,* pose-t-elle comme méthode et s'engage dans le mouvement citoyen Sindumudja (Je ne suis pas ton esclave) pour s'opposer aux dérives de Nkurunziza. *«J'étais dans mon village en train de faire mes petits projets tranquillement, quand Nkurunziza décide en 2015 de briguer un troisième mandat. Là, le Burundi se lève, le peuple Burundais descend dans la rue. Je me suis levée car j'ai une voix qui porte et je me dois de l'utiliser.»*

Sindumuja est né de cette contestation, reprenant *«les termes d'un archevêque qui parlait du 3eme mandat en disant : nous ne pouvons pas devenir ses esclaves»,* détaille Teddy Mazina, l'autre vaillant membre de Sindumuja. Il regroupe plusieurs organisations et bat le macadam pour rétablir la démocratie et sauvegarder les acquis. Teddy Mazina : *«Nous avons décidé que Sindumuja était un mouvement non violent, que nous n'allions pas répondre aux provocations de la police, que nous allions avancer les bras levés et qu'il n'y aurait aucune allusion à une appartenance ethnique, (...) nous avons réussi jusqu'à ce que l'on commence à nous tirer dessus».* Ils se replient et démultiplient les formes de lutte. Ils s'engagent contre l'oubli, documentent suffisamment de preuves sur les crimes du régime de Nkurunziza pour amener la Cour pénale internationale à ouvrir une enquête. La satisfaction de Khadja Nin?

«On a des victoires et des résultats, et pour moi notre plus belle victoire c'est qu'on ait enfermé Nkurunziza chez lui. Il est un fugitif au Burundi, il a peur, on l'a cadenassé et enfermé.»

Pour son compagnon de lutte Teddy Mazina, Khadja n'est pas seulement celle qui a accepté de mettre sa notoriété, ses connaissances et ses moyens au service de la lutte, elle est une porte voix, une clef qui ouvre toutes les portes. Elle s'est investie et s'est déplacée au niveau des institutions internationales pour que le peuple burundais ne soit pas oublié ou noyé par l'actualité. Teddy confie : *«cette dame que vous voyez là assise à côté des jeunes, elle est exceptionnelle. Elle se met au niveau de tout le monde pour faire avancer la cause panafricaine».* Khadja ne fait pas de chichi de star, pourtant elle a tout le charisme et l'élégance pour. Son allure altière rappelle les princesses d'Egypte. Artiste dans l'âme, son élégance équivaut à ses apparitions qui sont une sorte de création quotidienne dont elle seule a le secret.

Après le festival de Cannes où elle a été membre du Jury, elle arrive à l'Université populaire de l'engagement citoyen (Upec) à Dakar trépanant d'espoir, l'esprit farci de rêve d'épanouissement de son peuple. Pour elle qui est à l'orée de ses 60 ans, il y a quelque chose d'historique qui se profile lentement et sûrement avec cette génération de jeunesse africaine à l'Upec et il faut l'aider à s'affirmer. *«Commençons d'abord par nous mettre ensemble»,* organise-t-elle. Autoritaire par moment, hésitante à l'occasion, elle veille et prodigue des conseils comme une doyenne, et se met à la tâche avec une énergie juvénile.

Fadel Barro



«POURQUOI SUIS RENTRÉ DANS LA CLANDESTINITÉ »

Teddy Mazina : *«Le 26 avril 2015, Nkurunziza déclare qu'il se représente et nous descendons dans la rue. Nous avons décidé que Sindumuja était un mouvement non violent, que nous n'allions pas répondre aux provocations de la police, que nous allions avancer les bras levés et qu'il n'y aurait aucune allusion à une appartenance ethnique, car nous sommes un pays qui a des plaies encore ouvertes, où il y a eu des massacres inter-ethniques énormes. Je parle de massacre de 200 000 à 300 000 morts périodiquement tous les 20 ans. Au bout de plusieurs semaines de manifestations un coup d'état a eu lieu. Parfois les coups d'états sont du côté du peuple et parfois ils sont contre le peuple. Et là nous n'avons pas su d'où il venait et nous étions mal préparés. Nkurunziza était à l'étranger, il est revenu et a repris la répression de plus belle. En 24 heures quatre radios libres ont été brûlées, dont une devant mes yeux. En une semaine cent cinquante journalistes au moins ont quitté le pays. En quelques mois nous en étions à trois cents journalistes en plus des quelques milliers de réfugiés. En quelques mois jusqu'à décembre environ nous avons un à deux milliers de personnes tuées et assassinées par les balles de la police que nous pouvions répertorier. A ce moment-là, je rentre en clandestinité quand les autres partent. Je reste alors au Burundi, mais personne ne sait que j'y suis. C'est à ce moment-là qu'on se met à documenter tout ce qui se passe concernant les violations des droits humains, car étant photographe je ne pouvais plus prendre de photos. Donc tous les Sindumuja de terrain essayaient de donner l'info, de la recouper de la faire monter à tous les autres membres de la société civile et aux radios, notamment celles qui avaient brûlées et qui étaient parties se recréer au Rwanda. Donc on avait encore deux radios et une télévision, qui fonctionnent à l'étranger encore aujourd'hui et qui émettent sur WhatsApp. J'ai fait 15 mois de clandestinité et j'étais fatigué. Ils ont tué un collègue à moi. Cela fait deux ans qu'il est mort. Je suis sorti, comme on le dit chez nous, à dos de crocodile. Et je suis passé à la deuxième phase de plaidoyer. Dans un pays verrouillé avec 6000 prisonniers au Burundi, le cloisonnement de Nkurunziza est déjà une victoire.»*

SINDUMUJA
BURUNDI

ENGAGEMENT CITOYEN ET DÉFIS DE LA GOUVERNANCE AU TCHAD

BERTRAND SOLLOH

“L’indépendance du Tchad de 1960 à 1975 se déroula sous un premier président, Ngarta Tombalbaye, qui fut tué lors d’un coup d’État. De 1975 à 1990, ça n’a été que des guerres, ce qui n’a pas permis à la société civile d’émerger comme dans d’autres pays. De 1975 à 1978, dans la capitale de notre pays, il y avait 11 factions rebelles au point même que l’ONU nous avait déclaré un «État néan». À partir de 1980, l’arrivée au pouvoir du Président Habré a permis une relative stabilité pendant huit ans. Il a été renversé en 1990. Nous avons depuis le même président, Idriss Déby Itno. Le mouvement Iyina est né en décembre 2015 à la veille des élections présidentielles dans un contexte socio-politique complexe. Le mouvement a deux missions : Mettre fin à un système qui a duré plus de 50 ans : nous avons l’impression que tout le monde pense qu’il suffit de prendre les armes pour prendre le pouvoir et s’y installer. Redonner à la population civile, aux citoyens la possibilité de décider de leur sort et de confier à celui qu’ils choisiront. Malheureusement en 2015 nous n’avons pas eu le temps de bien nous organiser pour sensibiliser et former la population à prendre son destin en main car nous n’avons fait que des va-et-vient en prison pendant l’intervalle de ces deux années. Ce qui nous a empêchés de bien travailler. Néanmoins en 2016 avant l’élection du 10 avril, alors que tous nos responsables de la société civile étaient en prison, nous avons réussi à organiser des journées villes mortes, ce qui a envoyé un message fort des populations au gouvernement. Lors de la proclamation des résultats, nous avons été pris systématiquement par l’armée, qui a encerclé toutes les villes pour donner les résultats. En 2017, la définition même de la nouvelle loi contre le terrorisme vise directement nos activités. Cette «atteinte aux institutions de la république» c’est-à-dire, les casses et autres, peuvent être qualifiés d’actes terroristes. On ne peut pas non plus obtenir d’autorisation de rassemblement, car la constitution nous donne uniquement le droit de mener des actions purement pacifistes, d’où nos sifflets citoyens, les journées villes mortes, les journées de port d’habits rouges, pour signifier notre mécontentement à l’encontre du gouvernement. Cela nous a valu des enlèvements, des séquestrations dans les prisons de l’Agence Nationale de Sécurité de quelques semaines à plusieurs mois avec suris pour mes camarades et moi. Nous sommes retournés nous asseoir avec le port d’habits rouge devant chez nous et siffler pendant 5 minutes pour clamer notre mécontentement. Douze personnes ont là encore été condamnées. Mais ce n’est pas un échec, car le camp adverse a peur que nous portions des habits rouges et que nous sifflions.”

KAINA NADJO

“Il convient de rappeler qu’Idriss Déby en 28 ans de pouvoir n’a jamais autorisé une seule marche de la société civile ou de l’opposition politique. Sauf pour le parti au pouvoir ou pour soutenir les actions du Président. Si on l’arrête, le procureur n’est pas informé, c’est le Président seul et c’est la garde présidentielle qui l’arrête et te torture. Si on vient se plaindre auprès du ministère de la justice, il dit je ne suis pas au courant car cela ne relève pas de mes compétences. Idem chez le Premier ministre qui dit ne pas être au courant. Nous sommes retombés dans les mêmes années sous la dictature d’Hissène Habré. Impossible de manifester. Par ailleurs, le pouvoir vient de signer l’ordonnance pour demander à toutes les plateformes de suspendre les autorisations des organisations de la société civile d’ici six mois. Elles n’auront alors plus le droit d’exister officiellement. C’est clairement une volonté d’empêcher leur fonctionnement. Comme nos amis du Burundi et du Congo, notre situation est très compliquée, mais ici c’est avec la bénédiction de la France et de la communauté internationale qui accompagnent Déby. Ils vous disent clairement que les droits de l’Homme ne sont pas une priorité, aujourd’hui c’est la lutte contre le terrorisme. Déby peut donc faire ce qu’il veut. Nous avons aujourd’hui un appui de taille, des artistes qui au début ne s’intéressaient pas aux mouvements citoyens, aux luttes, des personnes comme Croquemort.”



IYINA TCHAD

CROQUEMORT

“Iyina quand c’est arrivé c’était un jeune mouvement et il y en avait plusieurs, j’étais à cheval entre la diaspora et le Tchad. J’étais avec la diaspora qui faisait une petite guerre aux activistes du terroir. La diaspora peut se révéler fort utile, mais il y avait un problème de discours. Quand vous quittez votre pays et que vous êtes en exil politique, vous ne pouvez pas exiger de ceux qui sont restés au pays de sortir se faire massacrer. C’est comme cela que j’ai rompu avec la diaspora pour rejoindre le mouvement Iyina. Activiste isolé cela n’existe pas et c’est comme cela que j’ai rejoint Iyina. À chaque fois que je dis à Kaina on va se voir au Tchad, dès que j’arrive il est en prison. Cela fait quatre fois qu’il est emprisonné et la dernière fois, tous ses camarades de lutte l’étaient également. Les artistes publics ne vont pas aussi facilement en prison, je n’ai jamais été interpellé, ni reçu de convocation, même si cela ne veut pas dire que c’est aussi libre que cela, mon dernier concert programmé avec Iyina a d’ailleurs été annulé par les autorités.”

CONCERNANT INTERNET

Et aujourd’hui depuis 6 mois, il y a des coupures d’internet. Il faut rappeler que la connexion au Tchad coûte extrêmement cher. Et quand la connexion est coupée, il faut contourner avec un VPN. Nous avons essayé d’écrire aux Nations Unies, à Internet Sans Frontières, nous menons un plaidoyer et nous demandons si les autres mouvements peuvent nous appuyer dans ce sens car c’est la violation de l’article 27 de la constitution au Tchad portant sur la liberté d’expression. La question du pouvoir accordé aux services secrets, de pouvoir arrêter et de détenir sans un jury, c’est exceptionnel au Tchad.”



LA NAISSANCE D'UN SOFA

Master Soumy : «J'ai commencé la musique en 1996 en montant mon premier groupe avec des camarades de classe et nous avons continué ensemble jusque dans les années 2000, quand certains ont dû arrêter car les parents étaient opposés à ce que l'on fasse du rap. En ce temps les rappeurs étaient considérés comme des délinquants et des jeunes ratés qui veulent ressembler à des américains.

J'ai continué souvent dans la clandestinité, je me cachais pour faire mes répétitions par rapport à mes parents car ils pensaient que cela pouvait être un obstacle aux études. Malgré tout j'ai persévéré jusqu'à l'université. C'est en 2007 que j'ai sorti mon premier album qui s'appelle TOUNKARANKE «l'immigré, l'aventurier» en Bambara.



J'y parle de l'immigration en général et de celle considérée comme clandestine et irrégulière. Je parle également du rôle des aventuriers Maliens qui vivent à l'étranger et de leur contribution dans le développement du Mali, car beaucoup de familles vivent de ces aventuriers, surtout dans certaines régions du Mali.

Deuxième album en 2009, Soonsoiribougou, «bidonville» en Bambara. Le troisième album en 2011 qui s'appelle Saraka, le sacrifice. Le 4ème en 2016 s'appelle Gweleka qui signifie sur le mirador, sorte de banc traditionnel sur lequel les sages du village viennent se regrouper (chef de village, conseiller, chef de famille...) pour parler des problèmes du village et les résoudre. J'ai fait cent singles qui ne figurent pas sur des albums car par rapport à la situation au Mali chaque 2-3 mois je fais un morceau pour résumer un peu l'actualité. C'est d'ailleurs ce qui m'a amené à prendre contact avec le frère Xuman du Sénégal, pour faire le journal rappé au Mali. J'en suis à huit numéros qui se font de façon mensuelle et bientôt bimensuelle. La musique engagée que je fais en disant des vérités crues, en dénonçant les maux et tares de la société

tels que la mauvaise gouvernance, l'injustice et l'inégalité sociale et la corruption et le népotisme. Toutes ces formes d'injustice minent le développement de notre pays et compromettent la consolidation de notre démocratie. Cela m'amène de plus en plus sur le terrain de l'activisme. L'année du coup d'État du 22 mars 2012, nous nous sommes appelés, camarades de tous bords, animateurs, journalistes, acteurs de cinéma... nous avons formés les Sofas de la République (soldats/guerriers de la république). Ce collectif avait comme slogan «ça suffit» les coups d'états en Afrique, ça suffit les politiciens corrompus, les populations inactives et passives, les militaires affairistes... Nous avons mené plusieurs actions notamment une campagne de sensibilisation : «ma carte d'électeur, mon arme», quarante conférences populaires à Bamako et dans les capitales régionales et des concerts dans lesquels on incitait les populations à aller retirer leur carte d'électeur et en leur parlant aussi de l'importance du citoyen dans le processus électoral.

Cette campagne a été soutenue par l'ambassade des États Unis. Ce fut un grand succès pour nous, car partout où nous sommes allés, des candidats favorisés sont tombés lors des législatives car nous avons dit aux citoyens de ne pas troquer leur voix contre des billets de 5000/10 000 CFA. Car quand vous prenez 5000 CFA à quelqu'un vous allez confier votre avenir pendant cinq ans à cette personne.

A côté de cela j'ai continué à conscientiser à travers la musique, qui est un des meilleurs vecteurs de communication. Nous sommes un peuple d'oralité où les gens ne savent pas lire.

Je suis membre fondateur de la plateforme Antéabana, la plateforme Touche pas à ma constitution. Ce projet de réforme initié par le gouvernement malien, nous l'avons considéré comme une imposture, une révision inopportune et même une insulte à l'endroit du peuple malien. Notre constitution du 25 février 1992 dit qu'il ne saurait y avoir de révision constitutionnelle lorsqu'une partie du territoire est occupée. Or, tout le monde sait qu'une grande partie du territoire malien échappe jusqu'à présent au contrôle de l'État malien.

Il y a avait également d'autres initiatives

comme un projet de Sénat que je considère comme la création d'une nouvelle bourgeoisie. Or le Malien a besoin d'eau potable, de services de santé adéquats, que ses enfants aillent à l'école, de plus de moyens pour son armée et ses forces de défenses et de sécurité. Nous avons dénoncé cette révision constitutionnelle et cela a été un mouvement spontané qui a regroupé la majeure partie des associations de la société civile. Il y avait des partis politiques de l'opposition et tous les leaders d'opinion qui se sont opposés à cela. Nous avons fait un bloc et à travers des manifestations, nous avons fait sortir des milliers et des milliers de Maliens. Le président a suspendu cette révision constitutionnelle. Je suis fier d'avoir été un vice-président de cette plateforme car un artiste est engagé lorsqu'il arrive aussi à quitter la scène de la musique pour aller se joindre à ses frères et sœurs pour mener des combats d'intérêts communs capitaux. Je suis toujours présent aux côtés des associations de la société civile et également quand il s'agit de faire des dons de sang à nos militaires qui sont au front et qui se battent pour la sauvegarde de l'intégrité territoriale du Mali.

Concernant les élections qui se profilent à l'horizon j'appelle à la transparence, à des élections crédibles sincères et apaisées. Je suis dans cette dynamique de veille.

L'UPEC

Ma présence est pour moi une fierté et cela renforce ma motivation, le combat que je mène au Mali. Je connais certains mouvements que je rencontre dans des festivals, mais là on peut partager des expériences, c'est un lieu de renforcement en termes de capacités intellectuelles, en termes de connaissances de ce qu'on mène comme combat et ce qu'on peut faire pour aider sa communauté. Il faut que le réseau de l'UPEC puisse appuyer ceux qui n'ont pas la facilité d'expression dans leur pays, il y a beaucoup de pays où les gens sont muselés intimidés et persécutés. Personnellement j'ai reçu des menaces de mort pendant la réforme constitutionnelle mais cela ne m'a pas empêché de continuer, car je sais que je peux contribuer à faire changer les lignes. Donc il faut encourager tous ces jeunes qui sont venus de partout de l'Afrique."

LES SOFAS DE LA RÉPUBLIQUE
MALI



POLITIQUE OU APOLITIQUE? LE BUG DES MOUVEMENTS CITOYENS



Valséro :

«Quand je suis venu, j'avais écrit sur mon papier, que je parlerai de la crise anglophone et que je m'attarderai à un moment sur l'immigration irrégulière en Afrique. Mais je viens du Cameroun et j'ai la lourde charge de représenter non pas seulement mon organisation Our Destiny, mais Jeunes et Forts également. C'est du deux en un, je dois vraiment faire attention. Quand je suis rentré au Cameroun, j'étais en train de me dire que c'est comme si tu avais un patient qui a le cancer en phase terminale et tu décides de l'amener dans un centre de santé de la brousse. Parce que c'est quand même compliqué la question anglophone. La crise anglophone au Cameroun est un sérieux problème. Mais je doute de la capacité des mouvements citoyens à m'apporter la moindre des réponses. Je peux me plaindre comme les Comores, comme le Congo mais c'est totalement pareil. Donc, permettez qu'on évacue rapidement la place de la plainte et essayons de nous poser la question fondamentale : quelle est la place des mouvements citoyens dans la solution?»

Quelle est la place des acteurs des mouvements citoyens dans l'équation solution? On essaie de régler un problème politique mais en étant apolitique. Ça bug un peu non?

On est le seul continent où l'expression «je ne fais pas de politique» existe encore. Il n'y a qu'en Afrique où les gens se sont divisés en disant «eux ils font de la politique c'est des politiciens et nous on est des Zorro et on menace les politiciens». Cette situation confortable fait qu'à un moment, vous avez atteint la date de péremption les amis! C'est ça le problème. Tous les jours, tout ce qu'on mène comme actions sont des actions politiques, des revendications, du contrôle citoyen. On occupe même l'espace public et politique par notre présence. On est même plus présent que les politiques qu'on appelle politiciens. On est dans la presse, à la radio, à la télé, on a des pages YouTube, des pages Facebook, qui font des millions et des millions de vues, on est partout. Pendant que le maire de Yaoundé n'a pas 10 likes sur son truc

à lui.

On est devenu un problème la famille. Parce que une fois que vous avez occupé cet espace, et que comme vous aimez bien le dire, vous avez sensibilisé le peuple, éduqué le peuple, et mis le peuple au niveau auquel vous pensez qu'il doit être; vous disparaîsez comme des lâches au moment où il faut faire de vrais sacrifices. Le vrai sacrifice, c'est de se mettre au service. C'est de dire OK, ces mecs n'ont pas bien fait le travail, c'est à nous de faire le travail. C'est où leur collège d'éducation politique? Nous c'est dans la rue. C'est ce qu'on fait, on apprend à travailler pour être l'alternative politique.

Les acteurs des mouvements citoyens s'entraînent, même sans s'en rendre compte, à être l'alternative.

Et au dernier moment, les mecs te sortent l'astuce confortable du gars qui vient d'avoir son bon financement : «je ne fais pas de politique». Maintenant qu'il a tout organisé, Zorro a décidé que le Président doit partir.

Il peut aller se coucher tranquille, et au prochain qui va venir, s'il n'est pas content, il ressort la ceinture. Quelle lâcheté les amis! C'est même de la vanité! C'est très vaniteux de se lever et de croire qu'on a ce pouvoir. Je me suis inquiété. Je me suis vraiment inquiété en disant si jamais moi je suis le peuple, chaque fois que je croise Fadel Barro dans la rue, je lui dis je voterai pour toi. Oui, parce que le gars il m'occupe l'espace. Le gars il s'occupe de mon nom, de mon téléphone, de mon eau, mon électricité... et au moment où je dois aller voter, je ne le vois pas comme candidat. Et je bug.

Les amis, pour changer l'Afrique, il faut que nous changions. Ici, il a été beaucoup questions de techniques pour lutter longtemps. J'ai écouté un grand professeur hier et il disait qu'il fallait mettre sur pied des mécanismes pour lutter longtemps. Mais, Paul Biya, lui il est au pouvoir depuis 35 ans. Tu veux lutter longtemps? Je te souhaite bonne chance! Si jamais tu as cette force là, je te souhaite bon courage. Mais comment vous faites pour rester longtemps? Vous faites des compromis! Et plus tu dures longtemps, plus tu fais de compromis et à la fin tu marches dans la rue et on te dit, «Ne marche plus avec les Y'En A Marre ils ont déjà trop l'argent, nous on les soupçonne déjà de collusion». Parce que c'est ce qu'on dit dans votre dos. À force d'être resté tellement confortable dans cette situation de confort et de contestation, les gens se disent que vous vous foutez vraiment de leur gueule. On est un problème la famille. On est un vrai problème! Parce qu'on a peur de faire le travail. Il faut arrêter de dire qu'on ne fait pas de la politique. Les mouvements sociaux, à mon humble avis, je peux me tromper, ne sont pas un mécanisme pour apprendre comment est-ce qu'on fait pour faire partir un dictateur mais c'est une école fondamentale où l'on apprend à être les leaders de l'Afrique de demain.

Vous voulez savoir comment résister? Mais, c'est vous les leaders de demain, c'est vous qui devez être maires, députés ou ministres, c'est vous qui devez vous mettre devant ces jeunes pour dire : «maintenant, allons construire l'Afrique de demain».

Mais non, vous faites le travail, vous parlez à la jeunesse, vous l'éduquez, vous la sensibilisez et elle croit en vous, mais au moment de traduire tout ce travail en résultat électoral, zéro, rien, parce que le bâtard de Valsero là il n'ose pas se présenter comme maire. On a un tout petit peu peur et c'est ça le problème, c'est plus facile de faire Zorro que de faire l'idiot de service, le concierge de la maison. Je tenais à partager avec vous cela les amis. Si je me mettais à vous dire qu'il y a la crise anglophone au Cameroun, il y a plein de gens qui sont en train de mourir dans le Congo...ça ne servirait à rien.

Je ne compte pas régler mon problème avec une déclaration. Parce que mon Président lui il se torche avec les déclarations.

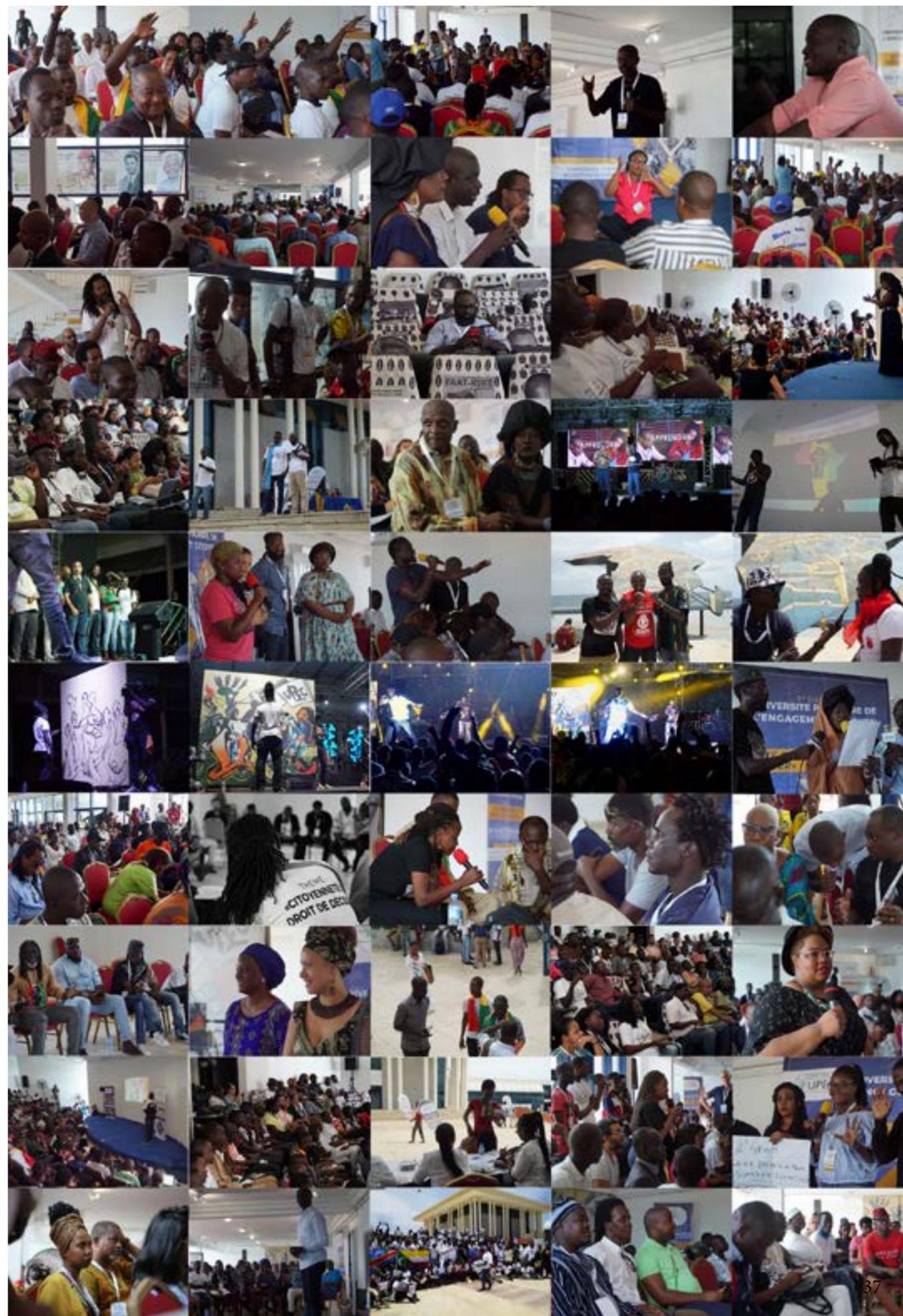
D'ailleurs, vous pouvez écrire autant de déclarations que vous voulez mais il faut peut-être arrêter de croire qu'on va tout régler avec une déclaration. Il faut se mettre au taquet les amis. Je vous promets, on ne peut pas faire cette université où chacun vient partager ses stratégies de lutte, pour que nous aussi on apprenne comment lutter longtemps et tout ça, non! Pour moi, il s'agit de voir à quel moment la jeunesse africaine doit être une réelle alternative humaine. Mais les mecs je vois vos CV : «J'étais en séminaire à Paris puis la suivante à Bruxelles...» mais vous êtes devenus plus dangereux que les autres politiciens. On me dit «si Valsero veut devenir maire il doit laisser le mouvement de côté. Si Fadel Barro veut devenir préfet il doit d'abord

quitter le mouvement, il ne doit même pas amener le mouvement dans ses choses là». Vous vivez où les mecs? Mais vous vivez où? C'est pour en arriver là? C'est pour cela qu'il fait Y'En A Marre, c'est pour cela qu'il se tape les pieds dans la rue, c'est pour en arriver là?

Si on veut vraiment offrir à l'Afrique quelque chose de nouveau, des gens décolonisés, des gens émancipés, il faudra à tout prix qu'on offre à l'Afrique des dirigeants émancipés.

Et pour cela, il faut qu'on soit prêt à faire nous même ce sacrifice. Mais si on croit toujours qu'on va attendre le prochain Kabila, il y a un problème. De toute façon, les amis, vous ne faites que de la politique, c'est pour ça que vous êtes dangereux! Vous êtes dangereux parce que vous ne faites que de la politique et tous les jours vous dites que vous ne faites pas de la politique. Je ne sais même pas comment intellectuellement vous réussissez à supporter ça? Comment vous comprenez même ça? Est-ce que ça ne bug pas dans vos têtes? Mais parce que c'est confortable, c'est trop confortable : passeport plein, tu voyages, tu regardes le monde c'est parfait t'as des amis magnifiques, tu peux serrer la main à Khadja Nin, même si tu viens de ton village, il suffit juste que tu sois un lutteur quoi! Nous on a déjà trop lutté pour continuer de construire des lutteurs. Essayons de devenir des bâtisseurs les amis. Soyons la solution. Parce que c'est nous l'Afrique c'est pas les murs, l'Afrique c'est ses enfants, c'est le sang qui coule dans ses veines c'est pas des slogans. Arrêtez de vous prosterner devant les images des héros du temps passé et soyez les héros de votre temps."

OUR DESTINY
CAMEROUN



PANAFRICANISME ET MÉMOIRE



Claudy Siar :

«Je suis un Afrocaribéen de la Guadeloupe, né à Paris. Mes parents sont nés en Guadeloupe. J'ai vécu durant mon adolescence dans un petit village de Haute Provence, où celles et ceux qui m'ont élevé étaient des vigneron et sont aujourd'hui mes parents. Ils sont blancs, mes parents biologiques sont décédés, donc ce sont eux aujourd'hui mes parents.

Je suis le fruit de la terre qui m'a vu naître et qui me voit grandir. C'est la même chose pour chacun d'entre nous. Mais le socle de mon identité, c'est mon africanité. C'est comme cela que j'ai été élevé. Certains me disent parfois «Claudy tu as un amour démesuré pour l'Afrique». Et je réponds que je n'ai pas un amour démesuré pour l'Afrique, je suis aussi une part de cette africanité. Donc je suis moi. Je ne joue pas un rôle, je suis moi.

L'Africanité, elle est sur le continent évidemment. Elle est également sur la terre de mes parents, qui est ma terre guadeloupéenne. Si certains d'entre vous ont déjà foulé les terres des Caraïbes, ils sauront à quel point ces terres-là, souillées par le crime de l'esclavage, souillées par le crime de la domination, par les viols, par les fers de la servitude, ils sauront que ces terres-là ne sont pas des terres ou anglophones ou francophones ou hispanophones : ce sont des terres africaines.

Allez voir les visages des uns et des autres et vous entendrez, vous comprendrez. Vous entendrez dans les créoles, certains mots qui ont certes une autre signification, mais qui sont des mots de ce continent. Vous verrez les attitudes des gens dans leur manière de marcher, de parler, de se comporter et vous verrez cette africanité.

Je suis cela et je n'ai pas adopté une identité. La force qui est la mienne et qui est probablement la vôtre aujourd'hui, c'est de pouvoir regarder le monde à 360 degrés, grâce à ces cultures qui nous animent et qui font de nous ce que nous sommes. Certes la colonisation a fait de nous des francophones, des anglophones, mais certains d'entre vous n'ont pas oublié leur langue, les langues maternelles, les langues du continent. Et cela vous rend plus riches et pas dominés.

Avant d'évoquer le panafricanisme, et c'est le propos qui est le vôtre dans vos pays et pour cette université populaire, nous allons évoquer notre résistance, notre combativité pour l'émancipation. Nous sommes des peuples qui depuis des siècles sont toujours en résistance, toujours en train de se battre, et toujours en lutte.

Nos deux frères de la LUCHA devaient normalement avoir une autre jeunesse, Luc Nkulula* n'aurait pas dû mourir et d'autres qui sont emprisonnés, torturés et qui ont perdu ce qu'ils ont de plus précieux dans l'existence : la vie. Ils n'auraient pas dû en être privé, ils auraient dû pouvoir effectuer leurs études, pouvoir rêver, rêver de choses complètement folles. Et ils sont obligés de lutter encore et encore.

Et ce n'est pas normal dans l'existence d'un être humain, d'avoir vu ses parents lutter, de savoir que ses grands-parents ont lutté, que les ancêtres ont lutté et d'être obligé de lutter encore et de savoir surtout et c'est peut-être ce qu'il y a de pire et qui pourrait être décourageant pour certains, de savoir que les enfants devront encore lutter, tout comme les petits enfants devront encore lutter.

Aujourd'hui, quand on parle de panafricanisme, certains sont arcbutés ou ne voient que nos personnages, aussi important soient-ils, totémiques, ne voient que ce panafricanisme-là. Ils ne calquent leur lutte que sur le panafricanisme du début du XXème siècle, de celui des années qui ont précédé ou suivi les indépendances. Ils pensent qu'être panafricain, avec tout le respect que nous avons tous pour nos grands, pour ceux qui ont lutté, ils pensent qu'être panafricain, c'est juste rappeler encore et encore les propos de Césaire, les propos de Léon-Gontran Damas, d'Amadou Hampâté Ba et bien d'autres. Ce panafricanisme-là doit être un socle pour nos luttes, il doit nous construire, il doit nous permettre d'apprendre et de comprendre. Mais les panafricanistes aujourd'hui ont une mission bien plus grande et bien plus violente, bien plus

difficile. Ils ne sont pas juste là dans une logique de dire nous voulons l'indépendance, nous voulons une forme d'émancipation.

Ils doivent également structurer les Etats, parler de justice, penser à l'éducation, penser à la conception que les citoyens ont de leur nation et des autres concitoyens, faire un travail sur les mentalités. C'est un travail herculéen. Qui peut se dire aujourd'hui nous allons arriver au bout de la lutte, si ce n'est qu'en étant animé d'utopie?

Certains n'aiment pas ce mot, mais c'est avec les utopies que ce monde a été construit et c'est avec les utopies que l'on a vu tomber les pires barbaries. Le panafricanisme ce n'est pas que la contestation, Felwine Sarr, l'a dit tout à l'heure et les actions que vous menez les uns et les autres le prouvent évidemment. Le panafricanisme n'est pas juste le combat des peuples d'Afrique. C'est le combat de la dignité humaine et de l'espèce humaine. Nous devons être l'autre. Un panafricain doit être aussi un Palestinien. Il doit aussi penser à la lutte des Vietnamiens à l'époque de l'Indochine, puis à celle des États-Unis jusqu'en 1975. L'Algérien qui lutte pour sa liberté. Le panafricaniste doit être le Rohingya. Il doit être l'autre, il doit être le plus vulnérable, celui qui souffre, parce que l'Afrique est le berceau de l'humanité et de la civilisation. Nous sommes l'Humanité. La France a remporté la coupe du monde. J'étais très heureux car je suis de nationalité française. Je n'aime pas le foot, mais je trouve que c'est une victoire plutôt intéressante, car dans une Europe qui n'arrête pas de stigmatiser les migrants, entendons-nous bien les migrants noirs et arabes, ou venus du Moyen et de l'Extrême-Orient, s'ils sont perses, afghanis ou bien d'Iran. Une équipe de France composée de Français ayant des parents venus d'ailleurs remporte cette coupe du monde. Cela ébranlait des réflexions des uns et des autres. Puis, il y a eu quelques blagues qui disaient c'est l'Afrique, c'est une équipe africaine, puis ça a été : l'Afrique a gagné la coupe du monde. Et là je n'ai pas souri parce que c'est bien la France qui a gagné la coupe du monde. Obama a dit à ce propos «Ils ne sont peut-être pas tous gaulois, mais ils sont tous Français». Imaginer que l'Afrique réclame toutes les victoires des Afro-américains.

Dire Jay-Z est congolais, ivoirien, de même pour Usain Bolt... Pourquoi ne dit-on pas : il est Africain avant d'être Jamaïcain? Est-ce parce que ces noirs-là sont des descendants d'esclaves?

Est-ce parce que sur le continent, il n'y a toujours pas une journée officielle à la mémoire des millions d'Africains déportés? Cela fait plus de 15 ans que je tente avec l'Union Africaine, avec les différents États de leur dire : c'est une question de dignité que de rendre hommage à ces millions d'Africains suppliciés dans les fers de l'esclavage, que d'instaurer une journée de mémoire de ces ancêtres, mais également à la mémoire des victimes de la colonisation et de toutes les colonisations à travers les âges et à travers le monde.

Nous ne pouvons pas, sur un continent où nous avons le culte des ancêtres, oublier ces millions d'Africains déportés. Nous devons créer une véritable alliance, mais cette alliance ne s'arrête pas aux descendants d'esclaves, elle s'étend à toutes les victimes de la colonisation à travers les âges. Nous devons pouvoir dire, comme Cheikh Anta Diop, je résume sa parole, nous pouvons tous ensemble, quelle que soit la couleur de notre peau, construire une grande civilisation plutôt que de sombrer dans la barbarie.

Lorsque je découvre une vidéo de CNN montrant la traite humaine perpétrée en Lybie, je fais à mon tour une vidéo. Une heure après je vois le nombre de commentaires haineux alors je décide d'organiser cette manifestation à Paris le 18 novembre pour alerter le monde sur ce qui se jouait. Je parle de crime contre l'humanité, car c'est un crime contre l'humanité qui est perpétré en Lybie, contre notre jeunesse, contre nous en réalité. Le président Issoufou* est le premier à réagir. Il fait un tweet en disant «Je suis choqué».

C'est inadmissible. On ne demande pas à un chef d'État d'être choqué. On lui demande de dire : «Je demande une réunion immédiate de l'Union Africaine», ou bien «Allons chercher ces jeunes en Lybie», «Restaurons leur dignité». Il aura fallu attendre le 22 novembre 2017 pour qu'un chef d'État s'exprime avec dignité, pour que le Président français Emmanuel Macron qualifie ces actes de «crimes contre l'humanité».

Même si l'Europe est responsable, car elle finance la Lybie et elle est une des actrices de sa déstabilisation, il aura fallu que ça soit un chef d'État français qui parle de crime contre l'humanité.

Emmanuel Macron était ensuite à Lagos pour le lancement de «2020 année des cultures africaines», saison Afrique en France, et je l'ai vu au lycée Français, j'étais avec Angélique Kidjo, je l'ai vu parler à ces jeunes en leur disant : «le monde vous appartient, allez-y battez-vous, c'est vous

qui pouvez changer les choses». Alors je dis à Angélique, c'est impressionnant ce qu'il dit. Les jeunes le regardaient comme un messie ; et une heure après, j'étais extrêmement triste, car c'est à un chef d'État Africain de parler comme cela à la jeunesse. Imaginer Trump disant cela en France, il n'aurait pas eu le temps de parler qu'on l'aurait déjà chassé.

Qui sommes-nous devenus pour que nous demandions à d'autres de faire en sorte que le fonctionnement de nos pays soit différent?

Mandela disait : «ce qui est fait pour nous, sans nous, est en réalité contre nous». Soyons des êtres actifs. Je demande que, dans la déclaration de l'UPEC, soit qualifié de crime contre l'humanité ce qui va probablement devenir une réalité pour nos jeunes qui quittent leur pays en pensant que leur avenir est ailleurs. L'Europe a décidé de façon presque unilatérale de construire des camps dans le sud libyen pour stopper les jeunes. Ces camps sont des camps de concentration, où l'on décide des droits qu'auront ces jeunes. Et nous ne savons pas quand ils pourront en sortir.

Circuler est donc devenu un crime?*



GÉNÉRATION CONSCIENTE



*Militant de la LUCHA retrouvé mort à son domicile à Goma (RD Congo) le 10 juin 2018 après un incendie que la LUCHA qualifie de criminel.

*Mamadou Issoufou, actuel Président du Niger depuis le 7 avril 2011.

À L'ASSAUT DES IMAGINAIRES DE L'APARTHEID



Chumani Maxwele :

«J'ai grandi dans une région rurale de l'Afrique du Sud, dans la province d'Eastern Cape, à Mthatha. Aujourd'hui, quand les gens parlent du mouvement rural ou de population rurale, ils parlent de moi et du rôle des jeunes, tant ruraux que urbains. C'est cela qui est intéressant.

L'ÉMERGENCE DE RHODES MUST FALL EN TANT QUE MOUVEMENT SOCIAL.

Comme vous le savez tous, en Afrique, nous sommes confrontés aux problèmes particuliers qui découlent de l'impérialisme et du colonialisme, mais aussi, dans le contexte sud-africain, du système de l'apartheid. Chacune de ces périodes nous ont marqués, étant donné l'oppression subie en tant que peuple et particulièrement en tant que peuple noir. Tout le monde connaît l'oppression psychologique profonde qui a résulté du projet de l'apartheid. Aujourd'hui, en tant que jeunes Sud-Africains, en particulier en tant que jeunes Sud-Africains, nous sommes en train de sortir de cela. Rhodes Must Fall est précisément le fruit de la jeunesse issue des universités considérées comme des «universités blanches». Pendant l'apartheid, l'université était uniquement réservée aux blancs. A partir de 1994, quand nous sommes entrés dans le projet démocratique, nous y sommes entrés avec beaucoup d'espoir et avec un projet à long terme pour la démocratie. Mais lorsque nous sommes arrivés à l'Université du Cap, nous nous sommes

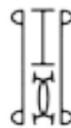
rendus compte que l'Université elle-même n'avait pas changé. Alors l'un de nos défis en tant que jeune génération a été d'identifier notre lutte et de situer les enjeux. Nous l'avons fait en nous inscrivant dans la lignée de nos aînés, et dans notre longue tradition de luttes pour l'émancipation.

Le camarade Samora Machel dit toujours : «la lutte continue». Puis il ajoute : «contre quoi?» La notion de «la lutte qui continue» est présente dans l'histoire des noirs en Afrique, mais la question centrale est toujours : «contre quoi?»

Et la question «contre quoi?» résonne de manière singulière pour une génération donnée. Franz Fanon parle clairement du rôle spécifique de chaque génération. Cette génération, dit-il, doit découvrir sa mission, puis la remplir ou la trahir. Notre mission, telle que nous l'avons vue, était un problème de discrimination du fait que nous ne pouvions pas payer les frais de scolarité. Notre mission était aussi d'identifier et de réaliser qu'en réalité, nous nous trouvions toujours dans le cadre colonial blanc qui est celui de l'Université du Cap. L'université est en effet toujours dirigée par des blancs, l'économie de notre pays est toujours dirigée par des blancs. En Afrique du Sud, Cécile John Rhodes a détruit des générations entières – au moins trois générations – à travers le processus d'exploitation minière. Il a détruit nos parents, nos grands-parents, qui ont travaillé dans les gisements miniers et n'ont jamais reçu d'éducation. En regardant l'histoire de notre peuple, nous avons conclu qu'il s'agissait de «la» personne qui pouvait symboliser notre lutte. L'Université du Cap a beaucoup célébré Rhodes. Sa statue a été érigée sur un monument en face de l'université. Rhodes est partout au Cap mais aussi à Johannesburg, Free State... Pour nous, il était clair qu'il était lié à notre oppression. Comment Rhodes Must Fall a-t-il commencé? Les jeunes ont répondu présent. Ils se sont réunis et ont intégré le mouvement. Nous n'avions jamais pensé que les jeunes noirs et blancs de l'Université du Cap seraient en mesure de rejoindre un mouvement de masse de nature très politique. On entend toujours dire que les gens sont pathétiques, que

les gens ne sont pas prêts, que les gens ne seront jamais prêts. En tant que militant, vous devez savoir que les gens ne seront jamais prêts ! Vous devez donc commencer quelque part. Et «commencer quelque part» signifie en réalité que c'est vous en tant que personne que vous devez être prêt à sacrifier. Certains professeurs ici ont parlé de sacrifice. Ce sacrifice est en fait le sacrifice historique du nombre total des morts. Si vous n'êtes pas prêt en tant que militant à mourir, alors vous n'êtes pas prêt à diriger un mouvement social. La dernière chose que je veux dire, c'est que je pense qu'une partie de notre stratégie consiste à ne jamais devenir les ennemis de nos gouvernements. Nous devons veiller à toujours influencer toutes les parties, nous devons parler avec tout le monde, car l'une de nos tâches en tant qu'activistes intellectuels est de pouvoir influencer notre peuple grâce à notre dialogue et à nos connaissances. Dans notre cas, par exemple, nous avons toujours été en contact avec le parti au pouvoir, l'ANC. C'est ainsi que Rhodes Must Fall a été, en partie, dirigé par les enfants des ministres, les enfants du Président. Nous savions qu'ils iraient rendre des comptes à leurs parents, mais ils faisaient partie du mouvement.”

RHODES MUST FALL / #FEESMUSTFALL
AFRIQUE DU SUD



Inam Kalu :

«Je suis de la génération #FeesMustFall. Rhodes Must Fall et #FeesMustFall, bien qu'ils soient des mouvements différents, apparus à des moments différents, avaient beaucoup de thèmes en commun. À ce sujet, Bantu Biko (Steve Biko) a déclaré : «Modifiez la façon dont les gens pensent, et rien ne sera plus jamais comme avant». C'est ce que Rhodes Must Fall a fait pour nous en reformulant le discours au sein de l'espace universitaire. Beaucoup d'étudiants parmi nous étaient apathiques et n'avaient aucun moyen de communiquer ou d'exprimer leurs frustrations suscitées par l'université, c'est donc avec cela que Rhodes Must Fall a commencé. L'augmentation des frais de scolarité (fees) a été le catalyseur de #FeesMustFall. Chaque année, les universités augmentaient les droits d'inscription. En 2015, les étudiants de l'Université de Witwatersrand ont déclaré que ce n'était plus acceptable. Ils ont protesté contre ces augmentations et ils ont provoqué la fermeture totale de l'université. Par la suite, des étudiants de l'Université du Cap, comme moi-même, et d'autres universités du pays ont également réclamé la baisse des frais de scolarité. Je pense que la principale différence entre Rhodes Must Fall et #FeesMustFall est que pour

#FeesMustFall, les choses sont très concrètes. Le problème est là, il nous faut faire face directement : les gens ne pouvaient pas accéder à l'éducation parce qu'ils n'avaient pas d'argent, ils ne pouvaient pas s'inscrire, ils devaient dormir dans des bibliothèques et des laboratoires car ils n'avaient pas les moyens de se loger. En ce qui concerne la mobilisation, il était très facile de convaincre les étudiants de s'associer au mouvement, car tous se sentaient concernés. Pour l'organisation #FeesMustFall, il s'agit en réalité d'un mouvement apolitique qui émet une critique globale du système. Nous prônons également un système éducatif décolonisé. Chaque année depuis 2015, nous exerçons des pressions sur le gouvernement en protestant et en fermant des universités ou des espaces publics pour faire en sorte que les universités et le gouvernement nous entendent. Une autre caractéristique importante de #FeesMustFall est l'inclusion des ressources humaines. Les universités externalisent les emplois tels que les agents d'entretien et les agents de sécurité. Pour nous, ces travailleurs sont nos parents, nos mères, nos pères. La lutte du travailleur est donc également la lutte de l'étudiant. L'année dernière, Jacob Zuma, le Président de l'époque, a annoncé la gratuité de l'éducation des élèves pauvres et issus de la classe ouvrière.

Nos rêves n'ont pas encore été réalisés, mais on considère déjà cela comme une victoire extraordinaire, car cette déclaration apporte un crédit à notre action étudiante. Cela nous conforte dans le fait que nous sommes sur la bonne voie.

Nous voulons sortir de la marchandisation de l'éducation. Nous voulons une éducation qui nous permette d'utiliser nos compétences pour rendre la société meilleure pour nos concitoyens.

Nous sommes confrontés à de nombreux défis en ce moment. De nombreux étudiants sont encore expulsés, d'autres sont toujours en procès. Certains sont emprisonnés et condamnés à des peines allant jusqu'à plusieurs années de prison. Ce sont des choses que nous devons combattre en ce moment même. Le mouvement critiquait également la représentation. Beaucoup de gens ont estimé que ces espaces – à la fois Rhodes Must Fall et #FeesMustFall – reposaient sur des systèmes trop patriarcaux et que certains groupes tels que les femmes et la communauté LGBTQ n'étaient pas suffisamment représentés. Ils réclamaient donc l'intersectionnalité totale de ces espaces.”

RHODES MUST FALL / #FEESMUSTFALL
AFRIQUE DU SUD



«NOUS AVONS CRÉÉ POUR LES JEUNES UN ENVIRONNEMENT OÙ ILS PEUVENT S'EXPRIMER ET PRENDRE DES INITIATIVES»



Pouvez-vous vous présenter, et présenter votre organisation?

Je m'appelle Ayak Chol Deng Alak, je suis une militante des Droits de l'Homme venue du Soudan du Sud. J'ai une formation en chirurgie et je travaille dans le domaine de la santé. Je travaille également avec un mouvement appelé, Ana Taban. Ana Taban est une initiative artistique, c'est un mouvement qui utilise l'art comme outil du changement social. L'organisation compte 800 membres actifs, je suis en charge de la plaidoirie et de l'engagement communautaire. Je dirige l'équipe qui a en charge la confection de plaidoiries et qui identifie des domaines clés qui peuvent influencer les politiques gouvernementales tant au niveau organisationnel qu'au niveau national, régional ou international. L'équipe que je dirige travaille aussi sur les stratégies de mobilisation communautaire.

Pourquoi et comment est né le mouvement Ana Taban?

Ana Taban signifie "je suis fatigué-e-". Nous avons obtenu l'indépendance du Sud Soudan en 2011. En 2013, il y a eu une flambée de violence, le Président et son premier vice-président se sont affrontés et beaucoup de personnes sont mortes. Un traité de paix a été signé mais en 2016, une deuxième flambée de violence a été causée par les mêmes personnes. Depuis, la situation au Sud-Soudan s'est aggravée. Il y a eu des cas de génocide et en même temps le pays enregistre l'une des pires crises humanitaires. Plus de 2,5 millions de réfugiés Sud-Soudanais sont éparpillés dans la région dont 1,5 million de personnes déplacées dans

l'intérieur du pays. Il y a une partie de la population qui est sous protection, contre d'autres civils en raison de leurs affiliations tribales ou politiques. Le pays est divisé. Il y a des parties sous le contrôle du gouvernement et des zones qui ne le sont pas. L'aide humanitaire est bloquée dans les zones contrôlées par le gouvernement et elle ne parvient pas toujours aux personnes dans le besoin. C'est dans ce contexte que nous avons mis en place Ana Taban. En juillet 2016, de jeunes artistes ont eu l'initiative d'organiser un atelier qui devait se tenir à Juba mais, à cause de la guerre nous l'avons déplacé à Nairobi en août 2016. Nous y avons suivi une formation sur comment perfectionner notre art. Je suis également une poétesse et comme plusieurs artistes qui ont fait ce déplacement je pensais que les organisateurs allaient nous financer nos projets de publications. Honnêtement, je pensais que mon livre allait être publié gratuitement, c'est ce que je cherchais initialement en participant à l'atelier. Mais, pendant les travaux, nous avons été inspirés par "Team Courage" et comment ils utilisaient leur art et leur espace. Nous avons réalisé en tant qu'artistes, qu'il y avait un moyen de créer et de récupérer un espace. Notre responsabilité générationnelle s'est réveillée. Les politiciens (Salva Kiir et Riek Mashar en particulier) ont gâché notre pays, mais le fait que nous ayons un pays est déjà un bon point de départ. Maintenant la question est de savoir comment pouvons-nous faire de notre pays le Soudan du Sud ce que nous en voulons? Et c'est ainsi qu'est né Ana Taban. Nous avons dit que nous sommes fatigués, c'était le terme qui résumait bien l'état d'esprit de tout le pays. Le président dit "Ana Taban" comme le citoyen lambda le dit.

Quelle est la philosophie du mouvement?

Ana Taban est un mot à connotation non violente. Le terme est presque une forme de résignation à la réalité. Alors que faisons-nous? L'idée est d'encourager la prise de conscience à tous les niveaux et prendre nos responsabilités individuelles en tant que citoyen pour apporter le changement que nous voulons dans les espaces politiques et sociaux.

Vous avez mentionné tantôt que l'une de vos tâches au sein du mouvement est de coordonner le plaidoyer et d'élaborer des stratégies pour populariser vos revendications. Pouvez-vous nous dire concrètement ce que vous avez eu à réaliser?

Lorsque nous avons commencé en 2016, notre première stratégie consistait à se faire connaître en tant que mouvement et pour se faire connaître, il fallait exprimer ce que vivaient les populations pour leurs parler. Les gens étaient frustrés par l'économie, ils étaient frustrés par le nombre énorme de réfugiés et aussi par l'insécurité. Nous avons créé des chansons sur ces sujets. Notre première chanson sensibilisait sur le fait que **chaque Sud-Soudanais qui meurt est une dose du potentiel sud-soudanais qui meurt.**

Aussi sur le fait que chaque réfugié est une expertise qui peut aider le pays à se transformer. Et les gens nous écoutaient.

En 2017, nous avons lancé la campagne "Bloodshed Free" (nous ne voulons plus de bains de sang) en utilisant l'art pour transmettre des messages aux populations. Les aspects importants de cette campagne étaient l'accès à la justice, mettre fin au viol comme arme de guerre, et la nécessité de créer un dialogue politique inclusif tout en associant les jeunes, les handicapés, les minorités ethniques, afin de créer un espace de libre expression et un espace pour la société civile. Le principe de la campagne était l'intégrité, le courage et la prise de parole. Nous avons organisé des événements, des open mic, des tournées comiques en bus, nous avons lancé des projets scolaires, nous avons également produit un film et un recueil de poèmes dans le cadre de cette campagne. Je pense qu'au cours de la première année de 2017, nous avons probablement organisé une quarantaine d'événements. Chaque mois, nous avions deux événements au moins, sans compter les équipes qui sillonnaient les rues pour parler avec les populations. Nous avons, la même année également, organisé des plaidoiries pour l'accès des jeunes dans les espaces politiques.



Nous avons élargi notre mouvement et créé un environnement qui n'existait pas spécialement pour les jeunes, qui peuvent maintenant proposer d'autres idées et initiatives pour apporter des changements.

En guise d'exemple je peux citer la campagne intitulée "The South Soudan We Want" (le Soudan du Sud que nous voulons) ou "South Soudan Unite" qui essaient également d'organiser les masses. Il y a aussi d'autres groupes comme "South Soudan Young Leaders Forum" (le Forum des jeunes leaders du Soudan du Sud), qui est une organisation politique à part entière et qui traite des questions de leadership. Il y a également le "Young Women's Academy" (l'académie des jeunes femmes) qui est une branche de "The Eve Organisation" qui prépare les femmes à occuper des espaces politiques. Ana Taban est donc impliqué dans toutes ces initiatives. C'est donc un mouvement qui est devenu comme un virus qui affecte les gens et j'en suis très heureuse.

Tous les événements et initiatives que vous avez mentionnés, les stratégies mises en place doivent vous coûter beaucoup d'argent. En d'autres termes, vous avez besoin de beaucoup de ressources financières et humaines pour y arriver, d'où proviennent ces ressources?

Permettez-moi d'abord de parler du Hagana festival pour lequel nous sommes très populaires dans la région. La première édition de Hagana Festival a eu lieu en 2017 et au premier jour, 5000 personnes ont participé et nous avons vu à quel point l'évènement était important.

40 artistes d'origines ethniques diverses se sont produits sur scène. Ils ont tous chanté le même message d'amour, de coexistence et d'unité dans un espace où les gens discutaient de politique et débattaient de ce que qu'ils feraient différemment s'ils étaient Présidents. 13 000 personnes au total ont participé à cet événement pendant deux jours et certains étaient venus de l'extérieur, de l'Afrique du Sud en l'occurrence. Il y avait aussi un participant qui venait de Madrid. J'espère que l'année prochaine nous pourrions l'élargir et créer un meilleur espace de solidarité.

En 2018, avec le lancement du processus de paix, nous avons veillé à ce que la société civile soit à la table des négociations avec les mouvements de jeunes et de femmes. Nous avons mené la campagne "South Sudan is Watching" dans quatre pays où nous comptons un nombre important de Sud Soudanais et nous avons fait du lobbying auprès des gouvernements de ces pays là. Nous continuons également à faire du lobbying au niveau des Nations Unies, à Washington DC, au Royaume-Uni, en Norvège et dans tous les pays ayant des intérêts au Soudan du Sud, comme la Guinée Équatoriale, le Nigeria, l'Afrique du Sud, le Kenya, l'Ouganda entre autres. Nous travaillons également avec les sociétés civiles de ces pays afin qu'elles puissent amplifier nos voix. Par exemple, nous avons organisé un sommet virtuel avec le Women's Movement. De petits groupes de femmes de 32 pays du monde entier ont discuté en ligne pendant trois heures et l'évènement a été diffusé en direct sur www.oursouthsudan.com et plus de 16 millions de personnes nous ont suivis ce jour-là. L'évènement avait eu lieu à Nairobi avec le soutien des médias kényans et de certains organes de la société civile kenyane.

Maintenant, en ce qui concerne le financement de Ana Taban, il est multidimensionnel. Nous recevons des fonds d'organismes internationaux. Nous cherchons des entités qui s'intéressent à ce que nous faisons ensuite, nous partageons avec elles nos activités mais nous ne leur dévoilons pas nos stratégies. Par exemple, si nous devons louer un espace pour organiser un évènement et que l'un des partenaires se porte volontaire pour payer la facture, il paie directement au fournisseur de services. Nous posons des conditions préalables. Si vous nous financez, nous ne chanterons pas vos louanges, vous ne ferez pas de publicité, et ce ne sera pas «XYZ en collaboration avec...».

Malheureusement à cause de ce principe, nous avons perdu beaucoup de bailleurs de fonds potentiels. Mais nous avons également eu quelques bailleurs qui nous sont restés fidèles. Présentement, nous examinons la possibilité de financements participatifs (Crowdfunding) au niveau de la diaspora Sud Soudanaise. Nous avons une diaspora magnifique qui est très organisée et nous voulons tirer parti de cela. En plus, les gens font beaucoup de sacrifices pour le mouvement. Par exemple, moi je travaille pour Ana Taban sept jours par semaine. Quand j'ai un contrat en Europe, je travaille trois ou quatre jours et je peux gagner 5000€ en tant que consultante; mais j'ai choisi de ne pas travailler à temps plein dans le domaine de la santé et consacrer une partie de mon temps à Ana Taban. Si vous convertissez cela en valeur monétaire, ça constitue ma contribution. Et il y a tant d'autres personnes qui ont choisi de rester dans cet espace difficile pour travailler, contribuer, faire de la recherche tout en élaborant des documents pour faire de la plaidoirie ainsi que renforcer la capacité de nos membres. Nous dispensons des formations sur notre histoire, mais aussi des formations sur les droits de l'homme, sur l'accès à la justice, sur la démocratie, nous faisons des formations : comment se présenter, comment parler en public, comment rédiger un CV, comment s'habiller pour des occasions, comment se fixer des objectifs sur cinq ou dix années et nous cherchons également d'autres opportunités à travers le bureau que je coordonne. Par exemple nous avons quatre membres du mouvement qui poursuivent leur master, d'ailleurs l'une d'entre elles vient tout juste de rentrer de la Chine. Nous utilisons également notre plateforme comme une sorte d'agence pour promouvoir les artistes car on a de bons artistes.

Cette année nous avons un groupe d'artistes qui part pour la Suède, nous avons actuellement un groupe en Afrique du Sud. Au moment où nous parlons, nous avons des artistes plasticiens qui sont à Paris avec un

contrat de neuf mois. Nous avons des artistes qui sont actuellement à Nairobi. C'est ce qui fait la force d'Ana Taban. Nous créons également des plateformes et des réseaux qui nous offrent des opportunités. Par exemple, je suis ici au Sénégal en ce moment et si l'UPEC devait offrir un cours et exprimait le désir d'inviter des personnes venues du Soudan du Sud, cela constituerait une opportunité d'apprentissage pour certains de nos membres.

Que pensez-vous de l'UPEC et quelles doivent être ses perspectives ?

Je suis vraiment reconnaissante de l'opportunité d'être ici. Je considère que l'UPEC est un moment historique. Cela ne paraît pas grand-chose mais tout le monde dira un jour "quand nous étions à l'UPEC". Ainsi, j'aimerais bien croire que cette rencontre crée non seulement une forme de solidarité, mais elle nous permet également de discuter de beaucoup de choses qui étaient peut-être en marge de nos esprits ou que nous n'aurions peut-être jamais pensé explorer auparavant.

Quelle devrait être la prochaine étape au sortir de l'UPEC? Premièrement, je voudrais que ça soit plus inclusif, cet espace est assez grand pour beaucoup plus. Il se passe beaucoup de choses en Somalie, malgré ce que vous voyez dans les médias. Il se passe beaucoup de choses au Kenya, en Éthiopie, en Érythrée, au Botswana. Nous devons rendre cet espace très inclusif, et reconnaître les succès. Ainsi, l'UPEC doit être un réseau où vous pouvez puiser de la force, ça doit être une source d'inspiration, c'est comme ça que je vois la chose. J'espère qu'on aura l'occasion d'organiser des évènements comme celui-ci beaucoup plus souvent et d'une manière encore plus organisée, par exemple on pourrait avoir des sessions multiples qui se déroulent simultanément, et pas seulement centrées sur l'activisme, mais également sur d'autres sujets parce que je vois qu'il y a du potentiel.

ANA TABAN
SUD SOUDAN

Bamba Ndiaye

RÉINVENTER LA POLITIQUE ET SES IMAGINAIRES

J'aimerais d'abord dire que je suis très heureux d'être ici pour plusieurs raisons. Fadel Barro et moi entretenons une discussion depuis de longues années et j'ai toujours eu le sentiment qu'il y avait une scission entre les activistes, les artistes et les universitaires.

Et chaque groupe revendique une légitimité dans son espace, or il m'a toujours semblé que probablement si nous voulions impulser de vraies dynamiques sociétales, il fallait qu'on aille au-delà de ces clivages et de ces frontières, qui n'en sont pas fondamentalement.

Il fallait que l'on puisse articuler un mouvement qui mette en dialogue les activistes, les académiques, les universitaires et les artistes. Et je vois que cette initiative s'inscrit dans ce grand dialogue qui est souhaité entre plusieurs forces vives qui sont toutes mues par un désir de changement sociétal.

C'est la première raison pour laquelle je suis très content d'être là. La seconde raison c'est que je pense fondamentalement que la citoyenneté est le lieu de la construction du politique, plus que tout autre lieu. Les réflexions auxquelles j'ai eu à assister le premier jour avec les Professeurs Zachariah Mampilly et Saïd Abass Ahamed ont remis cette idée de construction du politique, à l'intérieur d'un espace, que l'on appelle l'espace de la citoyenneté. Cela fait des années que je réfléchis dans mon travail sur les dynamiques sociétales africaines et que j'essaie de construire une expérience à la croisée des disciplines et des savoirs. Il me semble que l'économique, le politique, le culturel se tiennent tous au sein d'un même lieu et qu'on ne peut pas envisager de transformation fondamentale et radicale de nos sociétés si on n'essaie pas de les envisager dans leur globalité. Si on n'essaie pas de penser les dynamiques de manière globale et comment elles s'interpénètrent entre-elles. On peut avoir une

perspective sur le politique, une sur l'économique, une sur le social, une sur l'écologique. Probablement l'un de nos défis est d'articuler toutes ces perspectives là et avoir une vision holistique des mouvements qui nous traversent. Je suis très heureux que Y'En A Marre et que tous les autres mouvements africains aient décidé de se mettre ensemble pour penser la stratégie, penser la solidarité et penser un projet politique émancipateur à l'échelle du continent et au-delà.

RÉHABILITER LES UTOPIES...

Aujourd'hui je ne reviendrai pas sur mon livre, je ne reviendrais pas spécifiquement sur ce que je raconte dans Afrotopia. Ce que j'aimerais faire c'est vous entretenir d'un propos qui reprend les principales idées qui se réfèrent au désir de reconstruire l'espace du politique dans le continent africain. Il me semble que s'il y a un dénominateur commun entre tous les mouvements sociaux qui sont ici, c'est qu'ils sont aux prises avec des réalités conjoncturelles, qui peuvent être différentes dans leur pays, mais qui fondamentalement ont le même souci, celui de l'émancipation pleine et entière des groupes sociaux qu'ils représentent.

Probablement c'est l'un de nos grands défis : comment créer autour de nos sociétés des ordres politiques qui émancipent nos sociétés, qui répondent à leurs besoins et qui répondent aux aspirations profondes de nos groupes. Je pense que cette idée en gros résume les différentes luttes que les mouvements sociaux articulent dans les espaces qui sont les leurs.



L'UTOPIE DOIT ÊTRE UN PROJET

Je reviens sur le continent africain et je pense que l'utopie doit être un projet. Ma première idée c'est pourquoi est-ce que l'utopie doit devenir un projet? Cela veut dire revenir sur la catégorie de l'utopie et la réhabiliter. Dans le langage habituel lorsque l'on vous parle d'utopie, cela réfère à un rêve lointain, une aspiration qui est inatteignable, ou qui ne se réalise pas dans le vécu de tous les jours. Lorsque l'on vous dit «vos propos sont utopiques» on est en train de vous dire que vous êtes en train de rêver. Et ce que vous êtes en train de chercher à atteindre est hors de portée, soyez plus réaliste et soyez beaucoup plus concret. Je pense que c'est une grosse erreur. Étymologiquement l'utopie veut dire le lieu autre, l'atopos, (du grec ancien : «qui n'a pas de place, qu'on ne peut pas ranger quelque part») le lieu qui n'est pas encore là. Cela ne veut pas dire le lieu qui n'existe pas ou qui ne peut pas exister. Cela veut dire que dans l'ordre du réel, si l'on considère que la réalité est plus large que le réel, le réel est ce qui nous en apparaît. La réalité est le réel plus toutes les autres potentialités du réel, ce qui est en attente dans le réel, ce qui doit advenir, cette rencontre-ci il y a deux mois relevait de l'ordre de l'utopie et était de l'ordre de la potentialité et aurait pu ne pas se tenir. Aujourd'hui elle se tient, donc elle est dans le réel, mais avant, le temps que les organisateurs y travaillent, la mette en branle, la rêve, elle était dans l'espace de l'utopie, du lieu autre.

Et si aujourd'hui elle a lieu, c'est que ce lieu autre a été amené dans le temps historique et dans le temps phénoménal. C'est pour cela qu'il est fondamental pour des groupes sociaux qui sont en lutte, qui aspirent à, de convoquer toutes les potentialités de la réalité. Et la réalité ne s'arrête pas exclusivement à ce que l'on voit, à ce qui est, à ce qui s'est réalisé dans le temps et dans l'espace. On a un régime politique qui ne nous convient pas : c'est le réel. La réalité est grosse en potentialités d'un changement de ce régime-là. Ce que Miguel Abensour, un philosophe français, appelle la «conversion utopique» c'est le fait d'avoir une utopie, un projet et d'agir dans le temps

présent et de changer son comportement dans le temps présent pour le faire advenir et donc d'opérer ce qu'il appelle une «conversion utopique». Et qu'est-ce que la conversion utopique amène? Elle fait en sorte qu'un réel qui semble inaltérable, immuable, déchire sa trame et fasse advenir une nouvelle réalité dans le temps historique.

L'utopie n'est pas un rêve doux, mais c'est une action. C'est la première des actions et la plus fine qui s'installe dans l'espace de la pensée. La pensée est la première action.

Rien ne s'est fait sans avoir été pensé, rêvé et envisagé jusqu'à ce que cette chose pensée advienne dans le temps phénoménal.

Mon premier propos est de réhabiliter la notion.

Quand on parle d'utopie, nous ne sommes pas des rêveurs qui ne faisons pas face à la réalité. Nous disons que le temps présent ne nous satisfait pas, que la réalité présente est déficiente et nous voulons faire advenir un autre temps. Cet autre temps, lorsqu'une société a des contradictions qu'elle n'arrive pas à résoudre, elle les résout d'abord dans l'espace de l'imaginaire. Et toutes les révolutions qui ont eues lieu, toutes, on en perçoit les traces et les signes avant-coureurs dans les écrits poétiques, politiques, dans les travaux des artistes cinquante ans ou un siècle avant. On voit que c'était déjà en marche dans l'espace des idées et dans l'espace des imaginaires. Et à un moment donné, cela bascule dans la réalité concrète. Donc que l'on ne nous convainque pas que si nous avons des utopies nous ne sommes pas des gens qui agissons, que nous sommes des rêveurs et que la vérité n'est que du côté de ceux qui agissent. Ce continent a probablement beaucoup agi depuis les indépendances et mon sentiment c'est qu'il a beaucoup agi dans plusieurs sens. Probablement il y a eu un déficit de pensées, d'utopies, de projets et de visions et que ce n'est pas de l'action en tant que telle.



L'action non pensée est une agitation; si vous cherchez de l'eau, vous ne creusez pas dans n'importe quel sens. Vous vous demandez où sont les nappes phréatiques, où sont les sources profondes, vous faites un travail. Et une fois que vous identifiez le lieu, vous creusez durablement. Si vous creusez 5 minutes dans un lieu, puis que vous changez de lieu parce que vous êtes impatient, vous n'atteindrez jamais la source. Une des idées que je défends est que pour mettre en branle le changement sociétal sur le continent, non seulement il faut réhabiliter le projet utopique, mais il faut également réhabiliter le projet civilisationnel. C'est-à-dire qu'il faut se poser la question de savoir quel type de société, quel type de civilisation nous voulons construire. Pour le faire il me semble qu'il y a un travail préalable de déblayage.

RÉHABILITER LE PROJET CIVILISATIONNEL POUR METTRE EN BRANLE LE CHANGEMENT SOCIÉTAL

Lorsque l'on regarde le continent africain depuis plusieurs siècles, c'est un continent qui est objet de discours, c'est-à-dire qu'énormément de discours ont été projetés et construits sur le continent. Depuis la plus haute antiquité Pline l'Ancien disait que «de l'Afrique sort toujours quelque chose de neuf». L'Afrique a été un objet sur lequel on a projeté des discours, des fantasmes, des visions, qui ont changé au cours du temps.

Au XIIIème siècle, l'Afrique était le continent des richesses et des merveilles, on soupçonnait qu'il y avait de l'or, des richesses phénoménales. D'ailleurs, l'exploration des Portugais qui sont venus sur les côtes africaines, c'était pour trouver le royaume du roi Kankan Moussa qui était tellement riche, qu'en partant en pèlerinage à la Mecque en 1324, il s'est arrêté au Caire et il a distribué tellement d'or, que l'on dit que le cours de l'or a chuté durant 10 ans jusqu'à Constantinople. Donc des catégories sociétales issues d'autres régimes d'historicités et nous les avons adoptés sans les critiquer. Nous les avons adoptés sans les inculturer et au lieu de construire nos propres projets, on s'est mis en tête de rattraper des configurations sociétales que d'autres sociétés auraient atteintes de manière optimale. Durant tout ce long processus, nous avons été très peu sujet de notre propre discours sur nous-mêmes et même lorsque nous prononcions des discours sur nous-mêmes, c'étaient des discours en réaction ou relevant du régime de la preuve. On nous disait «vous n'avez pas de civilisation», on répondait «nous avons une civilisation». On nous a posé la question en termes de race, d'identité et de territoire, nous y avons répondu en ces termes; c'était normal peut-être de le faire à l'époque. Lorsqu'on analyse tous les discours que nous produisons, la plupart sont des discours réactifs, des discours qui tendent à dire «nous sommes dans l'ordre du monde, nous sommes dans le temps du monde, nous sommes comme vous, etc.».

Pourquoi j'insiste sur l'ordre du discours? Parce que fondamentalement, la société est entrelacs de réseaux, et qu'est-ce qui organise ces réseaux? C'est l'espace du symbolique et du langage. C'est l'espace de la production du sens. Nous ne pouvons pas fondamentalement envisager un sens pour nous-mêmes si nous ne l'inscrivons pas dans une terminologie. Si nous sommes incapables de dénommer ou nommer notre réalité et si nous sommes incapables de nommer nos aspirations, ce que nous voulons pour nous-mêmes alors que les catégories du langage sont absolument fondamentales parce qu'elles sont les catégories de la pensée. Nous pensons avec des mots. Nous articulons avec des mots et si nous voulons nous émanciper, nous devons d'abord faire un travail dans l'espace du langage. Nous devons prendre soin du langage. Aimé Césaire disait «Il va sans dire que j'ai eu soin de ma parole» et cet espace-là, ce n'est pas un espace qui est stérile. C'est un espace qui est performatif. La parole est agissante, énormément de choses se font dans l'espace du social à travers l'acte performatif du dire. On se marie à la mairie, qu'est-ce qui noue l'union? C'est le fait que le maire vous demande votre consentement et que vous disiez «oui». Ce oui-là vous engage. Dans une armée on donne des ordres avec le langage, le langage est performatif. La politique ce n'est que du discours. Les explorateurs de l'époque ont voulu retrouver cette terre bénie, cette terre de l'or, et ont voulu avoir accès aux sources de l'or. C'est comme cela que démarre la rencontre des Portugais avec le continent africain. À l'époque on considérait que c'était un continent de richesses et de merveilles. Si vous remontez dans la Bible, la reine de Saba qui va rendre une visite mythique au roi Salomon lui amène du bois de santal, de l'or et des épices et dans le texte biblique, ce lieu d'où elle vient, qui est

autour du Soudan, de l'Éthiopie, de l'Érythrée est considéré comme un lieu qui regorge de richesses. Donc il y a un imaginaire de richesse autour du continent africain à cette époque-là.

Après les traites et durant le fait colonial, le discours change. Pour justifier l'entreprise coloniale, on prétend que l'on est venu civiliser le continent, que c'était un continent a-historique, que c'était un continent auquel il fallait apporter un certain type de lumière. Cette violence épistémique donc s'abat sur le continent à travers des discours qui déprécient ses cadres de pensées, ses systèmes de significations. Aujourd'hui, on n'est pas encore sortis de cette violence épistémique.

Au lendemain des indépendances, au lieu d'être dans un moment de repossession de soi, au lieu d'être dans un vrai geste émancipateur où on se reprend en charge, où on se repossède, où on décide à nouveau de ses propres rêves, où on ré-envisage son espace du politique, son espace du culturel, de l'économique en fonction de sa propre histoire, on a été pris dans les raies des injonctions civilisationnelles : le continent devait se développer, devait accéder à la modernité, devait sortir de ses traditions.

Premier travail : comment construire un projet civilisationnel qui lui-même s'articule dans un espace de production de sens qui est le nôtre.

Deuxième travail : la nécessité de penser son présent et son futur.

Les sociétés se déploient de manière organique depuis les origines de l'humanité. Les groupes d'humains s'organisent et répondent à leurs besoins, se constituent en cités, créent des règles de fonctionnement entre elles, et le corps social fonctionne de manière organique. Nous savons que ce corps social-là, cette orthogénèse a besoin d'être orientée. Le corps social peut être chaotique, il peut être producteur d'énormément de choses et nous avons besoin de produire dans des espaces sociétaux des orthogénèses, c'est-à-dire des orientations de ce que nous voulons.

Vous votez pour quelqu'un parce qu'il vous a convaincu à dans l'espace du discours, il prétend qu'il va prendre en charge vos aspirations et son propos vous convainc.

On ne peut pas envisager un changement profond en ne faisant pas attention aux catégories qui nous nomment, nous disent et qui nous projettent dans un temps à venir.

Il m'a semblé que le premier espace dans lequel ce travail devait être fait c'est cet espace-là. Si nous

voulons fondamentalement entreprendre une œuvre radicale de transformation de nos réalités, nous devons d'abord nous poser la question de savoir quel type de mutualité nous voulons, quel type de vivre-ensemble, quel type de signification nous engageons dans ce que signifie vivre ensemble. Quel type de communauté nous voulons construire? Quels types de valeurs nous voulons mettre au sein de nos communautés? Quel type d'équilibre nous voulons entre les ordres économique, culturel, biologique, spirituel, éthique, etc. Et ce n'est que lorsque nous avons réfléchi fondamentalement à notre projet civilisationnel, que nous pouvons articuler une politique, un ordre économique, un rapport à l'écologique qui répondent au projet civilisationnel. Cela ne s'articule pas dans le sens inverse. On ne peut pas avoir une politique, une économie et des ordres et des moyens, alors que nous n'avons pas défini les finalités. Définir les finalités c'est une activité que nous ne pouvons pas déléguer aux autres. Aimé Césaire, que je citerai aujourd'hui abondamment, disait que *«tout ce qui a été pensé pour nous, sans nous est pensé contre nous et rien de ce qui peut être pensé pour nous, ne peut être fait sans nous»* il faut que nous repensions les catégories qu'on nous propose.



LE PROJET POLITIQUE

Je vais tout de suite aller sur le projet politique. Lorsqu'on regarde aujourd'hui le continent africain, tout le discours de l'*Africa Rising*, qu'il est intéressant d'écouter sans tomber dans ses pièges – parce qu'il a des pièges – dit «l'Afrique est le continent du futur» puisqu'il a une démographie, il a des terres arables, il a des ressources économiques...

J'aimerais aborder ici la question de l'engagement citoyen en lien avec la question du politique. Depuis quelques années on peut constater qu'en Afrique l'espace du politique s'est élargi et qu'il déborde le cadre habituel des partis politiques. Les changements survenus au Sénégal en 2012 et au Burkina Faso en 2014 ont largement été le fruit du travail de mouvements citoyens tel que Y'En A Marre et le Balai Citoyen... Ces derniers ont revitalisé un espace politique classique essoufflé et ont su mobiliser notamment les jeunes et donner corps leur désir de changement.

On assiste certainement à une reconfiguration de l'espace politique ainsi que du jeu politique dans les années à venir avec de nouveaux acteurs dans les pays Africains.

L'une des questions qui se pose est celle-ci, une fois ces changements intervenus, a-t-on assisté aux ruptures et aux évolutions sociétales souhaitées? Ces révoltes ou révolutions n'ont-elles pas été récupérées par des forces conservatrices mais politiquement organisées? N'est-il pas grand temps de réfléchir, par-delà la contestation au projet politique que pourraient porter ces mouvements; comment donner vie à ce projet, quelles formes lui donner et à travers quelles modalités d'action le faire vivre?

Le projet étant de réinventer le politique et ses imaginaires.

Il existe un peuple qui manque. La jeunesse du Continent est statistiquement importante, mais elle se désintéresse de la chose politique pour plusieurs raisons que l'on peut comprendre. Si on analyse nos fichiers électoraux, on se rend compte c'est environ 10 % de la population qui élit le Président. Nous faisons l'expérience d'un déficit démocratique quand pour un pays de 15 millions d'habitants par exemple (le Sénégal), vous avez 6 millions d'électeurs inscrits dans le fichier électoral. Si le taux de participation est de 50 %, ceci signifie qu'aux élections avec 1.500.001 voix vous êtes élu, soit 10% de la population du pays et 25 % du corps électoral. Le peuple, le démos de la démocratie est le peuple politique, c'est lui qui vote. A celui-ci, il manque une composante importante et c'est ce peuple qui manque qu'il s'agit de mobiliser. Nous vivons donc une crise de la représentation démocratique.

Je finirai avec cette idée que la seconde étape que les mouvements citoyens doivent franchir est celle de l'articulation du projet politique et pour cela il est nécessaire d'œuvrer avec les intellectuels, les artistes et toutes les forces vives du Continent à la définition de ce projet. Cette rencontre en est une prémisse et je souhaite longue vie à ce nouveau chantier.

Pr Felwine Sarr
UNIVERSITAIRE ET ÉCRIVAIN

MOUVEMENTS SOCIAUX ET AVENIR DE LA DÉMOCRATIE EN AFRIQUE



L'interrogation au centre de cette deuxième journée de l'UPEC est : «quelle va être la contribution des mouvements sociaux à la refondation de la démocratie?» Cette interrogation suppose que la démocratie est en crise. Que son avenir, ainsi que celui du mouvement des droits de l'homme, sont incertains. Dans quelle mesure ceci est-il juste? Quels sont les signes de cette crise, si tant est qu'il y ait crise? On ne peut y répondre que par rapport au passé, notamment en situant les soubresauts de la démocratie et les mouvements de protestations actuelles par rapport aux deux précédents grands moments de protestations dont Zachariah Mampilly a parlé lors de son exposé : les protestations d'après seconde guerre mondiale qui ont engendré le mouvement des indépendances et les protestations d'après Plans d'ajustement structurel des années 1980 qui ont déclenché la vague des démocratisations des années 1990. Il y a un manque de visibilité des protestations actuelles et un flou sur ce à quoi elles pourraient aboutir. Cela serait dû au fait que les protestations actuelles (dont les mouvements citoyens sont au centre) se déroulent sur un fond social traversé par plusieurs paradoxes. On se limitera à deux paradoxes. D'abord un État faible mais sans lequel rien n'est possible. Ensuite, la démocratie est de plus en plus une réalité, mais elle génère un malaise de plus en plus profond sur son avenir. Revenons rapidement sur chacun de ces paradoxes.

ÉTAT FAIBLE, ÉTAT INCONTOURNABLE

Les décennies 1960-70 sont celles d'un État africain postcolonial très fort. Un État qui projetait une certaine puissance régaliennne (justice, police, défense...) en plus de son image d'État-providence présent dans l'éducation, la santé, le paysannat, l'alphabétisation, etc. Au cours de la décennie 1980, on a observé un effort délibéré et concerté d'affaiblissement de l'État. Cet effort était mondial (résultant de ce qu'on a appelé le «consensus de Washington») mais il a atteint l'État africain, deux décennies seulement après les indépendances, de manière particulièrement sévère. Les programmes d'ajustement structurel qui accompagnaient cet effort ont obligé les États africains à opérer des coupes budgétaires dans l'éducation, la santé et tous les secteurs sociaux dans lesquels, bien souvent, l'État était précisément le seul à pouvoir intervenir. Pour compenser, on a fait l'éloge du «secteur privé» et de la «société civile». Car en effet, la décennie 1980 est aussi celle de l'émergence de la «société civile» telle que nous la connaissons.

Dans certains cas, la société civile – en particulier les ONG – a émergé de façon spontanée pour essayer d'occuper cahin-caha les espaces sociaux abandonnés par le désengagement de l'État. Dans d'autres cas, l'émergence de la société civile était fortement encouragée par une machine de propagande tendant à la présenter comme indispensable dans toute société démocratique. Le fait qu'une partie substantielle de ce qu'on a appelé «aide au développement» a été redirigée vers les ONG au détriment de l'État trahissait à peine une croyance selon laquelle dans certains cas les ONG sont plus efficaces que l'État et donc préférables à celui-ci. Aujourd'hui on voit les limites de cette idéologie. En dépit de la vague de démocratisation des années 1990, l'État est toujours aussi faible, voire encore plus faible que dans les années 1980. Cependant, c'est cet État affaibli qui est seul capable de mener les réformes et les politiques nécessaires au bien commun et à l'intérêt général. Ni le secteur privé (parce que gangrené par la recherche du profit exclusif et immédiat), ni la société civile (parce que dépourvue des moyens de puissance publique) ne peuvent mener ces réformes et ces politiques d'intérêt général.

TRIOMPHE DE LA DÉMOCRATIE ; MALAISE ET INCERTITUDE SUR SON AVENIR

La démocratie est de plus en plus profondément ancrée dans de plus en plus de pays en Afrique. Par rapport aux décennies précédentes, nos sociétés connaissent aujourd'hui plus de libertés (d'expression, d'association, des médias, etc.). Elles jouissent de plus de connaissance et d'une plus grande égalité (des femmes, des minorités, etc.), et elles font entendre plus ouvertement, plus librement et parfois plus bruyamment (voire violemment) qu'avant les désaccords sur les questions sociétales de fond. Les résultats des élections sont de moins en moins prévisibles dans de plus en plus de pays. Des sujets considérés hier comme tabous (comme la gestion des diversités ethniques, religieuses ou régionales, le sort ou les droits des LGBT, etc.) le sont de moins en moins. Rien de tout cela, pourtant, n'empêche le malaise à propos de l'avenir de la démocratie de perdurer, voire d'épaissir.

Il me semble que l'une des sources de ce malaise vient de l'incapacité de l'État africain moderne à gérer la contradiction fondamentale entre ce qui relève de l'économie et ce qui relève du politique.

Que faut-il entendre par cela? On conçoit la politique comme le domaine de la gestion du collectif par excellence. L'espace politique est celui qui gère tous les autres espaces, y compris l'espace économique. L'espace économique est donc censé être soumis à l'espace politique et géré par lui. La démocratie, qui est une forme de gestion du politique, est censée générer les procédures et les règles de jeu grâce auxquelles la société va opérer les choix économiques, déterminer la direction de l'espace économique.

Le consensus de Washington a rompu cet équilibre. Il a donné naissance au néo-libéralisme, lequel a transformé certains principes de gestion économique (comme la dérégulation, le désengagement de l'État, les privatisations, la sacralité des investissements privés, etc.) en dogmes, auxquels l'État ne doit pas toucher. On assiste ainsi à une capture de la sphère politique par la sphère économique avec comme résultat désormais une gestion économique qui régule le politique.

La démocratie cesse d'être l'espace où la société opère les choix économiques, précisément parce qu'il n'y a plus de choix économique à opérer, la gestion de l'économie obéissant désormais à des dogmes qu'on ne doit pas permettre à la démocratie de violer.

Les manifestations de ce phénomène sont nombreuses:

«Expertisation» de la société : l'opinion des experts pèse plus lourdement que celle des élus. Que ces experts soient nationaux (tapis dans les ministères des Finances, à la Présidence de la République, à la Banque Centrale ou dans les agences de planification) ou étrangers (travaillant au FMI, à la Banque Mondiale, à la BAD ou dans les agences de coopération bilatérale des pays occidentaux).

«Entrepreneuriation» du politique : l'idée de plus en plus répandue que les affaires de l'État devraient être gérées comme une entreprise privée, avec la même efficacité comptable, une gestion orientée vers les résultats. C'est en partie ce qui explique l'irruption dans la politique des hommes d'affaires, des capitaines d'industrie qui viennent avec un préjugé favorable «d'efficacité».

La tendance à donner aux questions politiques des réponses économiques avec l'idée que la croissance économique peut résoudre, réduire, ou en tout cas mettre en sourdine les questions de société même aussi brûlantes que la gestion de la diversité ethnique, religieuse ou géographique.

Comment les Mouvements Citoyens pourraient-ils contribuer à la réhabilitation du politique et donc de la démocratie? C'est à mon avis l'une des questions centrales qui devraient occuper les débats au cours de cette première édition de l'UPEC.

Pascal Kambale
JURISTE EN DROIT INTERNATIONAL
HUMANITAIRE ET CONSTITUTIONNEL



«L'UPEC EST UN INCUBATEUR OÙ SE FORMENT LES DIRIGEANTS DE DEMAIN»

Le doyen activiste que vous êtes, mais aussi l'homme de culture et de cinéma, quel regard porte-t-il sur cette première université des mouvements citoyens?

Moi je suis très heureux, très fier, d'être là, dans cette Université, c'est un événement historique, il faut qu'on en prenne conscience et c'est pour ça que je l'ai soutenu de bout en bout. Pour avoir été militant dans les années 90 dans les mouvements panafricanistes, parce qu'à l'époque ça foisonnait, on n'avait pas mal de réunions, de rencontres, où même de groupes autour de l'œuvre de Cheikh Anta Diop. Puis, peu à peu, ce foisonnement qu'on avait a disparu. Ici, je retrouve un peu cette ambiance, mais en plus fort. Car aujourd'hui, nous avons des mouvements beaucoup plus structurés, beaucoup plus engagés, très militants et le fait de travailler sur cette solidarité, de créer cette école où les plus jeunes apprennent des plus anciens, pour les stratégies surtout, où des relations se nouent, où il y a un bon usage d'outils que nous n'avions pas à l'époque, avec internet et les réseaux sociaux. Ça permet une grande capacité de communication et de réseautage qui est extraordinaire et qui est centrale. Je suis très fier, quand je regarde autour de moi dans cette UPEC, je suis impressionné. Les choses commencent à être très positives.

Car les dirigeants africains de demain, ils ne vont pas être loin de ce cercle là.

Il faut le savoir et il faut être conscient que les gens le savent également et que certains essaieront de l'empêcher. Mais s'il y a cette solidarité, je pense qu'on peut aller très loin.

NOUS AVONS LA GRANDE MISSION DE SÉCRÉTER LES BÂTISSEURS ET LES DIRIGEANTS DE DEMAIN, ET LE TRAVAIL QUI EST FAIT ICI EST ESSENTIEL.

On doit aussi avoir une stratégie pour que même nos dirigeants actuels comprennent que c'est bien pour eux. Car finalement si on est déjà conscient de la nécessité que l'Afrique se prenne en charge, si on est conscient du poids des cultures africaines, ce sont ces gens là que nous devons promouvoir car ce sont eux qui pourront promouvoir du bonheur, donc oui, je suis très fier de participer à cette université. C'est un événement historique.

C'est une école. On doit maintenant travailler à la pérenniser, c'est la priorité. On doit se retrouver régulièrement. On ne va pas avoir toutes les solutions, mais la solution c'est l'existence même du cadre, l'existence de cette école. Elle est là la solution, c'est ainsi que nous allons nous former et permettre aux petits frères et sœurs d'émerger.

Vous qui avez une perspective historique contemporaine des luttes, quels enseignements tirés de luttes passées?

Pour moi le plus important c'est d'avoir une base très solide en restaurant la conscience historique. On doit éviter de faire comme nos aînés, qui ont basé toutes leurs luttes sur des idéologies de pensée extérieure, qui correspondent à d'autres systèmes et qui se sont crues universelles alors que non, c'est faux. Je suis désolé mais on a l'obligation de penser endogène, de se saisir de nos expériences. On ne vient pas d'un continent vierge mais du berceau de l'humanité. Toutes les expériences de regroupements humains et de sociétés ont eu lieu sur ce continent avant d'évoluer ailleurs.

Qu'est ce qui a évolué ici et jusqu'à quel stade, c'est cette conscience historique qu'il nous faut restaurer, comme le disait Ki-Zerbo. Il y a la nécessité d'avoir une réflexion endogène, de trouver les clés sur le continent, de les restaurer, puis de savoir copier les autres.

Quand l'Occident à un moment de son histoire tournait en rond, à la fin du moyen âge, la jeunesse estudiantine a eu la truculence d'être porteuse de la Renaissance, qui n'était que la redécouverte de la connexion à l'antiquité gréco-romaine. Ils y ont puisé les éléments qui ont permis la renaissance. Nous, nous ne pouvons faire l'économie de cela, se reconnecter à notre histoire. Quand une lutte s'inscrit dans cette dynamique, où on considère humblement que c'est une école, où tous ces éléments sont rappelés, on peut avancer. À partir de là seulement on peut proposer un projet auquel les gens puissent adhérer. Sans connaissance, sans réflexion, sans conscience historique et stratégique, il ne sert à rien de constater qu'on a raison, que ça ne va pas, qu'il y a des violences sur le plan des droits humains, qu'il y a un non-respect de la démocratie. Ce n'est pas qu'on doit agir qu'on doit réagir, non! Mais on change comment? On change quoi? Quelles stratégies? Quelles sont les étapes? Quelles sont les forces et les faiblesses du système en présence? Nous-mêmes, quelles sont nos forces et nos faiblesses, sur quoi peut-on agir, qu'est-ce qu'on doit éviter? Comment travailler en solidarité? Je pense que ce sont des idées qui aujourd'hui rencontrent la réceptivité de la plupart de ceux qui sont ici ou que je rencontre à travers le continent et c'est pour ça qu'il y a de l'espoir. Alors que nos aînés étaient souvent enfermés dans un système communisant, très strict.

Est-ce que les générations précédentes se réunissaient avec les anglophones, les hispanophones, arabophones...

C'est pour ça que je dis que c'est une rencontre historique. Dans les mouvements panafricains des années 90, il y avait déjà cette représentativité, et c'est fort que ça soit toujours respecté. Que les frères et sœurs de la diaspora soient là aussi c'est très important. On doit travailler avec les diasporas. La grande diversité, c'est une des richesses de cette université.

Activiste et homme de cinéma, quel rôle pour l'image, la construction, la production de son image propre?

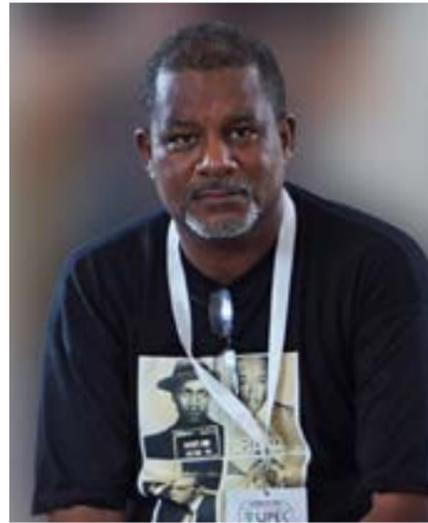
C'est très important de produire et diffuser sa propre image, sa représentation, ses imaginaires. Quand on a créé la Génération Cheikh Anta Diop dans les années 90 au Burkina Faso, on disait aux gens «Lisez». Mais ça ne fonctionne pas toujours malheureusement. Alors on utilisait des vidéos, et quand on passe une vidéo avec Cheikh Anta Diop, en quelques minutes, le spectateur est convaincu. Il écoute Cheikh Anta Diop et ça lui donne alors l'envie d'aller le lire. Tu n'as plus besoin de lui dire d'aller le lire. Voilà la force de l'image. C'est tout le travail qu'on fait depuis plus de 20 ans avec le festival Ciné Droit Libre.

L'image est au centre de nos combats. Une image peut valoir mille mots. C'est un moyen puissant.

Aujourd'hui on doit utiliser davantage encore ces outils pour faire bouger les lignes.

Au Burkina Faso, vous produisez déjà beaucoup...

Très tôt on s'est dit que si on devait attendre les financements pour produire un film, on n'allait pas s'en sortir. On s'est organisé pour produire nous-mêmes nos films et donner une chance aux jeunes de pouvoir réaliser les leurs. C'est ainsi qu'en dix ans, on a produit plus d'une quarantaine de films. C'est vrai qu'on privilégie le documentaire par rapport à notre vision, où l'Afrique a besoin de ces films qui font réagir et qui poussent à l'action. Donc on a créé notre modèle économique qui fait que les films qu'on produit, leurs ventes, leurs circulations permettent de produire d'autres films. C'est ce cycle qu'on a structuré, on utilise les recettes du dernier film produit pour en lancer un autre et ainsi de suite.



Le rôle d'un film et Ciné Droit Libre?

Tout le système de Ciné Droit Libre a été déclenché par un film. Le film sur l'assassinat du journaliste Norbert Zongo. C'est la censure de ce film qui a été à l'origine de ces mouvements au Burkina. Ils ont censuré un film, ils ont récolté un festival de films. Ce festival de films devient un cadre d'expressions, toute la jeunesse se mobilise, ça devient un peu l'incubateur du Balai Citoyen, puis passe un film sur Y'En A Marre du Sénégal. Ça c'est mon expérience. Depuis 2011, il y avait déjà un noyau, constitué par ceux qui allaient faire le Balai Citoyen plus tard. On se rencontrait, on discutait, on voyait comment mettre en place ce mouvement, le développer, rédiger le manifeste, trouver le nom du mouvement... On avait toutes ces discussions mais la vérité c'est qu'on tournait un peu en rond, piégés un peu aussi par certains groupes communistes qui étaient aussi dedans et qui voulaient que les jeunes suivent leurs méthodes alors que ces derniers n'étaient pas d'accord... Et le festival Ciné Droit Libre commence, invité de cette année là : Y'En A Marre. On passe le film Boy Saloum et ça fouette l'orgueil des Burkinabés. C'est mon analyse personnelle. Trois jours après cette projection, Smockey et Samska le Jah, qui sont un peu les deux icônes du Balai Citoyen, montent sur la scène où le film a été projeté et lancent ce mouvement qui depuis 2011 n'arrivait pas à émerger. Ils forcent sa naissance à ce moment là. Après des années de luttes, depuis l'affaire Norbert Zongo, le film Boy Saloum a été une des étincelles déterminantes. Toutes les conditions étaient déjà réunies mais la projection d'un film a permis à l'étincelle de prendre. Les artistes nous ont permis d'agir. Les artistes fonctionnent différemment. A partir de là tout est allé très vite avec le Balai Citoyen.

Comment mieux défendre cette production africaine?

On doit s'organiser, créer nos propres relais, être très solidaires dans ce qu'on fait, et aussi faire du plaidoyer. Surtout on doit proposer de la qualité. C'est la qualité qui va nous engager. Faire des films de qualité. Le film a un pouvoir qu'on ne doit pas négliger dans ce combat là.

Comment mettre en place la cinémathèque de l'UPEC?

C'est un chantier à faire, il y a un travail à faire. Au Burkina on a créé notre cinémathèque grâce à tous les films qui sont passés au festival Ciné Droit Libre. On doit réfléchir pour notre prochaine rencontre ici. Au delà des rencontres et des conférences, on doit pouvoir proposer dans le cadre de l'université des partenariats avec des éditeurs de contenus, des libraires... Les livres qu'on estime être essentiels, que les libraires nous les mettent à disposition ici, qu'on puisse acheter des livres ou des films. Que les gens y aient accès pour leur propre formation, pour leur propre sensibilisation. C'est un aspect qu'on doit développer pour la prochaine UPEC. Quand on arrive à regrouper autant de monde, il faut qu'on puisse leur donner accès aux éléments clés. Je reviens sur

l'importance de la conscience historique. Pour cette première édition on est à Dakar, les jeunes doivent avoir accès à l'œuvre de Cheikh Anta Diop quand ils viennent ici. J'aimerais qu'on ait ça à la disposition des jeunes. Qu'ils puissent l'acheter. Comme j'en ai fait l'expérience jeune.

Quand j'ai acheté Civilisation et Barbarie, ma bourse d'étudiant s'élevait à 25000 CFA et le livre coûtait 19 500 CFA. Dès que j'ai touché ma bourse, je me suis acheté ce livre et j'ai fini le mois avec 5500 CFA et je n'en suis pas mort!

On doit être capable de ces efforts. Et ce livre ce qu'il m'a apporté, je ne peux pas le calculer, je ne peux pas le monétiser, ce n'est pas possible. Donc on doit mettre à disposition toute cette documentation, car ils ne connaissent pas tous bien ceux qui les ont précédés. Il y a des gens qui produisent, il y a des gens qui écrivent, ce sont aussi des aspects de formation qui doivent intégrer l'UPEC.

Nous sommes dans des pays où il n'y a plus de politique culturelle, où il semble que personne ne s'en soucie au niveau des États.

C'est le dernier de leur souci. Ils n'utilisent la culture que quand elle sert leur visibilité. Ils ne comprennent pas que c'est pourtant l'essentiel. Que c'est là que tu formes l'homme de demain. Le promoteur dont parle Cheikh Anta Diop, le bâtisseur de nation, il ne peut rien construire sans savoir ce que les gens ont fait avant. Il ne peut pas bâtir un projet s'il est complexé, s'il pense que ces ancêtres n'ont jamais rien laissé.

Au sein des mouvements citoyens, on trouve beaucoup d'artistes, essentiellement des chanteurs et des musiciens. Quelles places pour d'autres disciplines, peintres, plasticiens...

C'est vrai que ça manque. Pour l'instant nous avons surtout des rappeurs et des reaggamen, car de par leurs morceaux, ils sont déjà dans le combat, ils en sont partie intégrante, d'office ils sont déjà parmi nous. On doit approcher aussi les plasticiens. On a besoin de l'art, qu'il nourrisse nos causes. Un artiste vit son temps. On doit avoir des musées qui portent le nom de nos artistes, on doit pouvoir visiter leurs collections. On doit aussi je pense approcher les footballeurs. Certains gagnent des fortunes avec lesquelles ils s'amuse. Soit. Mais il faut aussi que ça serve. Que tu saches que quand tu tapes dans le ballon et que tu détournes des milliers de jeunes africains qui au lieu de se former sont focalisés sur le jeu. Aujourd'hui les jeunes sont beaucoup plus captés par un match Barça/Real que par une conférence qui va nourrir l'esprit. On doit commencer par être rejoint par des footballeurs, qu'il y ait des discours sur la nourriture de l'esprit, que les jeunes comprennent qu'elle est salutaire. Qu'on forme, qu'on sensibilise un Eto'o ou un Drogba afin qu'ils utilisent leur aura pour dire attention les gars, il n'y a pas qu'à taper dans un ballon ou à regarder la télé, à se détourner dans la distraction, vous êtes les bâtisseurs de vos pays, il faut vous y mettre. On doit travailler à associer ces joueurs. On a besoin d'écoles, de bibliothèques, de musées et pour ça, on a besoin de tous les moyens.

Mais l'engagement ça ne se force pas, ça ne se déclame pas.

Bien sûr, mais il y a un travail à faire. C'est pour ça que je dis que j'ai foi en cette université là. On doit simplement se donner des missions. Si un Tiken Jah, un Awadi, un Fadel Barro, un Smockey, un Maître Kam, Fred Bauma, Master Soumy... si certains de ce groupe là vont voir ces grands footballeurs, l'écoute est différente puisqu'ils vont se dire, «ces gars je les vois aussi, ils sont aussi célèbres que moi, je les écoute aussi...». Ils vont pouvoir les sensibiliser pour davantage d'attention à aider les jeunes.

Gaëlle Le Roy

ABDOULAYE DIALLO EST LE PROMOTEUR DU FESTIVAL DE CINÉMA CINÉ DROIT LIBRE AU BURKINA FASSO. MAIS PAS QUE... IL EST UN CONNECTEUR PANAFRICAIN QUI INITIE DES CADRES OÙ LA JEUNESSE AFRICAINE INTERAGIT.

LE BALAI CITOYEN OU LE RETOUR DE «L'HOMME INTÈGRE»

Souleymanen Ouedraogo
Fatoumata Souratie
Cheikhna Yaranangore :

«Il est extrêmement difficile pour moi de passer après un turbin comme Valsero et il est deuxièmement encore plus difficile pour moi de parler ici parce qu'il y a beaucoup d'avis sur le fait que le travail du Balai Citoyen est un travail inachevé. C'est comme si on nous mettait la honte, c'est comme on disait que «Balai Citoyen vous avez sensibilisé mais vous voyez le résultat mieux vaut n'avoir rien fait du tout.» C'est un petit malaise mais en même temps, quand on se dit qu'une société se construit dans la diversité d'opinions, dans la diversité d'interventions, on considère que les divergences sont constructives et aident à avoir des alternatives durables.

Vous savez, le cas du Burkina Faso est particulier. C'est vrai que nous sommes un peu la synthèse de tous ces processus de luttes socio-politiques qui ont été menées en Afrique depuis l'ère coloniale, la décolonisation jusqu'à ce renouveau qui est en train d'être porté par les acteurs de la société civile, les mouvements citoyens. Mais il faut dire qu'au Burkina Faso, nous avons une longue tradition de luttes populaires. Déjà en 1957, lorsque le colon a voulu passer le relais, il a réfléchi de façon stratégique en installant ses suppôts, notamment le premier président, Yaméogo. Mais déjà il y a eu une résistance qui s'est organisée autour du Moro Naba, même si c'était une force rétrograde qui n'a pas voulu que le pouvoir lui échappe. Il a mobilisé ses troupes et ils ont essayé de prendre d'assaut l'assemblée territoriale pour empêcher que le pouvoir n'échappe à la chefferie. Ça n'a pas fonctionné parce que tout de suite les forces coloniales

se sont mobilisées pour faire échec à ce projet. Je rappelle également le soulèvement populaire de 1966. Le peuple s'est soulevé et a fait descendre Maurice Yaméogo. Malheureusement, il y a eu une confiscation. Notre histoire est jalonnée de confiscations. Cette belle aventure a été confisquée rapidement par l'armée jusqu'à ce que Thomas Sankara arrive après une succession de coups d'état.

Entre 1983 et 1987, il y a eu comme un vent de renouveau, un vent d'espoir, parce que Sankara incarnait la lutte contre l'impérialisme, il incarnait la rupture, la souveraineté etc. Mais cette histoire aussi a été rapidement arrêtée avec l'assassinat de Thomas Sankara.

Alors commence une longue parenthèse de 27 ans pendant laquelle Blaise Compaoré est venu battre en brèche tout ce que Thomas Sankara avait construit, ces sentiments de fierté et d'intégrité. Compaoré a corrompu profondément la société Burkinabé.

Le peuple burkinabé a eu du mal à se remobiliser après cette confiscation du pouvoir par Blaise et ses méthodes de corruption et de répression. N'empêche, il y a eu des symboles très forts de la résistance comme le journaliste Norbert Zongo. Je vais essayer, dans mon propos, d'expliquer en quoi l'insurrection populaire de 2014 n'est pas arrivée par hasard dans l'histoire du Burkina et de ses symboles forts de la résistance. A partir de l'assassinat de Norbert Zongo en 1998, les luttes se sont beaucoup plus structurées. Seulement, c'était plus autour d'universitaires,

d'étudiants, de syndicats. Cette lame de fond a atteint son paroxysme en 2011 et on commence à noter des mutineries dans l'armée par des militaires qui dénoncent la corruption et leurs soldes impayées. En même temps, cette année 2011 il y a eu le premier mouvement citoyen, «Blaise Dégage» qui a fait long feu. Mais tout doucement, il y a eu une nouvelle alternative qui s'est construite entre 2011 et 2013. De toute façon Blaise Compaoré devait quitter au terme de ses mandats successifs. On sentait bien les choses venir avec les tentatives échouées de mise en place d'un Sénat et de l'organisation d'un référendum.

L'insurrection populaire de 2014 était une victoire, mais on a tous compris ici qu'il n'y avait rien de structuré. L'utopie qui a abouti à l'insurrection populaire n'était pas en phase avec un esprit révolutionnaire dans le sens où il fallait renverser Blaise et mettre en place un nouveau pouvoir. On s'est levé avant tout pour dire «Blaise 2015 stop». Moi même je n'y croyais pas, le Balai Citoyen et les partis d'opposition, personne ne s'attendait à ce que le régime de Blaise Compaoré s'effondre comme un château de cartes. Nous n'avions pas préparé l'après Blaise, c'est peut-être cela qui explique que nous restons encore incompris. J'emprunte cette anecdote à notre camarade Sams'K Le Jah, grand artiste, grand arrangeur de foules, qui quand on nous demandait : Si Blaise s'en va, on va le remplacer par qui? Il avait l'habitude de répondre à ces détracteurs «même si c'est un margouillat qu'on va mettre à la présidence, on va le mettre et on va le surveiller avec un lance-pierre.»

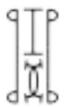


On voit très bien qu'après l'insurrection populaire, le Balai Citoyen avait atteint une telle légitimité, comme Abdoulaye Diallo l'a dit, que **nous aurions pu récupérer la transition, nous aurions pu entrer dans le gouvernement, nous aurions pu aller à l'Assemblée Nationale de transition, mais nous avons voulu continuer à jouer notre rôle de sentinelles, de veille citoyenne, et nous ne regrettons rien.** Ce que nous avons fait pendant la transition, c'est tout simplement d'accompagner le processus, jouer les sentinelles. Une autre étape très importante de la résistance, c'était en septembre 2015 avec le coup d'état du RSP mis en échec par le peuple qui est encore une fois sorti empêcher la restauration du régime déchu de Blaise Compaoré. Nous nous sommes mobilisés pour préserver l'état de droit. Nous avons mené un certain nombre d'actions dans cette perspective pour des élections fiables. Malheureusement, nous nous sommes vite rendus compte que les autorités nouvellement élues étaient à 99% issues du régime précédent. Le président actuel a été ministre pendant des années, président de l'Assemblée Nationale, etc. Ils ne savent pas faire autre chose que ce qu'ils ont connu et fait avec Blaise

Compaoré. Nous ne sommes pas vraiment surpris aujourd'hui de la déception de la population. Aujourd'hui, la mobilisation est devenue un peu plus difficile. Comme Valsero l'a dit, en quoi peut-on continuer à mobiliser les gens? Sur quelle base, vu que toutes leurs attentes ont été à un moment donné déçues. Nous en sommes là, c'est un défi qu'on doit relever. Mais je crois qu'il y a deux directions que nous souhaitons prendre : soit faire comme ce que Valsero a préconisé, mettre la main à la patte, descendre dans l'arène politique, ou continuer à jouer notre rôle de sentinelles, notre rôle de mouvement citoyen. Je crois que nous pouvons aller sur les deux tableaux. On ne peut pas transformer le Balai Citoyen en parti politique mais on peut susciter ou soutenir des alternatives portées par une jeunesse qui veut s'engager en politique et continuer à jouer effectivement notre rôle de sentinelles.

Pour finir, il y a un autre élément important qui a fait l'objet de débat ici et sur lequel je veux revenir. C'est la question de l'appui des ONG et qui aussi l'objet de grandes discussions dans le Balai. Est-ce qu'on va «s'ONGiser»? Est-ce qu'on va se fondre dans la masse? Comment en même temps garder notre identité

de mouvement citoyen et avoir une organisation structurée pour avoir des moyens? Comment mobiliser suffisamment de moyens et éviter de s'institutionnaliser? Peut-on donner tout son temps au mouvement citoyen alors que nous avons des familles à nourrir? Le questionnement est encore ouvert. Pour finir, j'appelle à la mobilisation ici pour le mémorial de Thomas Sankara. Dans la lutte du peuple burkinabé, il y a eu des symboles forts qui nous ont éclairé le chemin. Sans Thomas Sankara, je ne suis pas sûr que nous aurions pu mener l'insurrection de 2014 à son terme. Il y a un projet de mémorial, les travaux architecturaux sont à peu près bouclés, l'espace est trouvé pour créer ce lieu afin de perpétuer la mémoire et l'œuvre de Sankara. Vous Africains de tous horizons, nous vous invitons à rejoindre cette initiative pour que Thomas Sankara puisse continuer à éclairer le chemin des générations à venir."



BALAI CITOYEN
BURKINA FASSO

NDUNGI GUTHIKU LE ROSSIGNOL DE L'UNITÉ

Ndungu Guthiku, 44 ans, est une des voix fortes qui ont marqué l'Université populaire de l'engagement citoyen. Grand optimiste, il met son art au service du changement et s'engage à construire le pont entre les Afriques.



Ndungu est une voix. Plus qu'une voix : «*je suis un "art-tiviste" venu du Kenya, j'utilise mon art pour militer. Alors je chante, je fais des récitals et je fais des films sur des questions de justice sociale.*» Ces mots de l'artiste ne sont pas que de simples déclarations, c'est une attitude, une façon d'être dans son quotidien. Venant du Kenya, pays anglophone, il était jusque là méconnu par la plupart des participants de l'UPEC. On sait qu'en Afrique, les politiques coloniales et les barrières ethniques, religieuses et linguistiques cloisonnent les francophones et les anglophones qui peinent à se découvrir. Mais Ndungu touche au delà. Il est au dessus de ces identités séparatistes. Il n'attend pas non plus qu'on le présente ou

à être introduit comme le feraient certains. Il attend un moment de relâchement dans les discussions pour prendre le micro. Alors une voix forte et chaleureuse tonne dans la salle et accroche les attentions. Tout le monde est avec lui. De toute façon, on n'a pas le choix tellement l'invitation est profonde et semble venir d'un cœur concerné par ce qu'il dit. Son regard doux, son gestuel lent et sincère, ses petits pas de danse contagieux... la salle est submergée par sa voix reprise par tout le monde. La mélodie est sud africaine. On est tous zoulou, tous swahili, tous lingala, tous bantou, tous wolof... On égraine nos maux en chœur, chantant l'espoir et la liberté qui arrivent. La liberté et l'épanouissement pour lesquels les jeunes du continent se réunissent ce jour pour en dessiner ensemble les contours. On aurait aimé que le voyage dure. Mais Ndungu décide d'atterrir et les cœurs s'apaisent. Le peu de temps qu'il a donné est un grand moment d'inspiration et de motivation. Il lui a fallu quelques mots pour mettre tout ce beau monde dans la peau de tous les grands combattants africains. Cette magie, Ndungu le tire des coutumes africaines. Il explique : «*L'Afrique vit au rythme des arts. Quand on regarde nos ancêtres, ils avaient l'habitude de chanter quand la pluie tombait, ils chantaient pour que la pluie tombe, ils chantaient lors des récoltes, ils chantaient pour célébrer un nouveau-né.*» C'est la raison pour laquelle, il ne cesse de critiquer «*l'utilisation de la musique comme simple divertissement au lieu de*

l'utiliser comme instrument pour apporter le changement.» C'est qu'au Kenya, rapporte «*l'artiste*», «*les Anglais ont en quelque sorte tué cette culture spécialement parce qu'ils voulaient tuer notre identité. La musique que nous produisions pendant la période de lutte pour l'indépendance était bannie et considérée comme diabolique, c'est comme ça qu'ils la qualifiaient. Ils disaient que "vous devez chanter des chansons chrétiennes"*.» C'est pourquoi, poursuit-il, la plupart des mélodies chantées dans les églises chrétiennes étaient en réalité des mélodies des chansons folkloriques, des chansons traditionnelles, de la musique culturelle, mais les paroles et le contenu ont été changé. La musique est donc un outil très important, non seulement pour la lutte, mais aussi pour l'expression des identités, tranche Ndungu. En dépit de son talent débordant, Ndungu ne compte pas être celui qui divertit les foules. Il tranche : «*Je ne suis pas un bon amuseur, je chante ce que je suis et ce que je suis, est ce que je chante. Donc, je ne fais pas de la musique pour divertir mais quand une personne écoute ma musique et qu'elle la trouve amusante en même temps, cela devient autre chose.*» Pour lui, la musique consciente doit être utilisée partout pour le message de changement puisse atteindre les masses le plus rapidement. Pour exemple, il cite l'Afrique du Sud : «*je peux dire en toute confiance, sans craindre de contradiction, que la musique a changé la lutte et la scène politique, parce que c'était la bande-son du combat.*»



Ndungu est grand : sa taille, ses rastas, son sourire comme son front étoilé du rêve sankariste de l'unité africaine. Il est bercé dès son jeune âge dans les sonorités de la révolte des Maw-Maw et il grandit dans la lutte contre le parti unique au Kenya. «*Le multipartisme est devenu une réalité en 1992 date à laquelle la constitution fut modifiée, mais ce n'était pas grâce à la volonté du régime au pouvoir, mais plutôt par à la volonté des gens dans la rue et dans les villages*», précise Ndungu. En effet, il a grandi dans ce climat de contestation et de lutte. «*Je suis un enfant de la lutte des mouvements clandestins*», affirme-t-il. Dans les années 80 il y avait des mouvements citoyens au Kenya comme «*Mwakenya qui était un mouvement clandestin qui cherchait à éduquer les gens et à demander le changement.*» Beaucoup de personnes furent arrêtées. Le jeune Ndungu observe, apprend et se motive. A 18 ans en 1992, il rejoint le mouvement «*Release Political Prisoners*» pour demander la

libération des prisonniers politiques. Avec cette plateforme, il s'associe avec les mères des prisonniers politiques et anime la contestation comme lors des rassemblements au Freedom Corner, un parc public de Nairobi, pour exiger la libération des détenus politiques. «*Depuis lors, je me suis engagé dans la lutte pour le changement social dans mon pays mais aussi dans d'autres pays comme le Congo où nous avons des partenariats à Goma, à travers le cinéma, la musique et l'art.*» Ndungu éveille en chantant et met sa voix au service de la justice sociale. Ses convictions et son engagement sont désormais sans frontière. Sa venue à l'Upec est une concrétisation d'un vœu, d'un souhait d'apporter sa contribution à la réalisation de l'unité africaine. «*Une des choses que je dois dire à propos de l'UPEC, c'est le forum le plus important auquel j'ai jamais assisté dans ma vie et ça me rappelle la première réunion de l'OUA mais aussi le mouvement panafricain ainsi que les réunions qui*

ont eu lieu dans la diaspora par le biais de gens comme Kwame Nkrumah.» Pour lui, l'UPEC évoque cette «*histoire, cette richesse, cette sagesse de dire que si nous ne nous unissons pas en tant qu'Africains, si nous ne nous unissons pas pour notre cause commune, si nous ne nous unissons pas pour forger un front commun, nous allons mener le combat de manière dispersée et ça ne sera pas facile.*» C'est pourquoi, il plaide pour un pont entre les Afriques pour parachever ce rêve d'une Afrique retrouvée dépourvue de dictateur, de famine et d'injustice. Alors il fait de ses rencontres lors de l'Upec une opportunité pour faire avancer sa cause. «*J'ai eu à m'entretenir avec le roi du Reggae africain, Tiken Jah et il est un acteur clef dans la lutte pour la justice sociale à travers la musique. Une des choses dont nous avons discuté est de lier sa musique avec la mienne comme un symbolisme entre l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique de l'Est.*» Alors que les étoiles s'alignent...

Fadel Barro



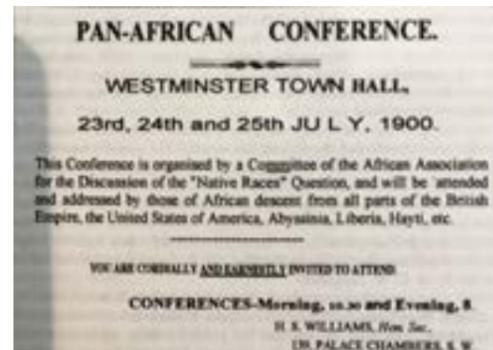
DE LONDRES À DAKAR, L'UPEC NOUS RAPPELLE LA PREMIÈRE CONFÉRENCE PANAFRICAINNE

Lundi 23 juillet 2018, Dakar, la capitale sénégalaise, accueillait pour la première fois l'Université Populaire de l'Engagement Citoyen (UPEC), un sommet panafricain des mouvements citoyens sous l'égide des mouvements Y'En A Marre. Cette rencontre nous rappelle à plusieurs titres la conférence panafricaine organisée à Londres – coïncidence – le lundi 23 juillet 1900, grâce aux efforts colossaux de Henry Sylvester Williams.

Bien que cent dix-huit ans les séparent, des similitudes frappantes existent entre ces deux rassemblements en termes de sujets et de conclusions structurelles. La conférence de Londres a vu la participation de personnalités telles que W.E.B. Du Bois, Mgr Samuel Walters, entre autres. Son objectif principal était d'éclairer l'opinion publique britannique sur les violations des droits de l'homme, les atrocités et l'exploitation perpétrées dans l'empire colonial, en particulier en Afrique australe. La conférence visait également à dénoncer le climat racial aux États-Unis, où les Noirs étaient victimes de discrimination, d'oppressions violentes et même de lynchage (une pratique courante qui a duré jusqu'au XXème siècle). La colonisation et l'impérialisme européen ont dominé le contexte géopolitique du XXème siècle, auxquels les Africains et la diaspora ont répondu en formant une association panafricaine prônant un traitement humain des races noires ainsi que le respect de leur dignité et de leurs droits humains. Le désir de libération et le nationalisme sont ainsi devenus les sentiments les plus partagés par les Africains et les personnes d'ascendance africaine des Caraïbes, d'Europe et des Amériques ayant participé à la conférence.

Plus d'un siècle plus tard, les activistes Noirs se sont réunis à Dakar non seulement pour aborder des questions similaires à celles de la Conférence de Londres, mais aussi pour renforcer leurs

capacités et concevoir des mécanismes pour renforcer la présence des mouvements sociaux sur le continent et mettre en place un fonds pour les militants en danger.



Contrairement à la première Conférence Panafricaine, l'UPEC a été créée à un moment où de nombreux pays africains, comme la République Démocratique du Congo, sont toujours gouvernés par des gouvernements répressifs, autocratiques et incompetents, qui semblent incapables de garantir les règles les plus élémentaires de la démocratie, telle que la liberté d'expression. L'UPEC émerge également à un moment où les personnes d'ascendance africaine de l'autre côté de l'Atlantique souffrent toujours de persécution raciale, qu'il s'agisse de brutalités policières, de micro-agressions ou de racisme systémique. De même, le pouvoir politique dans des pays comme le Cameroun, l'Ouganda, la Guinée Équatoriale et la République du Congo est contrôlé par une poignée de dirigeants, leurs familles et leurs amis politiques, au pouvoir depuis plus de deux décennies, et qui semblent réticents à instaurer des changements démocratiques. Lorsque le régime colonial formel a pris fin, les Africains avaient espéré que le continent verrait des jours meilleurs, mais malheureusement, de nombreux pays sont tombés dans une forme différente d'oppression politique et économique.

Il faut reconnaître que des progrès démocratiques importants ont été réalisés dans de nombreuses régions du continent.

Au-delà des thèmes développés lors de l'UPEC et de la première Conférence Panafricaine, un autre parallèle intéressant entre les réunions de Dakar en 2018 et de Londres en 1900 est la forme d'organisation de la conférence, tant à travers son approche que de ses déclarations finales, rédigées à l'issue des sessions de la Conférence.

À l'instar de la création de l'Association Panafricaine à la conférence de Londres, Afrikki a été créée par des militants africains et leurs homologues de toute la diaspora lors de la conférence de 2018 à Dakar. Afrikki est une plateforme panafricaine qui réunit tous les mouvements citoyens du monde noir, et qui a pour but le partage d'expériences. Les participants ont clôturé l'UPEC avec l'«Azimiyo La Dakar» ou la «Déclaration de Dakar», qui ranime le souvenir de la Déclaration aux Nations du Monde rédigée sous la direction de W.E.B. Du Bois, et la requête faite à la reine Victoria à la fin de la Conférence de Londres. Geiss nous rappelle que «la demande concrète contenue dans la requête était limitée à l'Afrique, voire au sud du continent. En revanche, la Déclaration aux Nations du Monde considérait le problème comme un problème touchant les peuples de couleur du monde entier.»

La Déclaration de Dakar fait écho à la conférence de Londres de 1900 en évoquant tant les dimensions panafricaines du passé que les luttes actuelles pour la liberté des noirs.

Enfin, comme son aînée, elle appelle à une coopération transnationale des mouvements citoyens africains et de ses diasporas pour une émancipation politique et socio-économique, ainsi que pour la renaissance de la conscience panafricaine, de la reconquête de notre histoire et de notre culture.

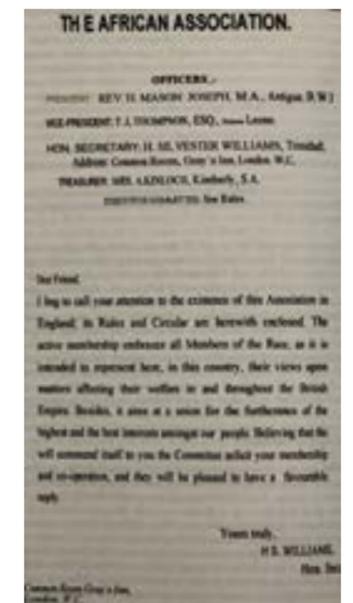
De plus, il est important de rappeler ici deux aspects importants de ces rencontres historiques. D'une part, le rôle central de la diaspora africaine dans l'organisation de la conférence de Londres et de l'UPEC. Le panafricanisme a historiquement été un concept de diaspora, né, développé et soutenu par des personnes

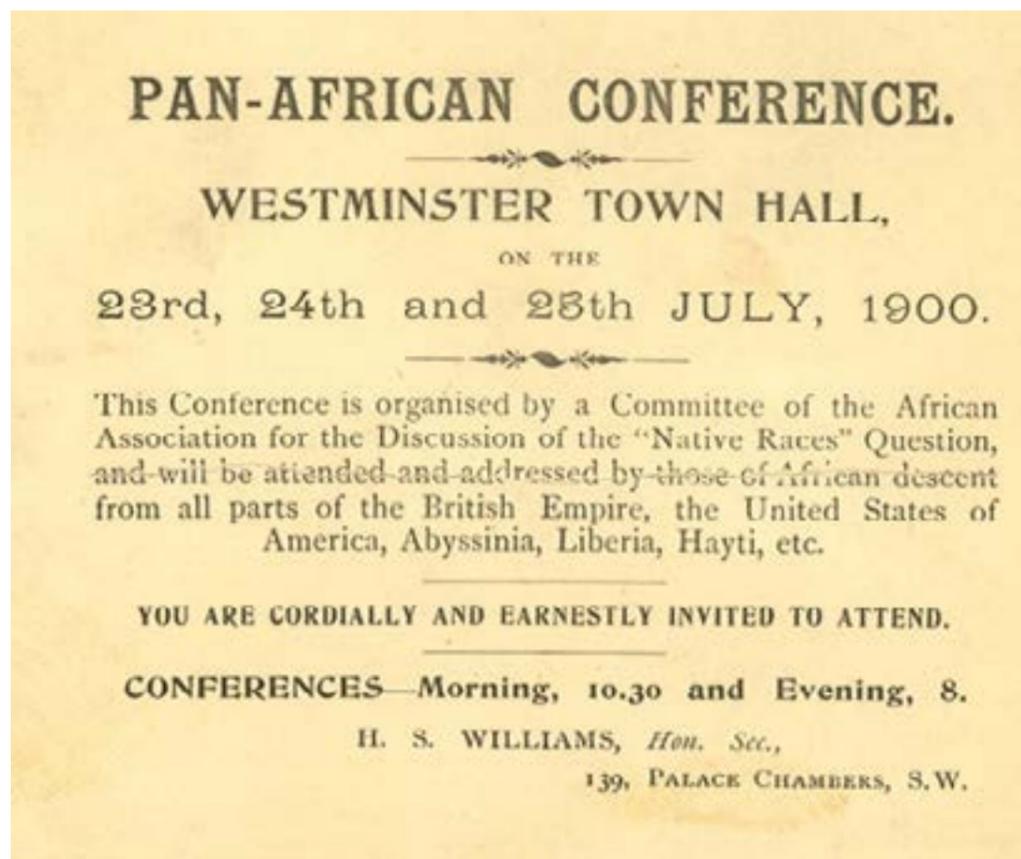
d'ascendance africaine. Du Bois et Williams sont des exemples de cet engagement de la diaspora envers le panafricanisme. La diaspora, en particulier celle des États-Unis, a gravé ses empreintes sur la Place du Souvenir qui a accueilli l'UPEC 2018. D'autre part, alors que les deux réunions se sont conclues par la création de structures panafricaines (la première Association Panafricaine et Afrikki), destinées à coordonner les luttes pour la liberté. Nous espérons qu'Afrikki pourra créer une nouvelle période d'unité et d'activisme panafricains qui accordera à la diaspora la place qu'elle mérite. Est-ce qu'Afrikki surpassera les défis financiers et de gestion qui ont en partie entraîné la disparition des première et deuxième Associations Panafricaines? Est-ce que les activistes pourront transcender les clivages géographiques et linguistiques qui ont souvent caractérisé les organisations panafricaines?

Enfin, est-ce qu'ils seront capables de concevoir des processus inclusifs et transparents qui assureront un succès permanent à l'organisation?



Photograph by J. C. W. 1900.
Mr. S. Williams.





Pour éviter d'être une autre expérience panafricaine de courte durée, Afrikki devrait tirer les leçons des erreurs de l'Association Panafricaine. À la suite de la Conférence de Londres, les participants avaient décidé de maintenir la dynamique de l'Association Panafricaine et d'assurer une large diffusion du panafricanisme. Il était prévu d'organiser une conférence panafricaine régulièrement. L'historien Imanuel Geiss conclut qu'en dépit des projets de conférences prévues aux États-Unis en 1902 et en Haïti en 1904, «on n'a jamais entendu parler des préparatifs de ces réunions». Un échec similaire a été noté à propos du journal Pan-African, le mensuel de l'Association Panafricaine qui n'a publié qu'un seul numéro en octobre 1901. Ces échecs ont révélé la fragilité de l'assise financière du mouvement ainsi que le manque de personnel, ce qui a affaibli l'association.

Afrikki doit donc chercher à mettre en place des mécanismes qui aideront à mobiliser les ressources financières et humaines, et à organiser de manière réaliste de fréquents rassemblements panafricains tels que l'UPEC afin de maintenir la dynamique.

Les dissensions internes ont également mis en péril l'existence de la première Association Panafricaine quelques mois seulement après sa création. Dans son unique numéro, le Pan-African a souligné : «sur un ton un peu désespéré, certains membres non identifiés ont profité de l'absence de Sylvester Williams à Londres pour mener une sorte de révolution de palais, non pas pour prendre le pouvoir, mais pour dissoudre l'association en raison du manque de fonds, et d'en faire état à la presse.» De retour à Londres, Sylvester Williams et Alexander Walters (Président de l'organisation) ont tenté de relancer sans succès l'association avec une présence africaine plus forte. Toutefois, ces changements superficiels n'ont pas mis fin à la disparition de l'Association Panafricaine, qui a cessé ses activités dès fin 1901. Dans l'optique d'un succès organisationnel permanent et d'une harmonie interne, Afrikki devrait faire de la gestion de crise une priorité et mettre en place des règlements pour traiter les conflits internes tout en permettant la liberté d'expression et la diversité des opinions au sein de la structure.

À l'instar d'autres organisations transnationales, les organisations panafricaines ont une histoire de conflits internes basés sur des intérêts personnels, mais elles sont surtout marquées par des différences régionales, linguistiques et culturelles. Elles sont également connues pour les frictions entre les éléments africains et diasporiques, vestiges de la fracture créée par l'esclavage et la colonisation. C'est par exemple ce qu'il s'est passé lors de la création de la deuxième Association Panafricaine de 1921 sous la direction de W.E.B. Du Bois et Isaac Béton, un jeune instituteur martiniquais qui était alors basé à Paris. En plus de connaître une pénurie chronique de fonds, cette organisation était en proie aux tensions entre ses membres francophones et anglophones, apparemment incarnées par Du Bois et Béton. «Il est presque gênant de voir à quel point ces hommes étaient préoccupés par de petites histoires, des querelles de quelques dollars sur les cotisations et divers malentendus insignifiants, qui ont nécessité beaucoup de temps et d'énergie.» Selon Du Bois, Les Afro-Américains se sont sentis maltraités par les membres francophones de l'organisation à un point tel qu'ils ont perdu l'envie d'aider à collecter des fonds. Les dissonances entre les éléments francophones et les Afro-Américains illustrent un manque de coordination qui aboutit à la débâcle du Congrès Panafricain de 1921 à Lisbonne. Par ailleurs, les membres africains ont dénoncé l'attitude paternaliste de certains membres de la diaspora, dont beaucoup ont souvent pensé qu'ils étaient indispensables au succès de l'organisation et à la diffusion de l'idéologie. Qu'est-ce qu'Afrikki doit retenir de ces agissements? Tout d'abord, ses membres doivent établir une relation forte et harmonieuse entre les Africains et les personnes d'ascendance africaine au sein de l'organisation. Cette unité doit être fondée sur le respect mutuel et dépourvue de paternalisme, de sexisme et de tout autre «isme» négatif susceptible de nuire aux fonctionnalités

de la plateforme. Deuxièmement, le processus de prise de décision au sein de l'organisation devrait être inclusif, indépendamment des questions de langue, de géographie, d'âge, de nationalité ou de genre. En d'autres termes, les dirigeants de la plateforme Afrikki doivent s'assurer que chaque voix est entendue, et doivent rendre des comptes aux sympathisants de manière efficace et régulière. Contrairement à la première moitié du XXème siècle, les technologies de communication d'aujourd'hui sont abordables et disponibles pour de nombreux activistes, même si les activistes agissant dans les zones rurales risquent d'avoir plus de mal à y accéder. L'absence de communication ne devrait pas être une excuse pour justifier un éventuel échec d'Afrikki. Cela signifie que la plateforme doit mettre en place des stratégies de communication fortes et inclusives dès le départ. En résumé, nous pouvons dire que les similitudes entre l'UPEC de 2018 et la Conférence Panafricaine de 1900 vont au-delà d'une simple coïncidence.

L'UPEC est à bien des égards la réincarnation contemporaine de l'idéal panafricain, qui aspire à une forte collaboration entre les Africains et les personnes d'ascendance africaine à travers le monde, pour unir leur continent d'origine et en faire un lieu de vie meilleure.

Ainsi, Afrikki, à l'instar des première et deuxième Associations Panafricaines, constitue une lueur d'espoir pour les militants noirs du monde entier qui souhaitent obtenir le soutien et les ressources dont ils ont besoin. Ainsi, cette nouvelle plateforme panafricaine représente de bien des manières la cristallisation de la lutte lancée par Blyden, Mgr Walters, Sylvester Williams, W.E.B. Du Bois, Garvey, Nkrumah, Nyerere, Winnie et Nelson Mandela, Sankara...



Bamba Ndiaye

DOCTORANT
DEPARTMENT OF COMPARATIVE HUMANITIES
UNIVERSITÉ DE LOUISVILLE (KENTUCKY, USA)



DISCOURS D'OUVERTURE DE TIKEN JAH FAKOLY AFRICA UNITÉ – QUAND NOUS SERONS ENSEMBLE ...

L'événement est tellement important et je dirais même historique, que je me dois de prononcer un petit discours. Chers organisateurs de la première édition de l'Université Populaire de l'Engagement Citoyen, l'UPEC, chers sœurs et frères venus de tous les quartiers de notre village : l'Afrique, c'est toujours un plaisir renouvelé de me retrouver sur cette terre bénie de la teranga, cette terre chargée de symboles : une grande page de l'Histoire de l'humanité s'est inscrite en ces lieux. L'île de Gorée est là pour nous le rappeler. C'est donc un honneur pour moi de me retrouver sur cette terre qui interpelle la conscience endormie de notre continent. Le Sénégal a donné à l'Afrique, tant de fils illustres : Léopold Sédar Senghor, l'apôtre de la

civilisation de l'universelle, Cheikh Anta Diop, le père de la renaissance africaine, mon aîné Youssou Ndour et mon compagnon de tous les jours : Didier Awadi. Très chers membres de l'UPEC, il y a 40 ans le pape du rastafarisme et porte-étendard du reggae Robert Nesta Marley, lançait cette parole prophétique : Africa Unite! Aujourd'hui cette parole est plus vivante qu'hier, parce que Bob Marley n'est pas mort, il vit et vivra toujours dans l'éternité du monde, car les idées ne meurent pas. Chers frères des mouvements d'éveils des consciences, Y'EN A MARRE, IYINA, LUCHA, FILIMBI, WAKE UP, JEUNE ET FORT, LE BALAI CITOYEN et tous les autres ...Quand nous serons unis ça va faire très très mal!

À chaque génération sa mission, charge à elle de l'assumer ou de la trahir a dit Ibrahim Frantz Fanon. Nous avons donc intérêt à unir nos forces étant donné que nous menons tous le même combat : le combat pour une meilleure gestion de notre continent. Les différents mouvements sociaux doivent donc être solidaires. L'UPEC est le symbole de cette solidarité, c'est pourquoi nous tenons à réaffirmer notre soutien et à remercier les initiateurs, notamment les acteurs du mouvement pionnier Y'En A Marre. Que l'UPEC soit un véritable cadre de formation de l'engagement citoyen! Vive l'UPEC! Vive l'Afrique! Rastafarai!

Pour poursuivre vos lectures sur la Conférence de Londres de 1900, consultez les monographies suivantes:

Geiss, Imanuel. *The Pan-African Movement; a History of Pan-Africanism in America, Europe, and Africa.* New York,: Africana Pub. Co., 1974.

Padmore, George. *Pan-Africanism or Communism.* Garden City, N.Y.: Doubleday, 1971.

Sherwood, M. *Origins of Pan-Africanism: Henry Sylvester Williams, Africa, and the African Diaspora.* Taylor & Francis, 2012.



AZIMIYO LA DAKAR

DECLOISONNER LES FUTURS

1 – L'histoire millénaire de l'Afrique – berceau de l'humanité et de la Civilisation – est une histoire de génie, de conquêtes, de résilience, de dignité et de grandeur. De Tombouctou aux lisières du Zambèze; des pyramides du Soudan et d'Égypte jusqu'aux confins du Nil et du Congo, les peuples Africains ont bâti des empires prospères et mis en place des systèmes politiques, économiques et spirituels élaborés, en avance sur leur époque. Ils ont établi des cultures d'une extraordinaire richesse; inventé des arts, des techniques et des procédés parmi les plus ingénieux de l'histoire de l'humanité.

2 – L'esclavage, les traites négrières et la colonisation ont entrepris, avec une extrême brutalité, de déposséder l'Afrique et ses peuples de leur force vitale, de leurs richesses naturelles, de leurs identités et de leurs cultures. Qu'ils soient venus d'Occident ou d'Orient, les artisans de cette oeuvre prétendument «civilisatrice» ont usé de moyens brutaux pour tenter de détruire et d'aliéner l'Afrique et les Africains. Ils ont partagé l'Afrique comme on partage un butin de guerre, et tracé les frontières. Ils nous ont imposés leurs langues et falsifié notre histoire.

3 – Mais l'histoire de l'Afrique et de ses diasporas, c'est aussi une histoire de résistances et de résilience. Résistance contre l'esclavage et les traites négrières. Résistance contre la colonisation, l'apartheid et l'oppression. Résistance contre l'aliénation et l'assimilation culturelles. Résistance contre l'accaparement de nos terres et les pillages de nos richesses. Nous célébrons Menelik II, vainqueur de la bataille d'Adoua, la Reine Nzinga, Kimpa-Vita, Shaka-Zulu, Toussaint Louverture, Kimbangu, Cabral, Nkrumah, Chris Hani, Lumumba, Santarino Ihure, Mwalimu Nyerere, Dedan Kimathi, Sankara, Winnie et Nelson Mandela, et bien d'autres qui, à travers l'histoire, ont incarné ces résistances. Nous célébrons les luttes héroïques menées par les esclaves et leurs descendants dans les Amériques, les Caraïbes et ailleurs pour se libérer et s'émanciper.

4 – L'esclavage et l'apartheid ont été abolis, et les Nations africaines ont conquis l'indépendance. Mais le combat panafricain pour l'unité, la liberté et la prospérité se poursuit. Du nord au sud, d'est en ouest du continent, et parmi les descendants des esclaves, des millions d'Africains continuent à subir les affres de violences et d'une indigence matérielle abjecte. Sans états d'âme, une poignée de dirigeants et d'élites corrompues ont pris le relais des esclavagistes et des Colons : ils bradent nos richesses et bafoient notre dignité. Au cours des dernières décennies, l'on nous a rabâchés de concepts et de promesses : démocratie, multipartisme, droits humains, développement durable, ajustements structurels, croissance, allègement de la dette, émergence... Que des mirages! L'on a cultivé en nous le sentiment d'impuissance, de dépendance et de culpabilité.

5 – L'émergence des mouvements sociaux en Afrique et dans les diasporas africaines participe de la prise de conscience qu'il faut un changement radical de paradigmes politique, économique et social porté par les Africains eux-mêmes, avec pour socle leur propre histoire et leurs cultures. Il s'agit de réinventer, à l'échelle panafricaine, une utopie commune et de nous engager, résolument et solidairement, à parachever la lutte pour la libération de l'Afrique entamée par les générations précédentes. Aimé Césaire disait que nous sommes, nous les Africains, les «fils et filles aînés de l'Humanité.» Il s'agit donc de nous rendre notre dignité, notre fierté et notre place féconde au sein de l'humanité.

6 – Aussi, les activistes d'Afrique et ses diasporas réunis à Dakar, au Sénégal ce 29 juillet 2018, ont décidé de mettre en place une plate-forme panafricaine dénommée Afrikki. Son objectif est de fédérer la pensée et l'action des mouvements sociaux d'Afrique et de ses diasporas autour d'un agenda panafricain commun :

- Éveil de la conscience panafricaine, la repossession de notre histoire et de nos cultures : nous réapproprier notre histoire et notre mémoire collectives à travers la conscientisation des masses, l'éducation, la culture et les arts;

- L'émancipation politique: porter ensemble la voix de nos peuples, pour l'émancipation politique, la lutte contre l'oppression, le droit à l'autodétermination et la réalisation du rêve des Etats Unis d'Afrique;

- L'émancipation économique et sociale : porter ensemble la lutte contre l'accaparement, l'exploitation, le détournement et l'utilisation des ressources naturelles et du patrimoine économique de l'Afrique au détriment des Africains et des générations futures.

Frantz Fanon disait : «Chaque génération doit, dans une relative opacité, trouver sa mission, la remplir ou la trahir.» Notre mission à nous, la voilà. Nous l'avons trouvée et nous nous engageons à tout mettre en oeuvre pour la remplir.

«Il n'y pas de destins forclos, il n'y a que des responsabilités limitées»

Fait le 27 juillet 2018 à Dakar.